



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE // 2024

CC THELLOISE_Asst

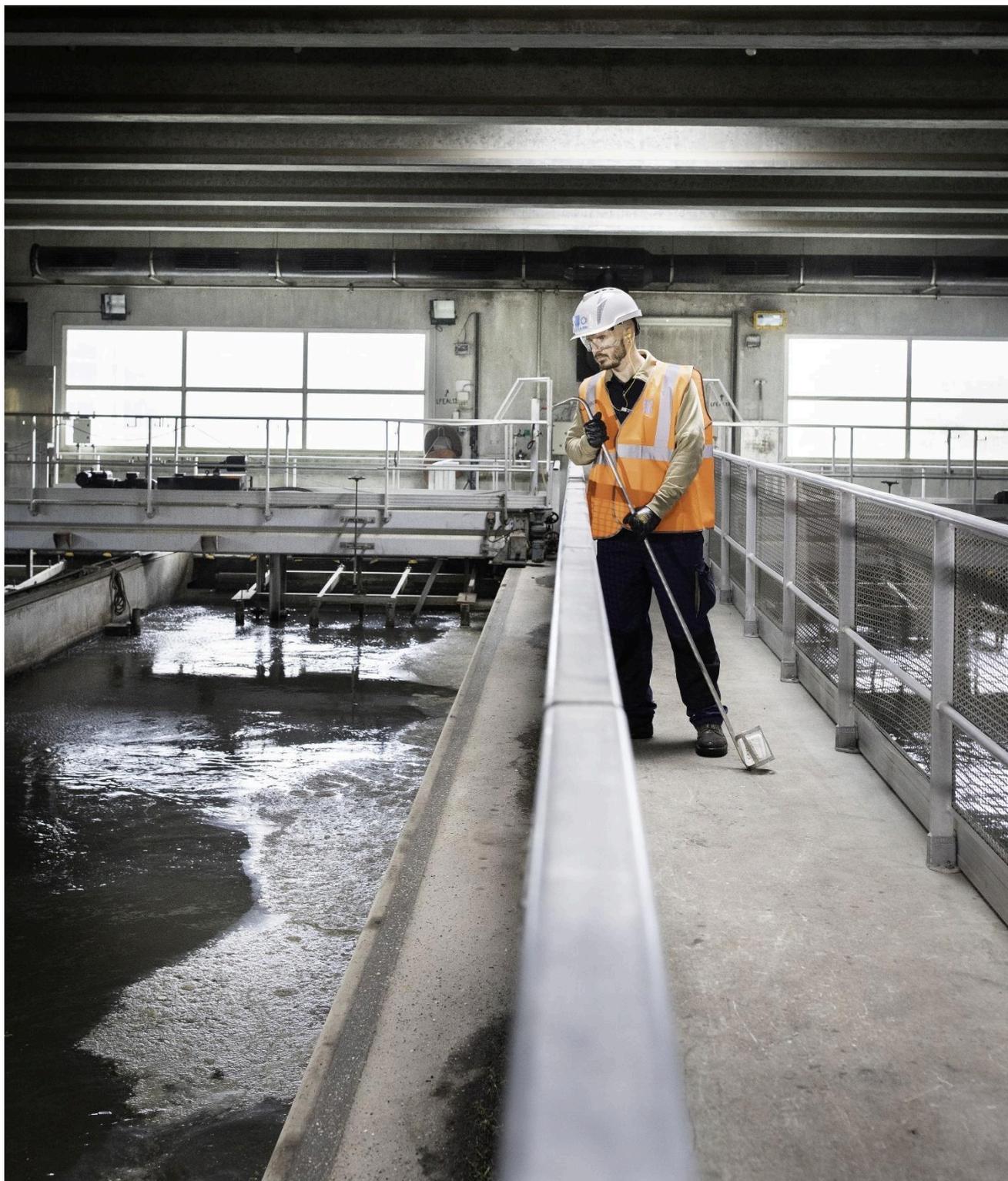
SOMMAIRE

1. Présentation du contrat et du service	5
1.1. Données du contrat	5
1.2. Les chiffres clés du service	6
1.3. Principaux indicateurs réglementaires	8
2. L'essentiel de votre service	11
2.1. Faits marquants du contrat en 2024	13
2.2. Évolutions réglementaires de 2024 et à venir	24
2.3. Incontournables pour 2025	29
3. Bilan et perspectives du service	31
3.1. Bilan conformité et performance des installations	33
3.2. Bilan énergie	34
3.3. Gestion de votre patrimoine	36
3.4. A l'écoute des consommateurs	39
3.5. Résilience du territoire	41
4. Rapport financier du service	46
4.1. Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation	47
4.2. Situation des biens	51
4.3. Les investissements et le renouvellement	52
4.4. Les engagements à incidence financière	54
4.5. Annexes financières	57
5. Données détaillées	68
5.1. Collecte	68
5.2. Traitement	70
5.3. Bilan d'exploitation et de conformité	72
5.4. Le prix du service public de l'eau	106
5.5. Énergie et réactifs	116
5.6. Inventaire des installations et réseaux	127
5.7. Réseaux	130
5.8. Opérations de renouvellement, de maintenance et travaux réalisés	134
5.9. Les consommateurs de votre service et leur satisfaction	137
6. Annexes	139
6.1. Détail des textes réglementaires	140
6.2. Assurances	153
6.3. Certificats ISO	154
6.4. Glossaire	158

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

1. PRÉSENTATION DU CONTRAT ET DU SERVICE



1.1. DONNÉES DU CONTRAT

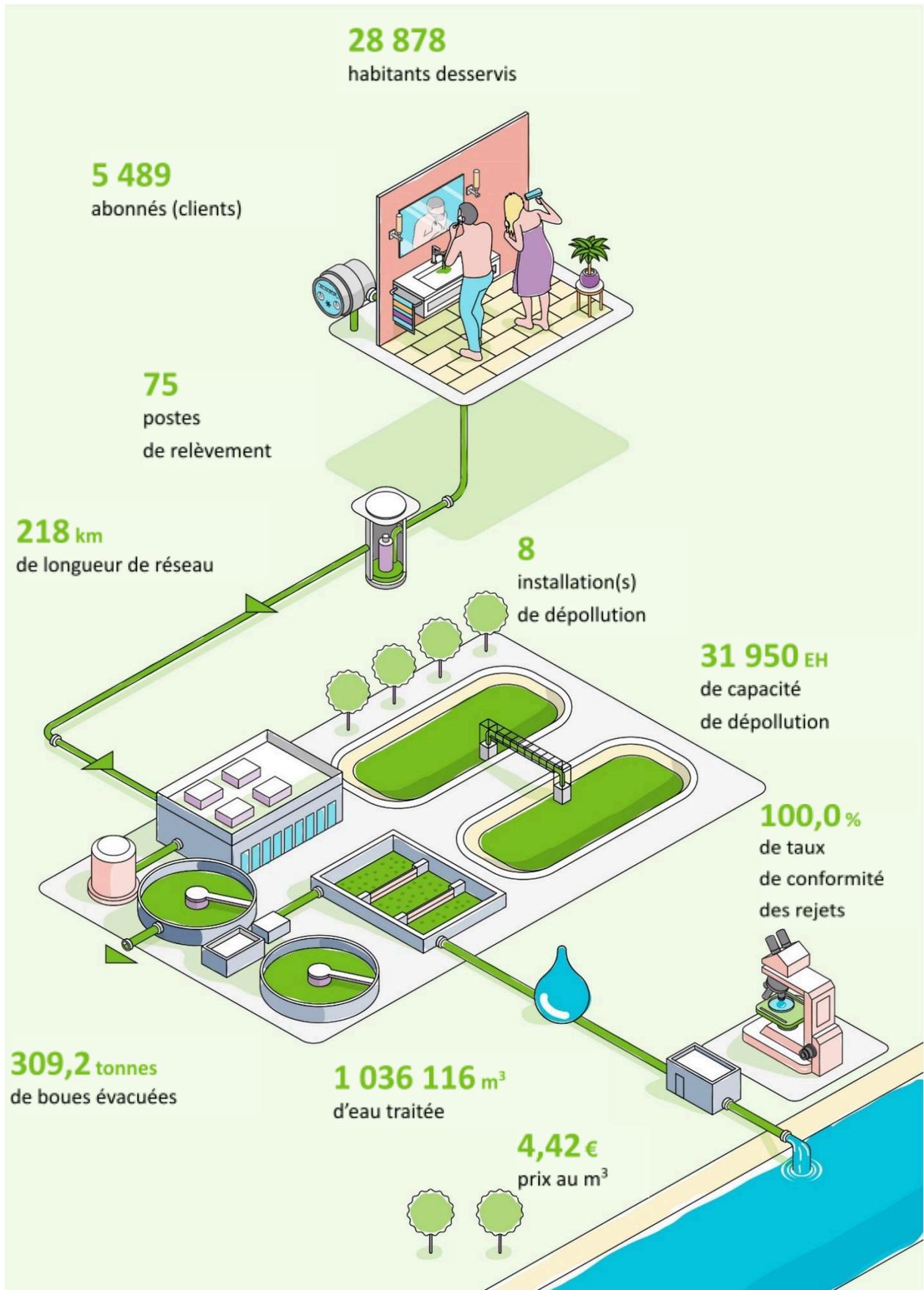
- Déléataire Sté des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise
- Périmètre du service ABBECOURT, BERTHECOURT, BORAN SUR OISE, CHAMBLY, HONDAINVILLE, LACHAPELLE SAINT PIERRE, MORTEFONTAINE EN THELLE, NOAILLES, NOVILLERS, SAINT SULPICE, SAINTE GENEVIEVE, THURY SOUS CLERMONT, ULLY SAINT GEORGES, VILLERS SAINT SEPULCRE
- Numéro du contrat Q0011
- Nature du contrat Affermage
- Date de début du contrat 01/01/2023
- Date de fin du contrat 31/12/2029

CONVENTIONS AVEC DES TIERS

AVENANTS AU CONTRAT

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	29/11/2023	Précisions à l'article 21.4 et en annexe 12 du Contrat : travaux de mise en conformité d'équipements des points de déversement au milieu naturel et autres points de suivi

1.2. LES CHIFFRES CLÉS DU SERVICE



1.3. PRINCIPAUX INDICATEURS RÉGLEMENTAIRES

	2020	2021	2022	2023	2024
D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (u)				28 994	28 878
D202.0 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels (u)					
D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (t)				278,6	309,2
D204.0 - Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³ (€\m ³)					4,42
P201.1 - Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (%)					
P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (ND)				39	39
P203.3 - Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P204.3 - Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P205.3 - Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (%)	(**)	(**)	(**)	(**)	(**)
P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (%)				100,0	100,0
P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (€)					
P251.1 - Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (u/1000 hab.)				0,00	0,00
P252.2 - Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (u/100 km)				1,67	1,67
P253.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (%)				0,00	0,00
P254.3 - Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (%)				100	100
P255.3 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (ND)					
P256.2 - Durée d'extinction de la dette de la collectivité	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
P257.0 - Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente (%)				5,14	2,40
P258.1 - Taux de réclamations (u./1000 ab.)				0,42	0,55

(*) Données collectivités

(**) Données Police de l'eau

	2020	2021	2022	2023	2024
Réseau					
VP.199 - Linéaire de réseaux de collecte unitaires (m)				8 011	8 011
VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte séparatifs eaux usées (hors branchements) (m)				171 950	171 950
VP.077 - Longueur de réseau hors branchements (km)				217,6	217,6
VP.046 - Nombre de points noirs (u)				3	3

VP.141 - Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quel que soit le financeur) (m)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
ICGPR - Plan des réseaux					
VP.250 - Existence d'un plan des réseaux (ND)				10	10
VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux (ND)				5	5
ICGPR - Inventaire des réseaux					
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux (ND)				Oui	Oui
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres. (%)				83,50	87,60
VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée (ND)				Oui	Oui
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose				64,70	64,10
ICGPR - Autres éléments de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux					
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (ND)				50,80	74,30
VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes (ND)					
VP.258 - Inventaire pompes et équipements électromécaniques (ND)					
VP.259 - Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux (ND)					
VP.260 - Localisation des autres interventions (ND)					
VP.261 - Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau (ND)					
VP.262 - Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations (ND)					
ICR - Collecte					
VP.158 - Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (ND)					
VP.159 - Evaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (ND)					
VP.160 - Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu (ND)					
VP.161 - Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 décembre 1994 (ND)					
VP.162 - Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration (ND)					
VP.163 - Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur (ND)					
VP.164 - Evaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur (ND)					
VP.165 - Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage (ND)					

2020

2021

2022

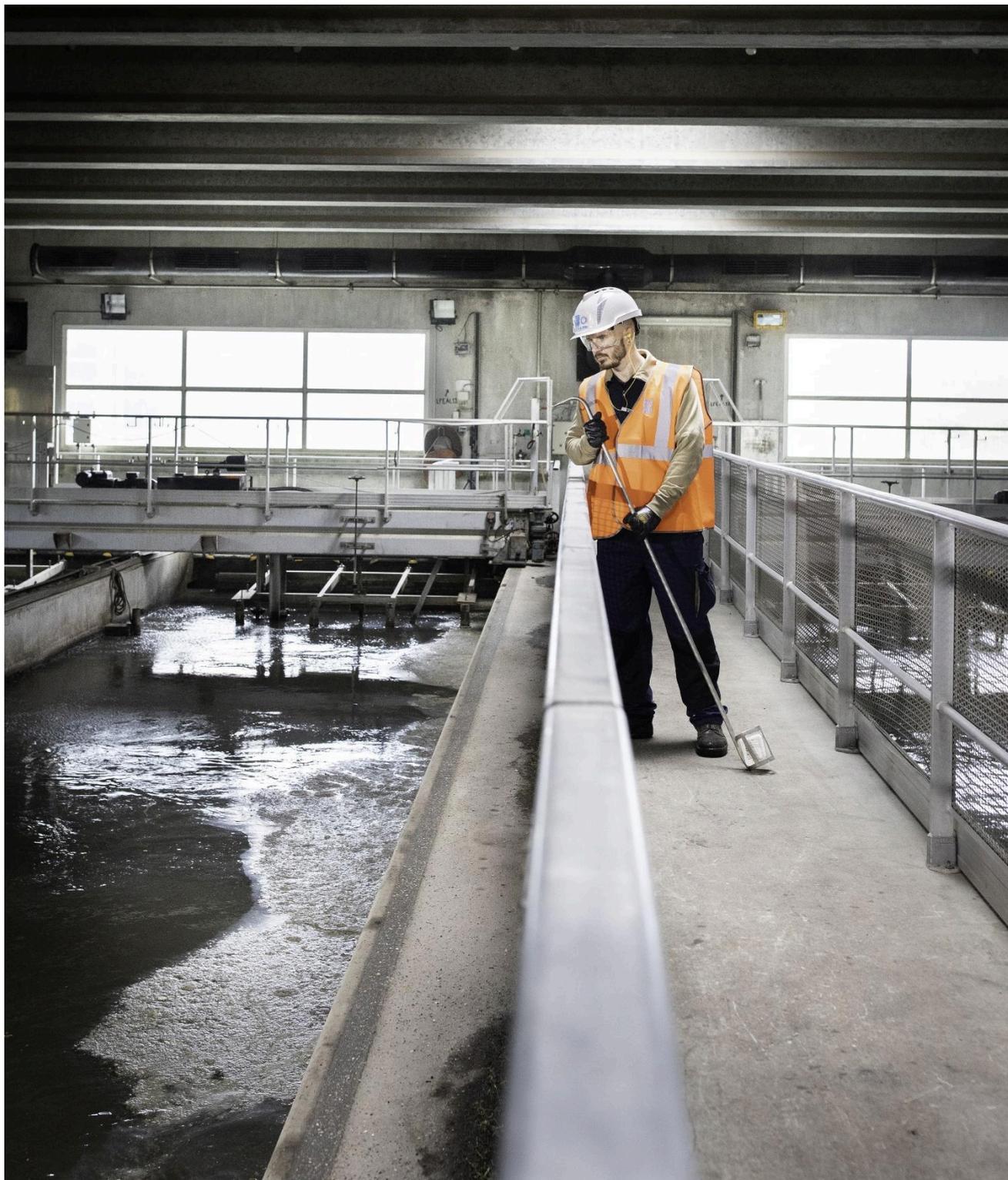
2023

2024

Boues					
VP.208 - Tonnage total des boues évacuées (t)				278,6	309,2
VP.209 - Tonnage total des boues admises par une filière conforme (t)				278,6	309,2
Epuration					
VP.176 - Charge entrante en DBO5 (kg/j)				1 483	1 246
VP.210 - Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes (u)				63	63
VP.211 - Nombre de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire (u)				63	63
Abonnés					
VP.056 - Nombre d'abonnés (u)				2 393	5 489
VP.152 - Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité					
Gestion Financière					
VP.119 - Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (€)					
VP.068 - Volume facturé (m³)				196 394	1 217 530
VP.182 - Encours total de la dette	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
VP.183 - Epargne brute annuelle	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)
VP.185 - Chiffre d'affaire TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N (€)				1 058 590	3 140 391
VP.268 - Montant des impayés au 31/12/N des factures émises au titre de l'année N-1 (€)				54 438	75 319
DC.195 - Montant financier des travaux engagés (€)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)

(*) Données collectivités

2. L'ESSENTIEL DE VOTRE SERVICE



2.1. FAITS MARQUANTS DU CONTRAT EN 2024

Système de collecte d'Abbecourt :

Curage de 1632 ml de réseau d'eaux usées sur le système d'assainissement d'Abbecourt.
Inspection télévisée de 72 ml de réseau d'eaux usées sur le système d'assainissement.

☒ 09/2024 : Une campagne de dératisation a été réalisée sur la commune.

<u>CONTROLES DE CONFORMITE</u>	
Type de contrôle	Quantité
AC - Contrôles par quartiers	0
AC - Déclaration d'achèvement de travaux	3
AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	10

Système de traitement d'Abbecourt :

Conformité :

Toutes les analyses d'autosurveillance ont bien été effectuées.
Le rejet de la station d'épuration est conforme aux normes de rejet pour l'exercice 2024.

Taux de charge 2024 de la station :

☒ Charge hydraulique : 47 %
☒ Charge organique : 18 %

Principales évolutions 2023/2024 de la station d'épuration :

☒ Volume : +18 %
☒ Charge de pollution (DBO5) : -71 %
☒ Production de boues : +109 %

☒ 01/10/2024 :

Mise en place d'un canal venturi pour mise en conformité du système de mesure du point A2 (déversoir en tête de station).



Système de collecte de Boran-sur-Oise :

Curage de 460 ml de réseau d'eaux usées sur le système d'assainissement de Boran-sur-Oise.
 Inspection télévisée de 47 ml de réseau d'eaux usées sur le système d'assainissement.

☐ **09/2024** : Une campagne de dératisation a été réalisée sur la commune.

<u>CONTROLES DE CONFORMITE</u>	
Type de contrôle	Quantité
AC - Contrôles par quartiers	1
AC - Déclaration d'achèvement de travaux	1
AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	23

☐ **Résidence du moulin** : Nous sommes intervenus pour un dégorgement et suite à cela nous avons réalisé une ITV.



Système de traitement de Boran-sur-Oise :

Conformité :

Toutes les analyses d'autosurveillance ont bien été effectuées.
Le rejet de la station d'épuration est conforme aux normes de rejet pour l'exercice 2024.

Taux de charge 2024 de la station :

☒ Charge hydraulique	: 56 %
☒ Charge organique	: 23 %

Principales évolutions 2023/2024 de la station d'épuration :

☒ Volume	: +45 %
☒ Charge de pollution (DBO5)	: +0.2 %
☒ Production de boues	: +188 %

☒ 02/09/2024 :

Mise en conformité de la station d'épuration de Boran via mise en place d'un pluviomètre automatique par les équipes VEOLIA pour le compte de la Communauté de Communes THELLOISE.



☒ 11/12/2024 :

Mise en conformité de la station d'épuration de Boran via mise en place d'un débitmètre électromagnétique sur la conduite d'extraction des boues par les équipes VEOLIA pour le compte de la Communauté de Communes THELLOISE.



Système de collecte de Chambly :

Curage de 3612 ml de réseau d'eaux usées sur le système d'assainissement de Chambly.
Inspection télévisée de 282 ml de réseau d'eaux usées sur le système d'assainissement.

☒ 09/2024 : Une campagne de dératisation a été réalisée sur la commune.

<u>CONTROLES DE CONFORMITE</u>	
Type de contrôle	Quantité
AC - Contrôles par quartiers	10
AC - Déclaration d'achèvement de travaux	5
AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	133

☒ 28/02/2024 : Le poste de relevage DIP D105 Esches c'est retrouvé sous l'eau.

☒ 28/11/2024 : Le clapet anti retour se trouvant sur le domaine public rue des Martyrs a été renouvelé.

Avant :



Après :



<u>RENOUVELLEMENT DES TAMPONS</u>			
Communes	Date	Adresse	Quantité
CHAMBLY	03/06/2024	Rue Anatole France	1



POINTS NOIRS			
Communes	Date	Adresse	
CHAMBLY	2024	Avenue des martyrs	ECP + Blocage hydraulique avec l'interco
CHAMBLY	2024		Réseau le long de l'esches

Système de collecte de Hermes :

- Curage de 608 ml de réseau d'eaux usées sur la commune de Noailles.
- Curage de 831 ml de réseau d'eaux usées sur la commune de Berthecourt.
- Curage de 415 ml de réseau d'eaux usées sur la commune de Ponchon.
- Curage de 470 ml de réseau d'eaux usées sur la commune de Villers-Saint-Sépulcre.

- Inspection télévisée de 175 ml de réseau d'eaux usées de la commune de Berthecourt.
- Inspection télévisée de 354 ml de réseau d'eaux usées de la commune de Sainte Geneviève.

- ☐ **09/2024** : Une campagne de dératisation a été réalisée sur les communes de Berthecourt, Mortefontaine, Noailles, Novillers les Cailloux et Sainte Geneviève.

CONTROLES DE CONFORMITE		
Communes	Type de contrôle	Quantité
BERTHECOURT	AC - Contrôles par quartiers	3
BERTHECOURT	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	0
BERTHECOURT	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	25
MORTEFONTAINE-EN-THELLE	AC - Contrôles par quartiers	0
MORTEFONTAINE-EN-THELLE	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	4
MORTEFONTAINE-EN-THELLE	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	15
NOAILLES	AC - Contrôles par quartiers	1
NOAILLES	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	0
NOAILLES	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	31

NOVILLERS LES CAILLOUX	AC - Contrôles par quartiers	2
NOVILLERS LES CAILLOUX	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	6
NOVILLERS LES CAILLOUX	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	3
SAINTE-GENEVIEVE	AC - Contrôles par quartiers	3
SAINTE-GENEVIEVE	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	17
SAINTE-GENEVIEVE	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	61
VILLERS-SAINT-SEPULCRE	AC - Contrôles par quartiers	1
VILLERS-SAINT-SEPULCRE	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	0
VILLERS-SAINT-SEPULCRE	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	11

RENOUVELLEMENT DES TAMPONS			
Communes	Date	Adresse	Quantité
NOAILLES	10/03/2024	Rue de Calais	1
NOAILLES	06/05/2024	Rue Herpin	4
NOAILLES	06/05/2024	Rue du Moulin	1
BERTHECOURT	27/03/2024	RD125	4
HERMES	15/10/2024	Chemin de Friancourt	1
SAINTE-GENEVIEVE	05/04/2024	Rue la boissière	1
SAINTE-GENEVIEVE	28/08/2024	Rue de noailles	1
SAINTE-GENEVIEVE	28/08/2024	Rue de l'avenir	1

POINTS NOIRS			
Communes	Date	Adresse	
NOAILLES	2024	Rue Arnaud Bisson	A cette adresse, un nœud hydraulique est présent, ce qui provoque des montées en charge du réseau d'assainissement.

☐ **09/01/2024 :**

Poste de relevage Sainte Geneviève Route de Mortefontaine : Constat fuite sur lyre de refoulement de la P2.P2 mise à l'arrêt et hydraulique isolé. Réparation chaudronnerie effectuée le 18/01/2024



📅 **13/02/2024 :**
Poste de relevage Sainte Geneviève: Réparation de la lyre de refoulement (même casse que celle observée le 06/10/2022).

📅 **21/02/2024 :**
Poste de relevage Sainte Geneviève route de Mortefontaine : Mise en place de 4 ventouses sur la canalisation de refoulement.



📅 **20/06/2024 :**
Berthecourt : Observation de deux câbles basse tension dans le collecteur d'eau usées ainsi que dans le branchement du n°73 rue de Beauvais à Berthecourt. Ce constat a été fait suite à un terrassement que nous avons réalisé du fait d'un affaissement constaté en surface de voirie. Nous avons sollicité ENEDIS afin qu'ils interviennent pour reprendre ce désordre.





Système de traitement de Hermes :

Conformité :

Toutes les analyses d'autosurveillance ont bien été effectuées.
Le rejet de la station d'épuration est conforme aux normes de rejet pour l'exercice 2024.

Taux de charge 2024 de la station :

- ☐ Charge hydraulique : 58 %
- ☐ Charge organique : 84 %

Principales évolutions 2023/2024 de la station d'épuration :

- ☐ Volume : +9 %
- ☐ Charge de pollution (DBO5) : -15%
- ☐ Production de boues : +3 %

Système de collecte de Hondainville :

Curage de 495 ml de réseau d'eaux usées sur la commune de Thury-sous-Clermont.

- ☐ **09/2024** : Une campagne de dératisation a été réalisée sur les communes d'Hondainville et Thury-sous-Clermont.

CONTROLES DE CONFORMITE		
Communes	Type de contrôle	Quantité
HONDAINVILLE	AC - Contrôles par quartiers	0
HONDAINVILLE	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	0
HONDAINVILLE	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	7
THURY-SOUS-CLERMONT	AC - Contrôles par quartiers	0
THURY-SOUS-CLERMONT	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	0
THURY-SOUS-CLERMONT	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	4

Système de traitement de Hondainville :

Conformité :

Toutes les analyses d'autosurveillance ont bien été effectuées.

Le rejet de la station d'épuration est conforme aux normes de rejet pour l'exercice 2024.

Taux de charge 2024 de la station :

☒ Charge hydraulique	:	63 %
☒ Charge organique	:	41 %

Principales évolutions 2023/2024 de la station d'épuration :

☒ Volume	:	+25 %
☒ Charge de pollution (DBO5)	:	-18 %
☒ Production de boues	:	-44 %

☒ 01/10/2024 :

Mise en place d'un canal venturi pour mise en conformité du système de mesure du point A5 (by-pass).



Système de collecte de Saint Sulpice :

Curage de 1167 ml de réseau d'eaux usées sur le système d'assainissement de Saint Sulpice.

☒ 09/2024 : Une campagne de dératisation a été réalisée sur la commune.

CONTROLES DE CONFORMITE		
Communes	Type de contrôle	Quantité
SAINT SULPICE	AC - Contrôles par quartiers	3
SAINT SULPICE	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	0
SAINT SULPICE	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	8

RENOUVELLEMENT DES TAMPONS			
Communes	Date	Adresse	Quantité
SAINT SULPICE	2024	Rue de Beauvais	1

Système de traitement de Saint Sulpice :

Conformité :

Toutes les analyses d'autosurveillance ont bien été effectuées.
Le rejet de la station d'épuration est conforme aux normes de rejet pour l'exercice 2024.

Taux de charge 2024 de la station :

- ☐ Charge hydraulique : 92 %
- ☐ Charge organique : 65 %

Principales évolutions 2023/2024 de la station d'épuration :

- ☐ Volume : +25 %
- ☐ Charge de pollution (DBO5) : 0 %
- ☐ Production de boues : +12 %

Système de collecte d'Ully-Saint-Georges :

Curage de 146 ml de réseau d'eaux usées sur la commune de Lachapelle-Saint-Pierre.
Curage de 650 ml de réseau d'eaux usées sur la commune d'Ully-Saint-Georges.

- ☐ **09/2024** : Une campagne de dératisation a été réalisée sur les communes d'Ully-Saint-Georges et de Lachapelle-Saint-Pierre.

CONTROLES DE CONFORMITE		
Communes	Type de contrôle	Quantité
LACHAPELLE-SAINT-PIERRE	AC - Contrôles par quartiers	0
LACHAPELLE-SAINT-PIERRE	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	0
LACHAPELLE-SAINT-PIERRE	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	9
ULLY-SAINT-GEORGES	AC - Contrôles par quartiers	0
ULLY-SAINT-GEORGES	AC - Déclaration d'achèvement de travaux	3
ULLY-SAINT-GEORGES	AC - Vente/Déclaration d'intention d'aliéner	22

RENOUVELLEMENT DES TAMPONS			
Communes	Date	Adresse	Quantité
ULLY SAINT GEORGES	16/04/2024	Rue de la Chapelle	1
ULLY SAINT GEORGES	03/06/2024	Rue de l'Eglise	1
ULLY SAINT GEORGES	09/2024	Hameau de Cavillon	10
ULLY SAINT GEORGES	09/2024	Rue des Coutelet	1

19/03/2024 :

Lachapelle-Saint-Pierre : Réparation d'une casse (provoquée par un tir de concessionnaire électrique) sur la conduite de refoulement du PR Richemont au niveau du n°380 rue de Richemont.



Système de traitement d'Ullly-Saint-Georges :

Conformité :

Toutes les analyses d'autosurveillance ont bien été effectuées.

Le rejet de la station d'épuration est conforme aux normes de rejet pour l'exercice 2024.

Taux de charge 2024 de la station :

☒	Charge hydraulique	:	47 %
☒	Charge organique	:	37 %

Principales évolutions 2023/2024 de la station d'épuration :

☒	Volume	:	+4 %
☒	Charge de pollution (DBO5)	:	-12 %
☒	Production de boues	:	+21 %

2.2. ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES DE 2024 ET À VENIR

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2024 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'assainissement. Vos interlocuteurs se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

LA RÉFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, ...).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obère toute possibilité de modulation de cette redevance.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par six arrêtés, à savoir :

- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024), modifié par l'arrêté du 20 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024), relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- L'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 (JO du 20 juillet 2024), lui-même complété par l'arrêté du 24 décembre 2024 (JO du 1er janvier 2025), relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 (JO du 16 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, qui porte spécifiquement que les rejets des activités industrielles ;
- L'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).
- L'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024) est venu modifier et mettre à jour l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement pour le rendre compatible avec le nouveau cadre réglementaire encadrant désormais les redevances.
- Une instruction dédiée aux préfets, en date du 4 décembre 2024, est venue préciser les points essentiels de cette réforme des redevances sur lesquels les services de l'Etat et des collectivités locales se devaient de se mobiliser.

A noter que le décret 2025-66 du 24 janvier 2025 (JO du 25 janvier 2025) a modifié certaines dispositions du précédent décret 2024-787 du 9 juillet 2024, a corrigé certaines erreurs rédactionnelles et en a précisé d'autres comme **le remplacement de la notion de « charge brute de pollution organique » par la « capacité nominale de traitement » pour les stations d'épuration.**

Enfin, cette réforme structurante des redevances s'accompagne d'une refonte des indicateurs de performance du Système d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA) qui était supposée aboutir durant l'année 2024.

LE REPÉRAGE DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1er juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

L'arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

Ce texte parachève le corpus réglementaire lié au risque amiante également actualisé par différentes publications et recommandations.

Nous attirons notamment votre attention sur une publication en 2024 par l'INRS de mesures de l'empoussièremement en amiante généré par la technique d'hydrocurage. Il s'en est suivi de nouvelles préconisations de prévention qui impacteront les services d'assainissement.

PRÉVENTION DES ENDOMMAGEMENTS DE RÉSEAUX

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1er janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre 2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Les mesures à venir :

- En 2026 : Cartographie en classe A pour les réseaux sensibles : sont concernés tous les ouvrages souterrains sensibles pour la sécurité implantés sur l'ensemble du territoire ainsi qu'aux ouvrages souterrains non-sensibles implantés dans des unités urbaines au sens de l'INSEE.
- En 2032 : Classe A pour la totalité des plans : sont concernés tous les ouvrages souterrains implantés sur l'ensemble du territoire.

RÉSILIENCE DES SERVICES ET CYBERSÉCURITÉ

Un projet de loi a débuté son parcours législatif au parlement à l'automne 2024. Ce projet inclut la transposition de deux directives européennes, à savoir, la directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques et la directive 2022/2555 du 14 décembre 2022 (dite NIS2 pour Network and Information Security). Ces deux directives modifient le champ des secteurs d'activité ou la taille des sites considérés comme entités critiques ou essentielles en y incluant notamment les services d'eau et d'assainissement.

Enfin, un rapport de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), publié fin novembre 2024, a pointé les risques particuliers qui pèsent sur les acteurs de l'eau et de l'assainissement en France, en recensant au moins 31 "compromissions" dans ce secteur depuis 2021.

Cette loi en cours d'adoption est donc susceptible d'impacts significatifs (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

RÉVISION DE LA DIRECTIVE EAUX RÉSIDUAIRES URBAINES : DE NOUVEAUX DÉFIS À RELEVER ?

La révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 EH, avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, pour les stations de plus de 150 000 EH et de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;
- un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH ;

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES : DES POSSIBILITÉS D'USAGES ÉLARGIES AU BÉNÉFICE DE LA SOBRIÉTÉ HYDRIQUE !

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

Cet objectif a été rappelé dans l'instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau. En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- **Le décret 2024-33 du 24 janvier 2024 (JO du 25 janvier 2024) puis le décret 2024 - 769 du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire.** Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- **Le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024 (JO du 13 juillet 2024) encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques.** Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.
- D'autres textes mis en consultation en 2024 sont toujours attendus pour publication dont l'arrêté visant à encadrer la réutilisation des eaux usées traitées pour des usages urbains (nettoyage de rues, hydrocurage, ...).

Enfin, sur le plan européen, le règlement délégué du 11 mars 2024 (JOUE du 20 juin 2024) complète le règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil. Il apporte des spécifications techniques pour la gestion des risques liés à l'irrigation des cultures.

PLAN GOUVERNEMENTAL PFAS

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') a jalonné l'actualité 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique.

En avril 2024, le gouvernement a publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues. A l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023), le plan est susceptible de se traduire dans un avenir proche par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des effluents et boues issus des stations d'épuration urbaines, dans la continuité des démarches déjà effectives de Recherche/Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE).

2.3. INCONTOURNABLES POUR 2025

2.3.1. PROPOSITIONS ET AMÉLIORATIONS ATTENDUES

Système de Traitement d'Abbecourt :

- Mise en place de préleveurs fixes en entrée et en sortie de station d'épuration afin de mieux suivre la qualité du rejet de l'installation.

Système de collecte de Chambly :

- Mise en accessibilité du réseau d'eaux usées longeant l'Esches en amont du poste de relevage "PR François Truffaut", Un dévoiement du réseau est en cours de réflexion au niveau de la Communauté de Communes Thelloise afin de permettre un accès en toutes circonstances.

Système de traitement de Chambly :

- Fiabilisation du fonctionnement de la micro-station de l'air d'accueil des gens du voyage (mise en place d'un dégrilleur automatique et mise en place d'un système de télésurveillance).

Système de Traitement d'Hondainville :

- Mise en place d'un pluviomètre automatique dans la station d'épuration afin de satisfaire aux exigences réglementaires du 21 Juillet 2015.

Système de Traitement de Saint Sulpice :

- Mise en place d'un traitement physico-chimique du phosphore afin de garantir un respect de la norme de rejet sur le paramètre phosphore (rendement d'élimination de 40%). La communauté de communes Thelloise a pour cela lancé un marché de travaux qui débutera en 2025.

Système de Traitement d'Ully-Saint-Georges :

- Mise en place d'un pluviomètre automatique dans la station d'épuration afin de satisfaire aux exigences réglementaires du 21 Juillet 2015.
- Changement du canal de rejet de la station d'épuration afin de satisfaire aux exigences réglementaires (actuel canal Venturi surdimensionné).

2.3.2. FOCUS SUR LA SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE

La sécurité de nos personnels, des riverains et d'éventuels visiteurs des installations est une absolue nécessité pour votre service d'eau. Le groupe Veolia dispose d'une culture Sécurité forte, animée et organisée autour de Standards Sécurité, qui nous permettent de hiérarchiser les axes de travail.



Notre politique de prévention nous amène donc à régulièrement réévaluer le niveau de sécurité des installations que vous nous avez confiées, vérifier leur adéquation à la réglementation, et prendre en compte les retours d'expérience que nous avons sur d'autres installations. Cette politique permet de répondre à toute intervention possible de l'Inspection du Travail qui mettrait en évidence le caractère accidentogène de vos installations, et en chercherait alors la responsabilité.

La sécurisation des installations signalées non conformes suite à des audits, contrôles réglementaires ou par nos équipes d'interventions ou managers peut nécessiter des remises à niveau qui relèvent de votre responsabilité de Maître d'Ouvrage.

Nous vous avons transmis / nous vous transmettrons les études et devis correspondants aux travaux à réaliser destinés à réduire les risques au sein de ces installations, et nous nous rapprocherons de vous pour la planification de ces travaux.

Par ailleurs, des évolutions réglementaires et études récentes précisent les exigences de sécurité concernant le repérage des matériaux avant travaux et font des recommandations concernant les interventions sur les matériaux contenant de l'amiante (enrobés, canalisations), avec un impact sur les coûts, notamment du curage et des réparations sur réseaux amiantés. Nous nous rapprocherons de vos services pour étudier comment prendre en compte ces impacts sur l'équilibre économique du contrat.

3. BILAN ET PERSPECTIVES DU SERVICE



Ce chapitre vous présente une synthèse du bilan de l'activité de l'année 2024 et des perspectives de votre contrat.

L'ensemble des données chiffrées et factuelles pour évaluer la qualité et la performance du service rendu sont disponibles en partie 5 – Données détaillées.

3.1. BILAN CONFORMITÉ ET PERFORMANCE DES INSTALLATIONS

Dans le contexte de la réforme des redevances des agences de l'eau, qui instaure une redevance pour performance des systèmes d'assainissement, la conformité et la performance de vos installations sont présentées selon les trois thèmes évalués pour déterminer le coefficient de modulation globale du système d'assainissement : l'autosurveillance, la conformité réglementaire, et l'efficacité du système.

Il s'agit là de vous apporter de la visibilité sur les indicateurs réglementaires susceptibles d'impacter la redevance. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que certains indicateurs nécessaires au calcul du coefficient de modulation sont estimés ou non disponibles. De la même manière, les seuils retenus sont susceptibles d'être modifiés. Il s'agit donc d'une estimation partielle que nous vous apportons.

Les critères de mesure de la performance par thème sont décrits ci-après.

Nous sommes à votre disposition pour étudier avec vos services les solutions d'amélioration de vos systèmes d'assainissement permettant de vous assurer le meilleur coefficient de modulation possible et de répondre à l'accroissement du niveau d'exigence qu'implique la réforme notamment sur l'autosurveillance.

AUTOSURVEILLANCE DU SYSTÈME

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance du système de collecte : conformité du manuel d'autosurveillance et proportion de données validées par l'Agence de l'Eau	Indicateur relatif à la présence d'équipements d'autosurveillance	Coefficient fixe
	Indicateur relatif à la réalisation des bilans d'autosurveillance et à la transmission des données d'autosurveillance	
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance de la station : conformité du manuel d'autosurveillance	Indicateur relatif à la transmission d'un rapport d'autosurveillance , selon prescriptions ministérielles	

CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)	
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance de la station validé par le Service de la Police des Eaux	

Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps sec validé par le Service de la Police des Eaux	Conformité globale du système d'assainissement validée par le Service de la Police des Eaux
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps de pluie : en fonction du niveau de validation, total ou partiel, par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la limitation des rejets par temps de pluie	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de conformité du système :

- [P203.3] - Conformité de la collecte des effluents
- [P204.3] - Conformité des équipements d'épuration
- [P254.3] - Conformité des performances des équipements d'épuration

EFFICACITÉ DU SYSTÈME

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur de rendement performant de la station portant sur DBO5, DCO et MES	Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Absence de pollution constatée par l'Office Français de la Biodiversité ou le Service de Police des Eaux
Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Indicateur relatif à la production / évacuation des boues en fonction du procédé de traitement	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de performance du système :

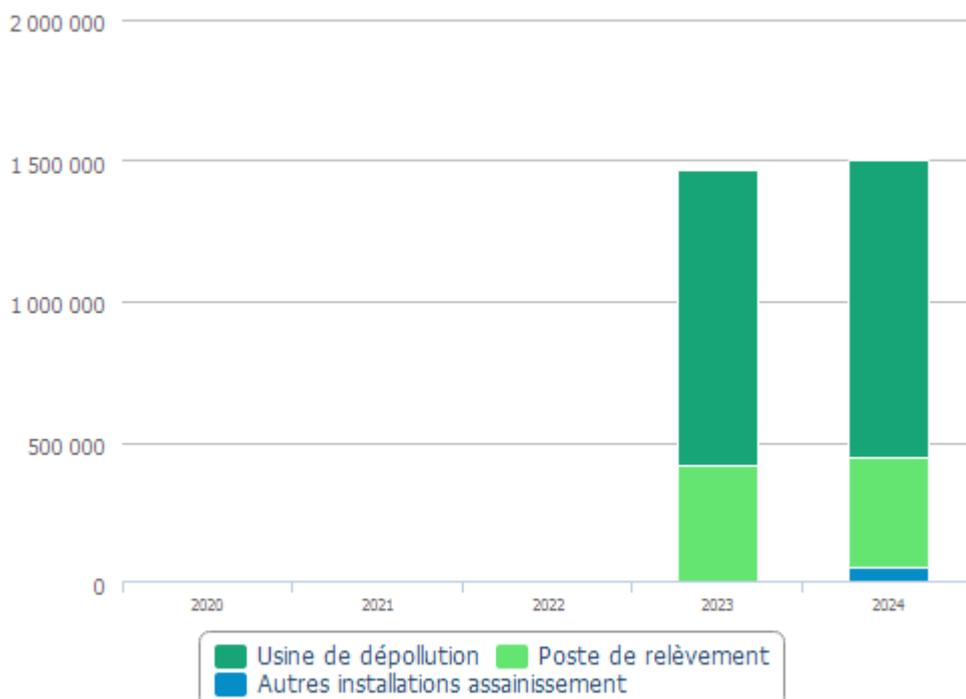
- [D203.0] - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration
- [P206.3] - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes
- Taux de rendement des stations
- Qualité de traitement des boues

3.2. BILAN ÉNERGIE

3.2.1. CONSOMMATION D'ÉNERGIE À L'ÉCHELLE DU SERVICE

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)				1 465 928	1 502 593	2,5%
Usine de dépollution				1 048 175	1 061 356	1,3%
Postes de relèvement et refoulement				417 753	391 836	-6,2%
Autres installations assainissement					49 401	
Energie consommée facturée (kWh)					1 428 116	
Usine de dépollution					1 019 612	
Postes de relèvement et refoulement					359 105	
Autres installations assainissement					49 399	

Energie relevée consommée (kWh)



3.2.2. SUJETS À ENGAGER PENDANT LE CONTRAT

RÉDUIRE SES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES

Veolia Eau France est certifiée ISO 50 001 pour son système de management de l'énergie.

Dans ce cadre, un plan d'actions national 2024-2027 fixe des objectifs de gains énergétiques en fonction de différents leviers actionnables.

Ainsi, après étude de chacun de ces leviers, des actions sont menées si elles s'avèrent utiles et favorables à l'environnement.

Cela peut notamment concerner les bassins biologiques avec le renouvellement des surpresseurs, le renouvellement des diffuseurs d'air ou la mise en œuvre de systèmes de régulation.

Des actions de renouvellement de pompes peuvent également être menées en s'assurant de leur dimensionnement correct et adapté aux besoins.

Des consignes de pilotage permettent de nous assurer de la maîtrise quotidienne des consommations énergétiques (taux de boues, etc.).

Au-delà des actions classiques d'optimisation énergétique, le marché de l'électricité est de plus en plus dynamique et volatile.

PRODUIRE DES ÉNERGIES LOCALES POUR MAÎTRISER SES COÛTS D'ÉNERGIE ET RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE

Production de biogaz à partir des boues

Un digesteur permet de réduire la quantité de boues produites pour limiter la quantité de déchets mais il permet également la production de biogaz.

Ce biogaz peut être utilisé sous différentes formes :

- en étant injecté sur le réseau GRDF (après un traitement) ;
- en étant converti en électricité via une cogénération. La chaleur issue de ce processus de transformation peut également être récupérée ;
- en étant brûlé dans une chaudière. La chaleur produite peut être utilisée pour maintenir la température dans le digesteur par exemple.

L'énergie solaire

La mise en place d'une centrale solaire, c'est une énergie :

- compétitive sans subvention partout en France ;
- locale, bas carbone et décentralisée ;
- qui réduit le risque d'exposition au marché de gros et rend le service plus résilient et indépendant des énergies fossiles,



C'est un projet concret et exemplaire qui s'inscrit dans les ambitions de transition énergétique portées dans le PCAET.

Une centrale solaire couplée à un fonctionnement sur les heures solaires (8h - 18h) permet de produire jusqu'à 25% de la consommation des sites. Veolia vous accompagne sur l'ensemble de cette chaîne de valeur.

3.3. GESTION DE VOTRE PATRIMOINE

3.3.1. BILAN

ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DU CONTRAT

3.3.2. SUJETS À ENGAGER PENDANT LE CONTRAT

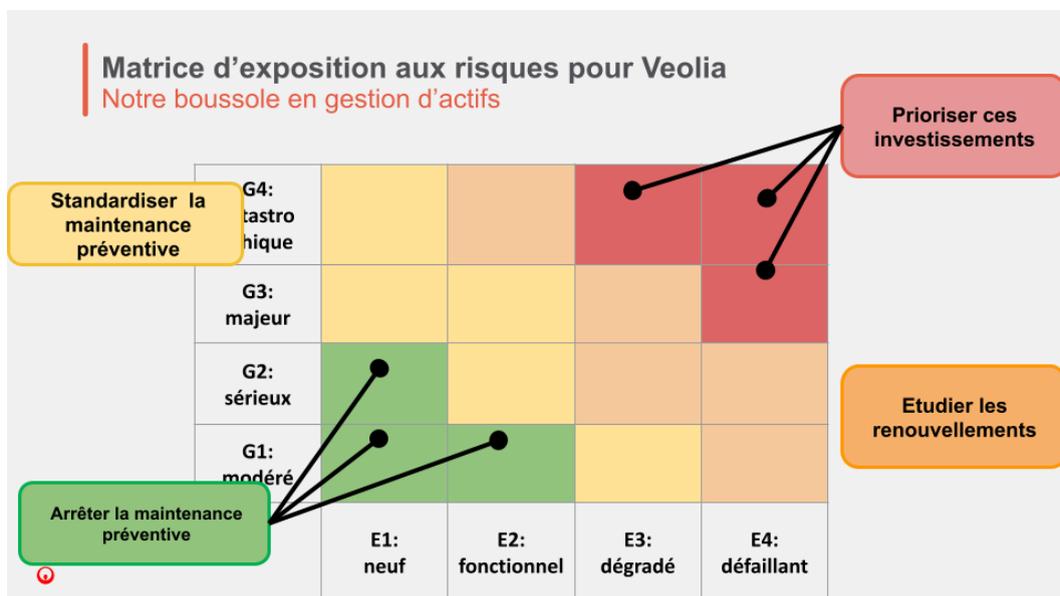
MÉTHODE D'ÉTABLISSEMENT DES PLANS DE RENOUELEMENT PAR ANALYSE CRITIQUE

L'évolution du contexte et des enjeux (contractuels, énergétiques, financiers, etc.) et un besoin partagé d'initier une démarche transparente et co-construite dans la gestion patrimoniale des installations d'assainissement que nous opérons nous incitent à élaborer ou à ajuster les plans de renouvellement sur la base d'éléments objectifs, documentés et partagés.

Ainsi, nous proposons de déployer des analyses de risques afin de disposer d'éléments objectifs d'arbitrage et d'évolutions des pratiques de maintenance et renouvellement.

Ces analyses de risques, menées avec les équipes opérationnelles, proposent d'estimer pour chaque équipement : l'impact d'une défaillance (gravité) et l'état (vétusté, performance, obsolescence).

Nous disposons alors d'une matrice d'exposition des risques (cf. schéma ci-après) pour votre contrat qui propose une stratégie de maintenance et de renouvellement selon 4 niveaux.



Les bénéfices pour votre collectivité :

- meilleure maîtrise des risques ;
- justification objective et transparente des choix de renouvellement ;
- maîtrise des dépenses de renouvellement ;

- partage et codécision dans les arbitrages de gestion patrimoniale.

RÉDUIRE LES DÉVERSEMENTS AU MILIEU NATUREL : LA GESTION DYNAMIQUE DES RÉSEAUX

Le développement urbain conjugué au dérèglement climatique nous appelle de nos jours à avoir une approche de plus en plus résiliente vis-à-vis de la protection de l'environnement, de la gestion du patrimoine et de la protection des personnes.

Pour les réseaux d'assainissement de type majoritairement unitaire, nous devons passer d'une gestion classique individualisée à une gestion tactique, dynamique, prédictive qui est un enjeu incontournable pour limiter les déversements en quantité et qualité dans le milieu naturel et traiter le maximum d'eaux usées dans nos usines d'épuration.

Veolia vous accompagne dans cet enjeu par son expérience acquise sur de nombreux contrats d'exploitation en France et à l'étranger.

Les bénéfices pour votre collectivité :

- optimisation des performances du réseau de collecte et de transport ;
- prévention des risques de déversements ;
- gestion des pics de charge hydraulique ;
- amélioration de la résilience ;
- surveillance en temps réel.

UN PATRIMOINE SOUS SURVEILLANCE

La formation et la présence d'H₂S dans les réseaux et ouvrages d'assainissement est un fléau aux multiples effets :

- dangers pour la santé humaine ;
- nuisances olfactives pour les riverains ;
- dégradation de la structure des ouvrages, des canalisations et des équipements ;
- dysfonctionnement sur l'usine d'épuration.

Ces phénomènes ne vont pas s'atténuer dans les prochaines années et augmenteront les nuisances en raison de plusieurs facteurs tels que la réduction des débits en période d'étiage, la réduction des rejets aux réseaux unitaires et l'augmentation des températures maximum liées au changement climatique.

Par notre expérience acquise sur de nombreux contrats d'exploitation en France comme à l'étranger ainsi que différents partenariats stratégiques, nous sommes en mesure de vous accompagner dans la maîtrise des nuisances olfactives et l'assurance de disposer d'un patrimoine optimal sous surveillance permanente.

Les bénéfices pour la collectivité :

- gestion patrimoniale optimisée ;
- maîtrise des nuisances olfactives.

ABANDON DES TECHNOLOGIES RTC, 2G ET 3G

Les installations de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations sur le fonctionnement des ouvrages et alerter en cas de dysfonctionnement. Ces données transitent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC ou des réseaux sans fil.

A la résiliation automatique des services RTC, 2G/3G les informations des ouvrages d'eau potable concernés par ces réseaux ne pourront plus parvenir aux délégataires et collectivités. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

L'abandon des technologies cuivre (RTC), 2G et 3G nécessite un remplacement par les équipes Veolia des équipements concernés afin de les basculer sur les nouveaux supports de communication (4G/5G).

A date, l'extinction des services 2G interviendra dès la fin 2025, tandis que la 3G prendra fin en 2028.

La fin des lignes RTC est programmée par zones géographiques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030.

Nous reviendrons vers vous rapidement pour vous présenter le plan d'actions de remplacement des équipements concernés ainsi que le devis associé.

3.4. A L'ÉCOUTE DES CONSOMMATEURS

3.4.1. L'ANCRAGE LOCAL DE NOS CENTRES DE RELATION CLIENT

L'engagement de Veolia en faveur d'un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s'appuyant sur la densité de son ancrage territorial, a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d'eau et d'assainissement à obtenir l'attestation "Relation Client 100% France".

Veolia dispose de **11 centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire** : Liévin, Vaulx en Velin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxéville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint Maurice.



3.4.2. VOLUMÉTRIE ET NATURE DES CONTACTS AVEC NOS ABONNÉS

CANAUX DE COMMUNICATION UTILISÉS PAR LES CONSOMMATEURS

Canal du contact	Nombre de demandes
Téléphone	
Internet	
Courrier	
Visite en Agence	

OBJET DES DEMANDES DES CONSOMMATEURS

Motif de la demande	Nombre de demandes traitées
Intervention	
Autres	

3.4.3. SATISFACTION DES CONSOMMATEURS

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations.

Le tableau ci-dessous présente les taux de satisfaction à l'échelle nationale.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Satisfaction globale				81	80	-1
La continuité de service				91	91	0
Le niveau de prix facturé				58	58	0
La qualité du service client offert aux abonnés				77	77	0
Le traitement des nouveaux abonnements				78	79	+1
L'information délivrée aux abonnés				73	74	+1

ENGAGEMENTS DE SERVICE

Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.

Ces engagements sont détaillés sur le site internet eau.veolia.fr.

3.5. RÉSILIENCE DU TERRITOIRE

3.5.1. SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE

EXERCICES DE CRISE RÉALISÉS

LA CYBERSÉCURITÉ DE VOS INSTALLATIONS

La cybersécurité est, depuis plusieurs années déjà, un enjeu pour les entreprises et organisations. En effet, la transformation numérique, la multiplication des objets connectés, et l'interconnexion des réseaux avec de nombreux partenaires augmentent l'exposition des systèmes aux risques cyber.

Par ailleurs, l'évolution réglementaire avec la transposition de la Directive Européenne NIS2 en droit français va renforcer les obligations de sécurisation sur les installations d'eau et d'assainissement.

Nous vous proposons d'abord de commencer votre sécurisation par un **premier diagnostic**, étape indispensable qui permettra d'établir une liste de projets à lancer, classés en plusieurs niveaux de priorité.

Ce diagnostic nous permet de vous présenter :

- une évaluation du niveau de maturité de cybersécurité de vos installations ;
- la définition du plan d'action de sécurisation spécifique à votre périmètre, afin de **garantir la continuité de service en cas d'attaque** ;
- et une évaluation des coûts nécessaires à la mise en place des actions de sécurisation et à la mise en conformité réglementaire.

3.5.2. ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'OUTIL RESILI'EAU, LA SCORE CARD RÉILIENCE DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT ET EAU POTABLE

Pour faire face aux changements climatiques, 2 volets indissociables se présentent :

- l'**atténuation** : énergies renouvelables, économie de réactifs, valorisation des déchets, boues, mobilité durable, etc ;
- l'**adaptation** : les services d'eaux vont devoir s'adapter à ce changement climatique à court et moyen terme.

Dans le cadre de l'adaptation, le Plan Eau du gouvernement a lancé 53 mesures.

L'outil Resili'Eau répond à la mesure 52 visant à mettre à disposition des collectivités territoriales un outil d'accompagnement à la prise de décision pour prendre la trajectoire d'adaptation des services d'eaux au

changement climatique. C'est un outil simple, pédagogique, facile de mise en œuvre qui a été co-construit par Cerema et Veolia.

Il permet une évaluation du niveau de résilience des services d'eau et d'assainissement et identifie les actions à consolider ou réorienter dans le cadre d'une trajectoire de progrès. L'outil permet de faire une analyse 360° des services, en tenant compte des projections climatiques et des projets de territoires, et il permet de définir des solutions d'adaptation des plus opérationnelles aux plus innovantes, organisationnelles ou techniques. L'utilisation de cet outil se fait en proche partenariat avec la collectivité.

L'outil est porté par Cerema et Veolia et est apprécié des Agences de l'Eau.

Les bénéfices pour votre collectivité :

- analyse de situation à date dans une vision 360° (ressources et milieux, systèmes, organisation, crises, stratégie) ;
- identification des actions sans regret à poursuivre et des vulnérabilités à réduire ;
- accompagnement au plan d'actions en fonction du niveau de résilience des services par thématique ;
- aide au confortement de la prise de décision ;
- valorisation des actions engagées auprès des agences de l'eau, des habitants, des services.

LA RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES (REUT)

La REUT BOX est une solution innovante de Veolia pour répondre au stress hydrique lié au dérèglement climatique.

La REUT BOX est composée d'une filtration sur média, d'une désinfection UV et d'une chloration avant stockage. La REUT BOX a un faible encombrement au sol sur site, proposée soit en skid pour intégration dans des locaux existants soit en container de 20 pieds.

C'est une solution intégralement automatisée avec un minimum d'exploitation, c'est une solution modulaire, standardisée et évolutive qui permet de s'adapter aux besoins des usages internes comme externes.

La REUT BOX permet de traiter les eaux usées en sortie de station d'épuration.

Elle élimine les matières en suspension ainsi que les virus et bactéries présents dans l'eau et produit une eau de qualité A française, uniquement installée sur des STEP au rejet conforme.



Depuis 2022, plusieurs dizaines de collectivités, petites ou grosses, ont engagé la mise en place de REUT BOX pour des usages variés comme :

- substitution de l'eau potable sur une station d'épuration urbaine pour ses usages internes ou pour l'hydrocurage des réseaux d'assainissement ;
- nettoyage de voiries ;
- arrosage de stades, hippodromes, espaces verts et golfs ;



- irrigation de cultures (vignes, oliviers, maraichages...);
- protection incendie, réserves en eau ;
- complément d'eau de chaudière, d'eau de process, d'eau de refroidissement pour les industriels implantés sur votre territoire.

La mise en place de ces dispositifs, désormais largement subventionnés par les agences de l'eau, passe par un processus d'autorisations administratives que le plan Eau du gouvernement tend à simplifier.

Des villes comme Narbonne, Bergerac, Antibes, Lens, Chaumont, Romilly sur Seine, Dinard, Bressuire ont déjà utilisé cette technologie.

ANTICIPER LES PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES IMPORTANTS

L'expertise d'exploitation des installations par Veolia, combinée aux années d'expériences de PREDICT dans l'anticipation et l'assistance au cours d'événements hydrométéorologiques permettent de s'organiser préventivement face à des phénomènes à risques pouvant être dommageables pour l'exploitation des infrastructures du territoire.

L'équipe d'experts PREDICT fournit des recommandations précises et adaptées aux besoins des exploitants Veolia pour l'activation des différents niveaux d'alerte avec des mesures de protection et de sauvegarde spécifiques, validés au préalable avec vos services.

Les bénéfices pour votre collectivité :

- assurer la sécurité des habitants et maintenir la continuité de la circulation routière ;
- garantir la sécurité des opérateurs Veolia en leur fournissant les informations nécessaires pour décider si une sortie d'astreinte est sécurisée ou non ;
- protéger votre patrimoine et les équipements essentiels qui servent à l'exploitation ;
- sécuriser les réseaux et les infrastructures vitales ;
- assurer la continuité du service par l'anticipation et l'organisation préventive ;
- assurer le retour progressif à la normale.

ADAPTER LES INFRASTRUCTURES AUX ALÉAS CLIMATIQUES

Déjà une réalité sur le territoire, le changement climatique va avoir dans la durée des répercussions profondes sur le service d'assainissement. Vagues de chaleur, sécheresses, tempêtes et fortes pluies vont en effet se succéder plus fréquemment et plus intensément qu'auparavant, avec des conséquences très concrètes :

- modification de la structure des sols, entraînant une dégradation des canalisations et des bâtis ;
- augmentation des quantités d'H₂S, entraînant des risques d'odeurs et de sécurité ;
- rupture de télécommunications ou d'alimentation électrique des installations ;
- augmentation des volumes d'eaux collectées, avec des risques de débordements et de non-conformités plus importants ;

- échauffement des équipements électriques et électromécaniques, pouvant entraîner des départs de feux ou des casses plus fréquentes ;
- restrictions d'usage de l'eau potable en raison de la raréfaction de la ressource en eau ;
- etc.

Il est donc nécessaire de **mettre à jour le schéma directeur du service** pour évaluer les actions à engager à court, moyen et long terme. Cette mise à jour viendra notamment répondre aux mesures 9 et 10 du Plan Eau du Gouvernement, relatives à la déclinaison au niveau de chaque territoire :

- d'un plan d'adaptation au changement climatique ;
- de scénarios prospectifs sur les prélèvements en lien avec les SAGE et PTGE.

Face aux aléas climatiques, de nombreuses solutions et petits travaux sont bénéfiques pour renforcer la résilience des infrastructures du service, installations comme réseaux :

- **protection des Automates Programmables Industriels et autres instruments électroniques sensibles** contre les fortes chaleurs, avec des solutions de monitoring et de rafraîchissement des locaux existants ;
- **protection des infrastructures implantées en lisière ou dans des forêts** à risque d'incendie avec la mise en place de réseaux d'humidification utilisant des eaux recyclées (REUT) ou création de réserves pour les pompiers ;
- **déploiement de solutions pour sécuriser l'approvisionnement en électricité** des installations les plus sensibles : solutions de sobriété énergétique (re-lamping par LED, pose de variateurs de vitesse CEE...), production autonome d'électricité (production solaire, groupes électrogènes...) ;
- **création d'îlots de fraîcheur et développement de ressources alternatives** à l'eau potable à partir de l'eau de REUT ou encore des eaux pluviales ;
- **protection des canalisations contre le retrait gonflement des argiles**, avec des solutions de monitoring et des renouvellements ciblés avec des matériaux adaptés ;
- **protection des installations contre les inondations**, via des solutions de protection physique du bâti, la mise en sécurité des équipements critiques, l'installation de capteurs de niveau d'eau en extérieur, etc. En particulier, une solution de sécurisation physique existe pour les bâtiments les plus sensibles : il s'agit d'une solution technique de protection du bâti, installée autour de l'infrastructure à protéger, qui agit comme une barrière de protection permanente. Son activation est automatique et passive (sans électricité). Ce dispositif préventif dispose d'un atout supplémentaire majeur : il est totalement invisible une fois installé. Innovant et efficace, ce dispositif anti-inondation est adaptable à tous types de constructions en zone à risques. Cette barrière isole de l'eau l'infrastructure pendant toute la durée du sinistre. Déclenché automatiquement lors d'une inondation, il peut aussi inclure un dispositif manuel d'activation en option. Performant en zone inondable, il s'adapte à différents types d'aléa d'inondation : le ruissellement pluvial urbain, les débordements de cours d'eau, les inondations et les submersions marines. C'est un système réutilisable de protection des inondations ;
- **tropicalisation des armoires électriques et des automates.**

RÉALIMENTATION DE NAPPES ET CRÉATION DE ZONES DE REJETS VÉGÉTALISÉES : DES SOLUTIONS ADAPTÉES À VOTRE TERRITOIRE

La réalimentation des nappes et la création d'une Zone de Rejet Végétalisée (ZRV) sont des pratiques qui visent, via des solutions fondées sur la nature, à minimiser voire compenser certains effets dus au dérèglement climatique en contribuant à la gestion des crues et au soutien à la biodiversité.

Ces pratiques sont également des atouts de dialogues et de liens avec les citoyens via une meilleure sensibilisation et acculturation aux solutions fondées sur la nature en conditions hydro-climatiques instables.

Les bénéfices pour votre Territoire :

- gestion des eaux pluviales ;
- amélioration de la résilience ;
- atout de dialogue et liens avec les citoyens.

NOS PROPOSITIONS POUR LA BIODIVERSITÉ

Face au déclin du vivant, qui est essentiel pour réguler le climat, garantir la santé et l'accès à des ressources de qualité, le service d'eau a un vrai rôle à jouer dans la préservation de la biodiversité du territoire.

En raison des importantes surfaces d'espaces verts incluses dans le périmètre du contrat, et dans un souci d'exemplarité du service public, Veolia vous propose d'engager des actions ciblées à l'efficacité éprouvée :

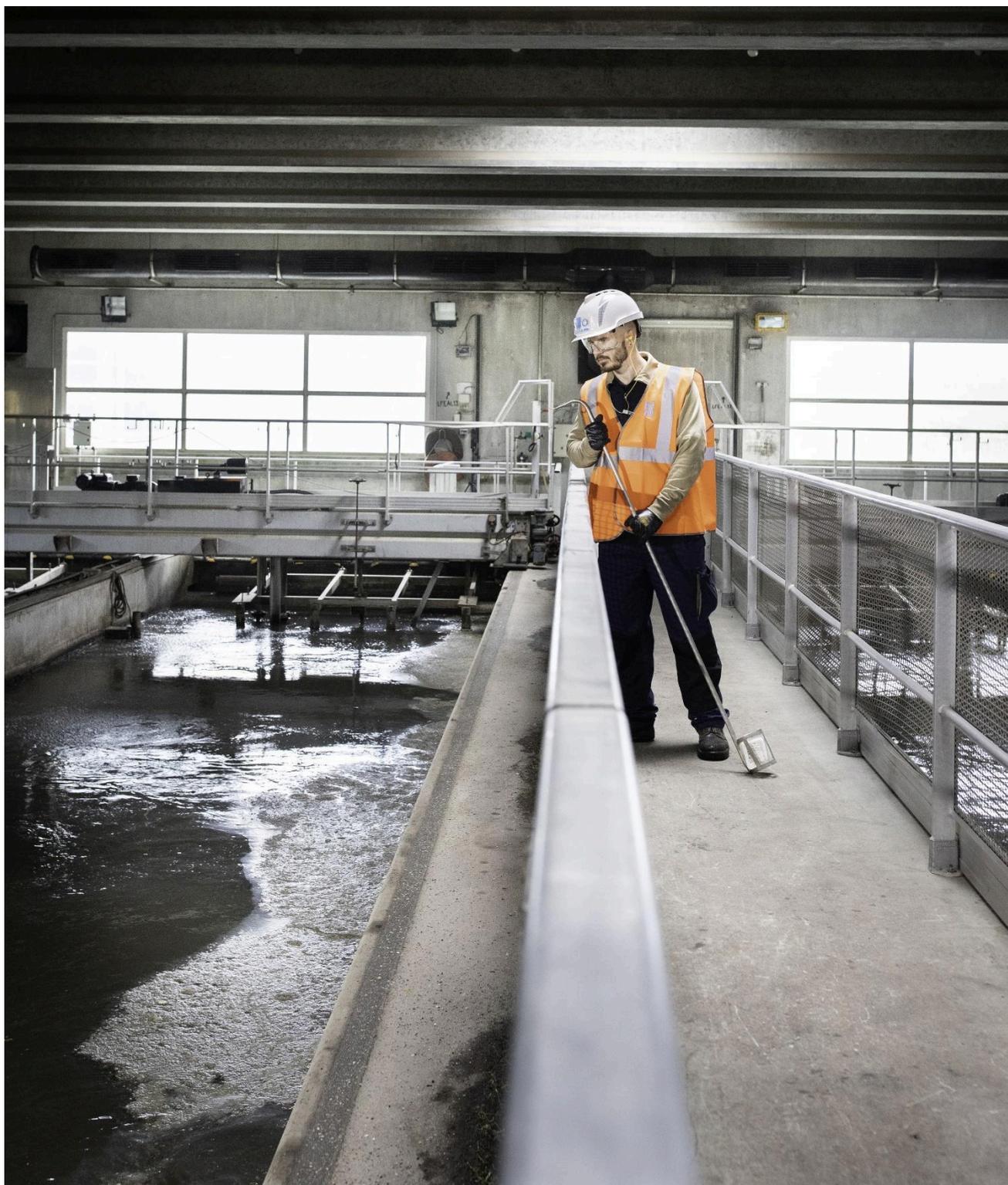
- **réalisation d'un Audit Biodiversité par un tiers expert** pour mieux connaître votre patrimoine naturel, le relier à la trame verte et bleue plus globale du territoire, et in fine cibler les actions à mener pour avoir un effet levier maximal sur la biodiversité et communiquer auprès de vos administrés ;
- **élaboration d'un plan de gestion différenciée des espaces verts**, qui garantit un entretien respectueux de la biodiversité, tout en tenant compte des différents usages des sites;
- **déploiement du suivi automatisé de la santé des écosystèmes des sites avec LEKO** : fruit d'une collaboration entre Veolia et le Muséum National d'Histoire Naturelle, LEKO est un service qui permet d'écouter la biodiversité autour d'un point donné pour en déduire l'état de santé des écosystèmes. Il s'appuie pour ce faire sur des groupes bio-indicateurs que sont les chauves-souris, les sauterelles et les oiseaux. Grâce à un capteur acoustique qui fonctionne en permanence, les données générées permettent de comparer, dans le temps ou l'espace, l'évolution des communautés de ces espèces bio-indicatrices, et ainsi :
 - d'évaluer les impacts d'aménagements programmés, de changements des modalités de gestion des espaces verts, de changement des systèmes d'éclairage... ;
 - de cataloguer une partie du patrimoine biodiversité, pour permettre notamment la prise en compte des espèces les plus menacées.

Un affichage web permet de suivre dans le temps de valoriser les résultats obtenus. Les données collectées sont versées à l'inventaire national du patrimoine naturel ;

- **mise en œuvre d'aménagements techniques légers pour la faune ou de projets de végétalisation**, sur la base des résultats de l'Audit biodiversité : nichoirs à oiseaux, gîtes à chauves-souris, chandelles à pollinisateurs, passages pour la petite faune, espaces de renaturation, plantation de haies... ;
- **prise en compte du risque de pollution lumineuse** générée par le service d'eau, grâce à une cartographie des éclairages extérieurs des sites permettant de cibler les sites et les actions les plus pertinents dans un double souci de préservation de la biodiversité et d'économies d'énergie



4. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



4.1. LE COMPTE ANNUEL DE RÉSULTAT DE L'EXPLOITATION DE LA DÉLÉGATION

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

4.1.1. LE CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et des charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2024
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: Q0011 - CC Thelloise DSP-Ass

Assainissement

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
PRODUITS	1 938 430	3 005 485	NS
Exploitation du service	707 924	1 281 236	
Collectivités et autres organismes publics	1 118 902	1 509 646	
Travaux attribués à titre exclusif	111 604	214 396	
Produits accessoires	0	207	
CHARGES	2 355 498	3 357 788	42,55 %
Personnel	292 629	471 758	
Energie électrique	128 589	304 496	
Produits de traitement	23 586	68 562	
Analyses	23 757	3 664	
Sous-traitance, matières et fournitures	449 758	567 198	
Impôts locaux et taxes	3 672	7 246	
Autres dépenses d'exploitation	106 931	159 424	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	8 482	15 034	
<i>engins et véhicules</i>	36 344	50 973	
<i>informatique</i>	28 987	50 190	
<i>assurances</i>	19 041	19 266	
<i>locaux</i>	24 765	38 334	
<i>autres</i>	- 10 688	- 14 374	
Redevances contractuelles	1 140	1 372	
Contribution des services centraux et recherche	45 940	78 005	
Collectivités et autres organismes publics	1 118 902	1 509 646	
Charges relatives aux renouvellements	160 391	164 689	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	160 391	164 689	
Charges relatives aux investissements	0	12 990	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	0	12 990	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	203	8 735	
RESULTAT AVANT IMPOT	- 417 068	- 352 304	15,53 %
RESULTAT	- 417 069	- 352 303	15,53 %

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

03/03/2025

4.1.2. L'ÉTAT DÉTAILLÉ DES PRODUITS

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :
Les données ci-dessous sont en Euros.

Etat détaillé des produits (1)
Année 2024

Collectivité: Q0011 - CC Thelloise DSP-Ass

Assainissement

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	707 924	1 281 236	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	591 997	1 283 954	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	115 927	- 2 718	
Exploitation du service	707 924	1 281 236	NS
Produits : part de la collectivité contractante	996 090	1 415 008	42,06 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	604 613	1 398 372	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	391 476	16 636	
Redevance Modernisation réseau	122 812	94 637	-22,94 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	68 520	98 692	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	54 292	- 4 054	
Collectivités et autres organismes publics	1 118 902	1 509 646	34,92 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	111 604	214 396	NS
Produits accessoires	0	207	NS

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

03/03/25

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être déterminée sur les différents contrats de la Société en

appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2024 pour le contrat ressort à 15 423 €

4.2. SITUATION DES BIENS

4.2.1. VARIATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

4.2.2. INVENTAIRE DES BIENS

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1^{er} février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

4.2.3. SITUATION DES BIENS

La situation des biens est consultable dans la partie 5 "Données détaillées - Inventaire des installations et réseaux".

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte, ...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

4.3. LES INVESTISSEMENTS ET LE RENOUVELLEMENT

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

4.3.1. PROGRAMME CONTRACTUEL D'INVESTISSEMENT

Installations électromécaniques	Montant en €
INVESTISSEMENTS	
INVEST 2024	
CLASSE A	130 003,05

4.3.2. PROGRAMME CONTRACTUEL DE RENOUVELLEMENT

4.3.3. LES AUTRES DÉPENSES DE RENOUVELLEMENT

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

DÉPENSES RELEVANT D'UNE GARANTIE POUR LA CONTINUITÉ DU SERVICE

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

DÉPENSES RELEVANT D'UN FONDS DE RENOUVELLEMENT

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

	2020	2021	2022	2023	2024
Solde à fin de l'exercice (€)				-29 707,60	-45 311,04
Dotations de l'exercice				160 391,00	163 937,50

Dépense de l'exercice				190 098,60	179 540,94
-----------------------	--	--	--	------------	------------

4.4. LES ENGAGEMENTS À INCIDENCE FINANCIÈRE

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

4.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

RÉGULARISATIONS DE TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.

Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

BIENS DE RETOUR

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

BIENS DE REPRISE

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

AUTRES BIENS OU PRESTATIONS

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

CONSOMMATIONS NON FACTURÉES ET RECOUVREMENT DES SOMMES DUES AU DÉLÉGATAIRE À LA FIN DU CONTRAT

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

4.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire ;
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES APPLICABLES AUX SALARIÉS DE VEOLIA

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

PROTECTION DES SALARIÉS ET DE L'EMPLOI EN FIN DE CONTRAT

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée,

l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier la masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

COMPTES ENTRE EMPLOYEURS SUCCESSIFS

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat ;
- concernant les salaires et notamment les salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs, ;
- concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail, etc.

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

4.5. ANNEXES FINANCIÈRES

LES MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DU CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2024 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise au sein de la Région Hauts de France de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 57 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux

successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire).

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée et comptabilisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés à la fin du mois de Novembre. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- 💧 les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- 💧 la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- 💧 les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- 💧 un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- 💧 les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- 💧 les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 2 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- 💧 d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- 💧 d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- 💧 d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- 💧 d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- 💧 pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- 💧 pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- 💧 pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- 💧 pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021, 3,90% pour l'année 2022, 5,35% pour l'année 2023 et 5,30% pour les investissements réalisés en 2024.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur

les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2024 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concerne les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par une société mutualisée (GIE ou autre) à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées d'abord au GIE national du niveau donné puis réparties par celui-ci via leurs contrats aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée de l'exercice des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la

valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2024 au titre de l'exercice 2023.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- 💧 inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- 💧 inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2024 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

Notes :

1. La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».
2. Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.
3. C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.
4. L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:

- *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1991, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1991.*

DÉTAIL DES BIENS RENOUVELÉS ET VALORISÉS DANS LE CADRE DU/DES COMPTE(S) DE RENOUVELLEMENT

AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la collectivité.

5. DONNÉES DÉTAILLÉES



5.1. COLLECTE

BILAN DES ARRÊTÉS D'AUTORISATION ET DE CONVENTIONS

CONFORMITÉ DES BRANCHEMENTS

Contrôle des branchements existants	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de contrôles effectués				2	20	900,0%
Nombre de non-conformités identifiées				2	4	100,0%
Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice				2	6	200,0%

Contrôle des branchements neufs	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de contrôles effectués				131	35	-73,3%
Nombre de non-conformités identifiées				25	2	-92,0%
Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice				25	27	8,0%

Contrôle des branchements lors de cessions d'immeubles	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de contrôles effectués				393	304	-22,6%
Nombre de non-conformités identifiées				236	178	-24,6%
Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice				236	414	75,4%

MAÎTRISE DES DÉVERSEMENTS VERS LE MILIEU NATUREL

Nombre de points de rejet	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'usines de dépollution					8
Nombre de déversoirs d'orage					5
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement					18

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Éléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		

Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	
Total Partie A	100	0
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	
Total:	120	

CONFORMITÉ DE LA COLLECTE

Hauteur de pluie totale (mm)	2024
PR_STE GENEVIEVE - ROUTE DE MORTEFONTAINE	681
Moyenne	681

Point de déversement	2024
PR_STE GENEVIEVE - ROUTE DE MORTEFONTAINE	24
Total	24

Point de déversement

Le contrat ne possède pas de point de déversement ou pluviomètre.

5.2. TRAITEMENT

CONFORMITÉ GLOBALE

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	100,00
Station d'Épuration d'Abbecourt	100,00
Station d'Épuration de Boran	100,00
Station d'Épuration de Hermes	100,00
Station d'Épuration de Hondainville	100,00
Station d'Épuration de Saint Sulpice	100,00
Station d'Épuration d'Ully Saint Georges	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2020	2021	2022	2023	2024
Performance globale du service (%)				100	100
Station d'Épuration de Boran					100
Station d'Épuration de Hermes					100
Station d'Épuration de Hondainville					100
Station d'Épuration d'Ully Saint Georges				100	100

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)				100	100
Station d'Épuration d'Abbecourt				100	100
Station d'Épuration de Boran				100	100
Station d'Épuration de Hermes				100	100
Station d'Épuration de Hondainville				100	100
Station d'Épuration de Saint Sulpice				100	100
Station d'Épuration d'Ully Saint Georges				100	100

5.3. BILAN D'EXPLOITATION ET DE CONFORMITÉ

BILAN D'EXPLOITATION ET DE CONFORMITÉ PAR STATION

Station d'Epuration d'Abbecourt

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

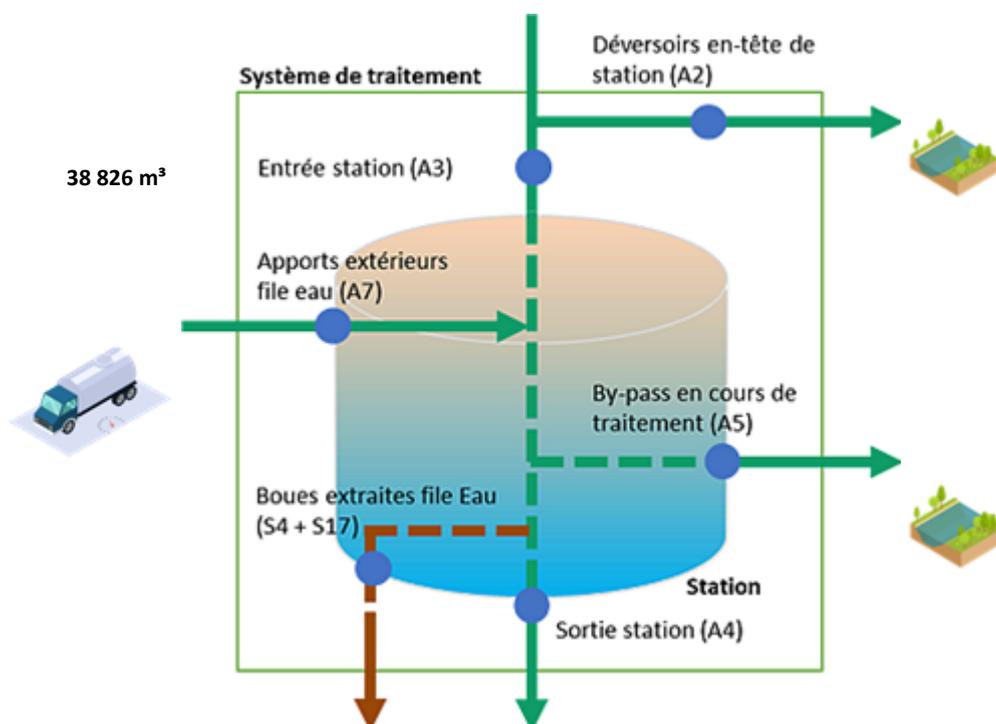
	2024
Débit de référence (m3/j)	225
Capacité nominale (kg/j)	90

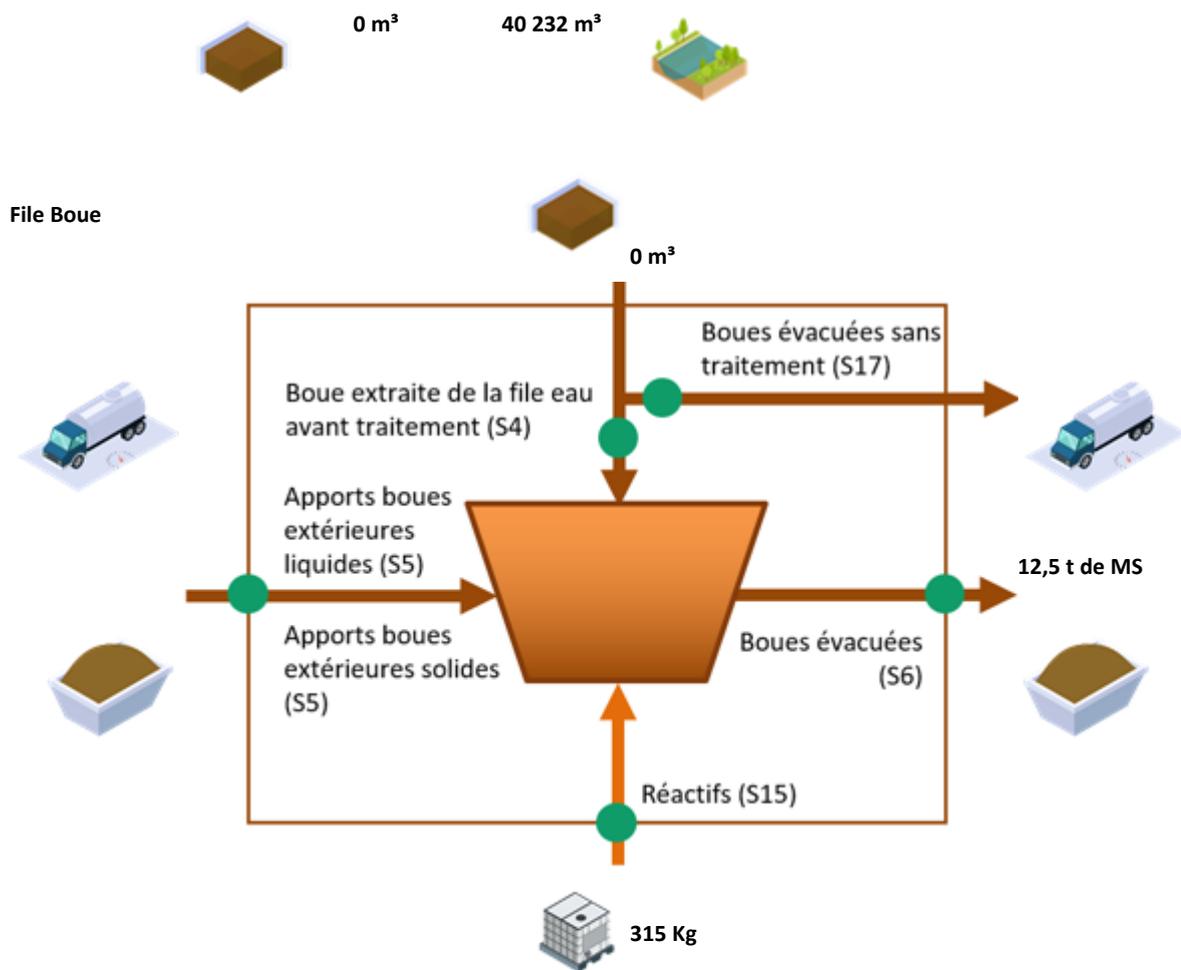
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	80,00	17,00	30,00	9,00	20,00	5,00	2,00
Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	160,00	34,00	75,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	70,00	80,00	90,00	60,00			

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau





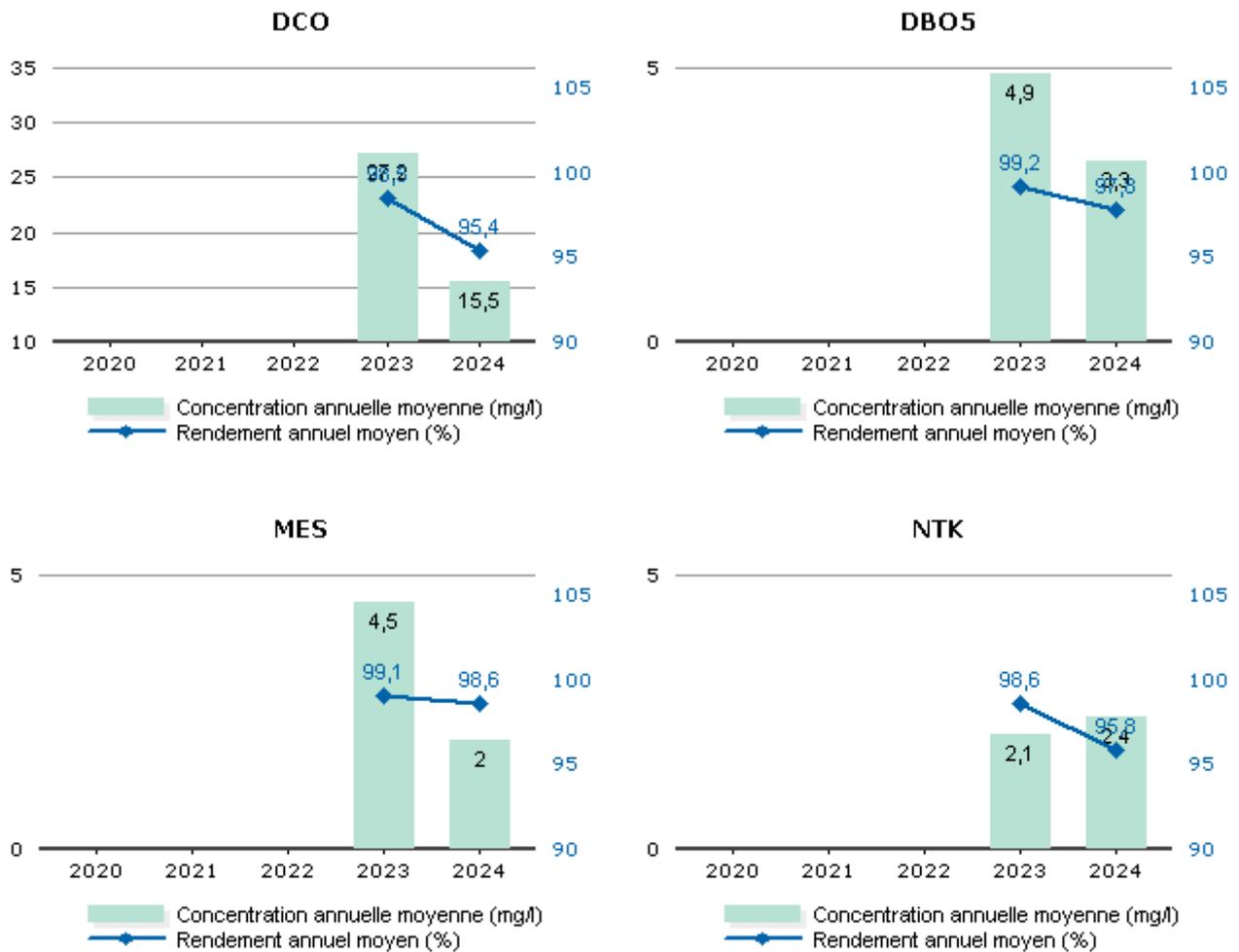
Fréquences d'analyses

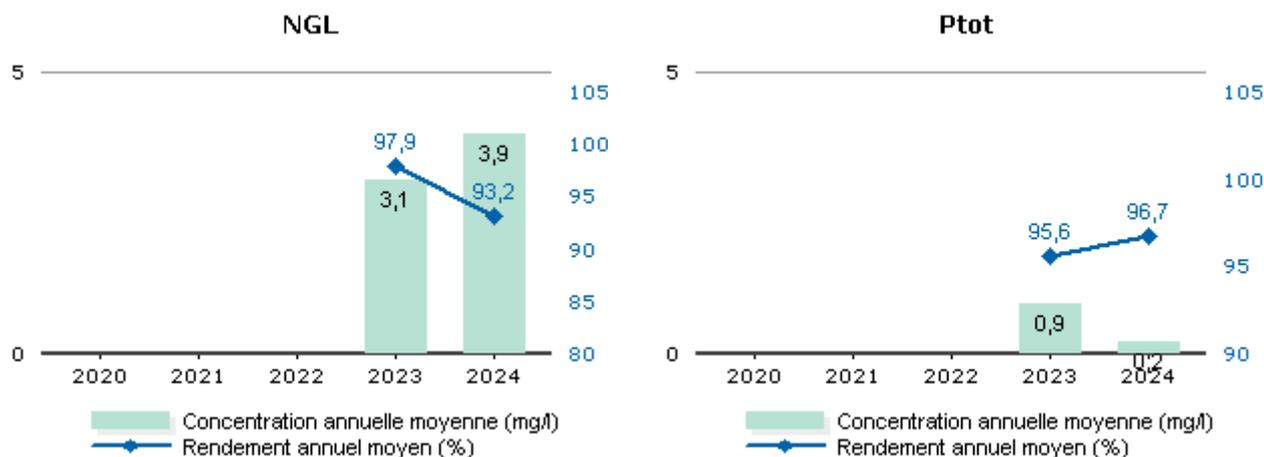
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	2
DBO5	2
MES	2
NTK	2
NGL	2
Ptot	2

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral				100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)				6,0	12,5

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)				100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	64,1	19,50	12,5	100,00
Total	64,1	19,50	12,5	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus				2,3	2,0
Total (t)				2,3	2,0
Centre de stockage de déchets (t) Sables					2,5
Total (t)					2,5
Centre de stockage de déchets (m ³) Graisses					15,0
Total (m³)					15,0

Station d'Épuration de Boran

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

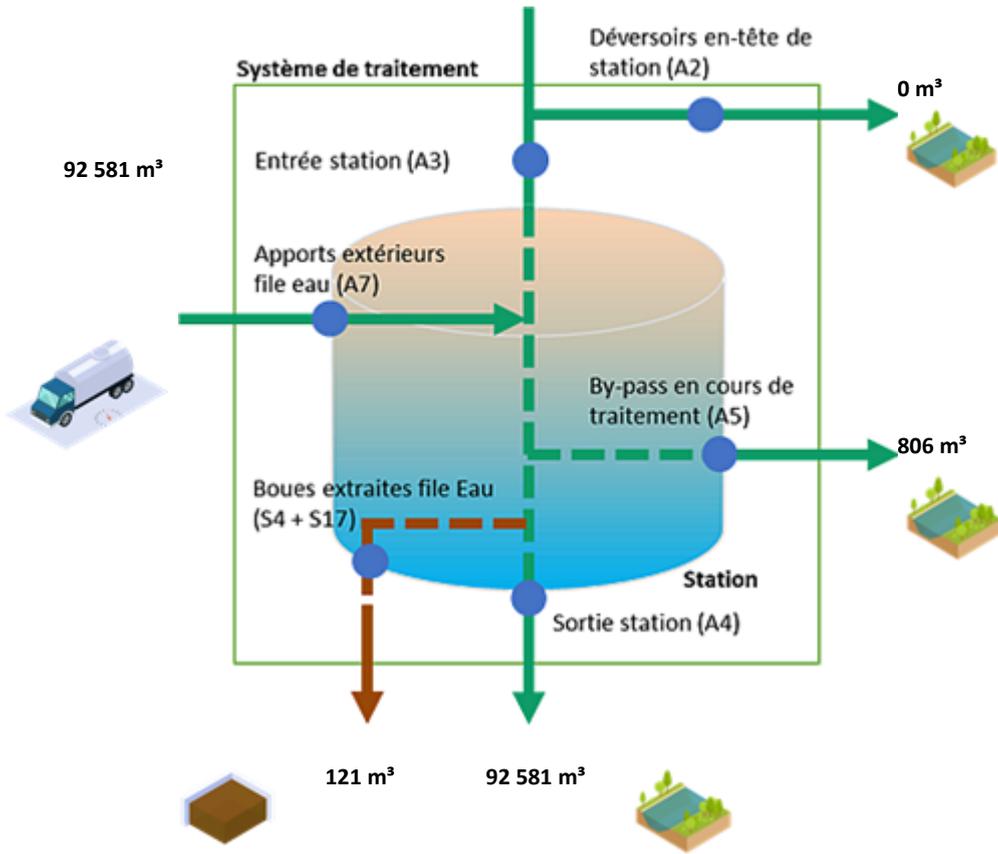
	2024
Débit de référence (m ³ /j)	621
Capacité nominale (kg/j)	195

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

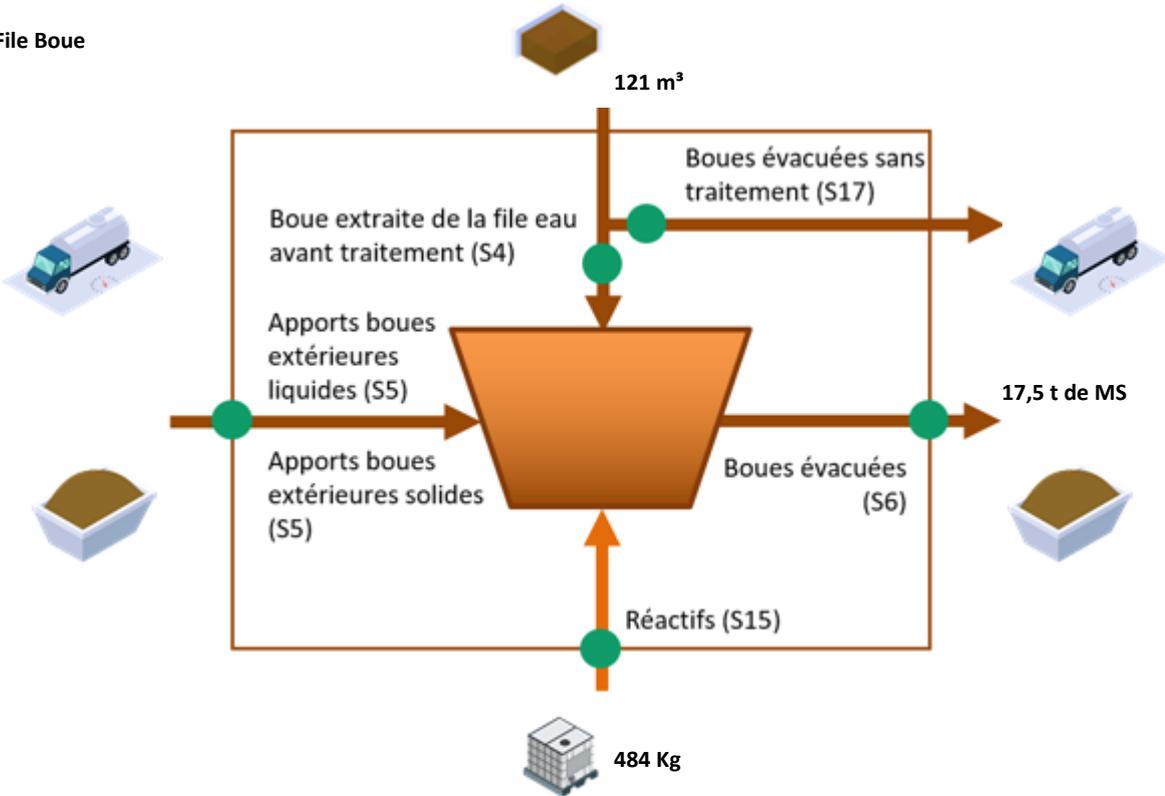
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	25,00	30,00	12,00			2,50
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration réhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	180,00	50,00	60,00	15,00	25,00		4,00
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	89,00	94,00	93,00	87,00			80,00
moyen annuel					85,00		80,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



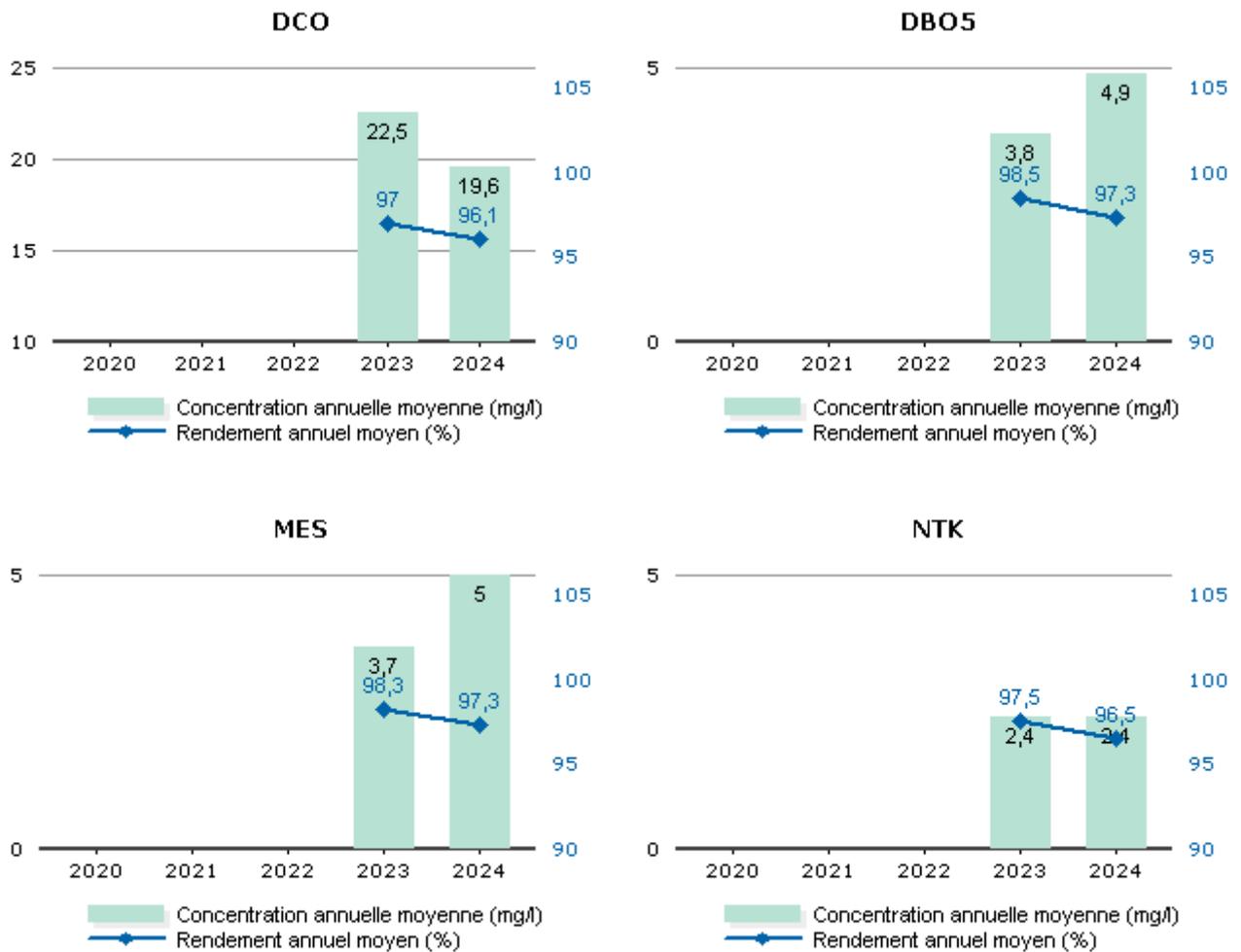
Fréquences d'analyses

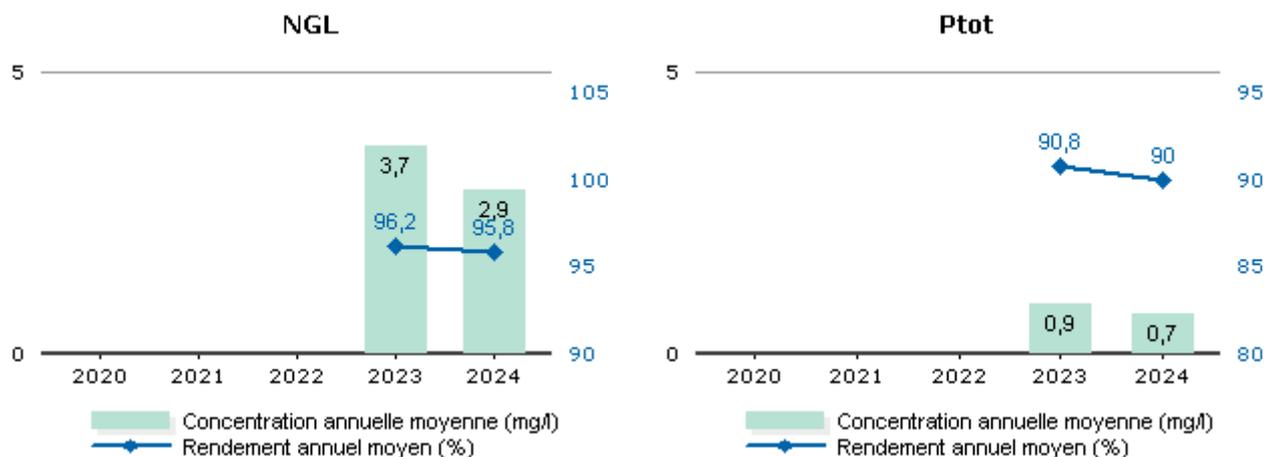
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	12
DBO5	12
MES	12
NTK	4
NGL	4
Ptot	4

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral				100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)				6,0	17,5

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)				100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	85,6	20,44	17,5	100,00
Total	85,6	20,44	17,5	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus				0,7	
Total (t)				0,7	
Centre de stockage de déchets (t) Sables				0,0	0,0
Total (t)				0,0	0,0

Station d'Epuration de Hermes

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

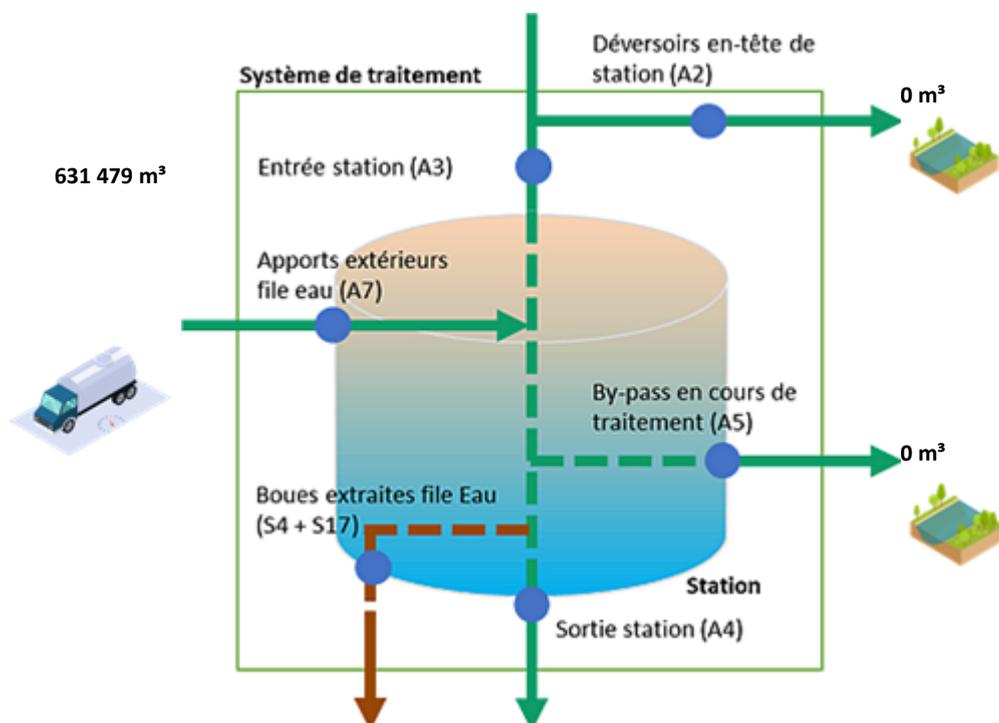
	2024
Débit de référence (m3/j)	2 740
Capacité nominale (kg/j)	1 200

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	25,00	30,00	8,00	15,00		1,00
Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							

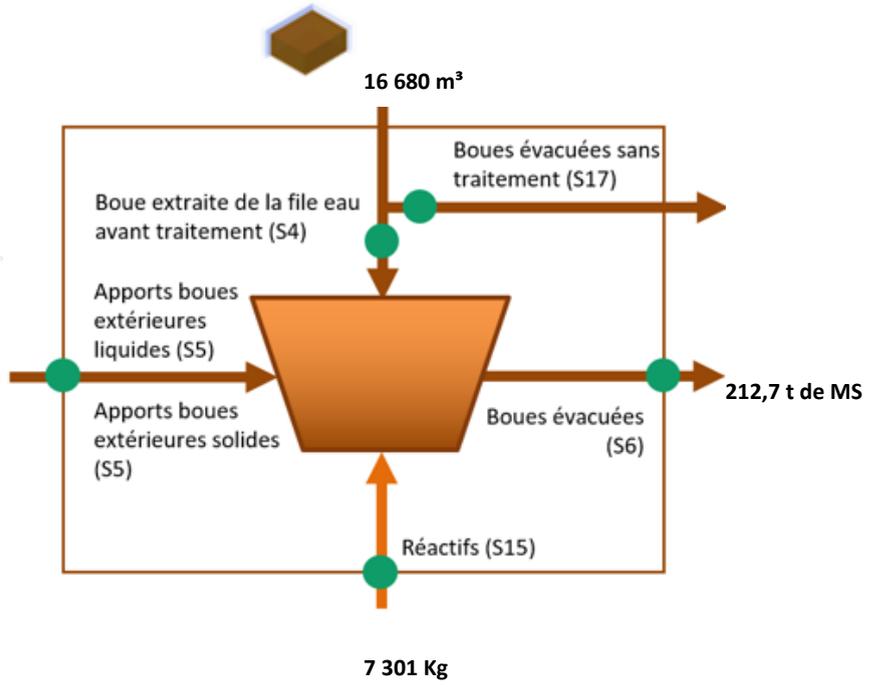
* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



16 680 m³ 678 335 m³

File Boue



Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	24
DBO5	13
MES	24
NTK	12
NGL	12
Ptot	12

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral				100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)				200,2	212,7

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)				100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	1012,5	21,01	212,7	100,00
Total	1012,5	21,01	212,7	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus				10,3	10,5
Total (t)				10,3	10,5
Centre de stockage de déchets (t) Sables				26,1	8,4
Total (t)				26,1	8,4
Centre de stockage de déchets (m ³) Graisses					0,0
Total (m³)					0,0

Station d'Épuration de Hondainville

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

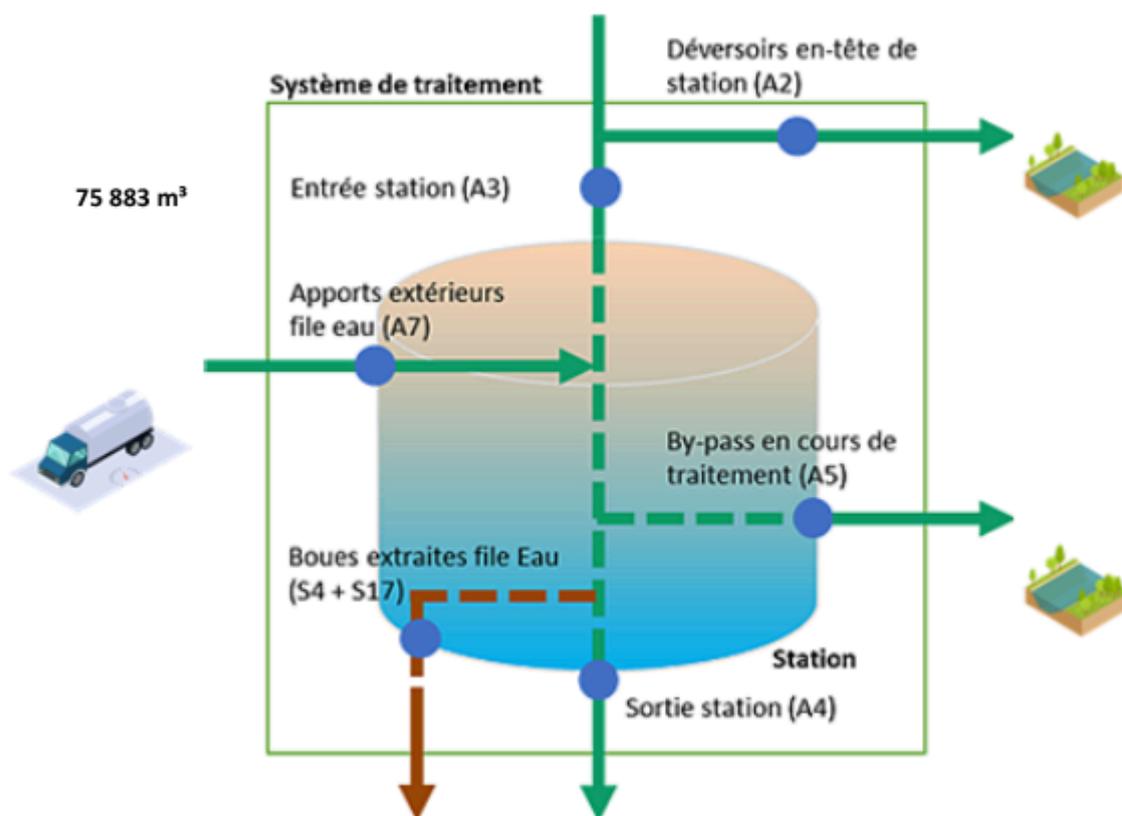
	2024
Débit de référence (m ³ /j)	289
Capacité nominale (kg/j)	132

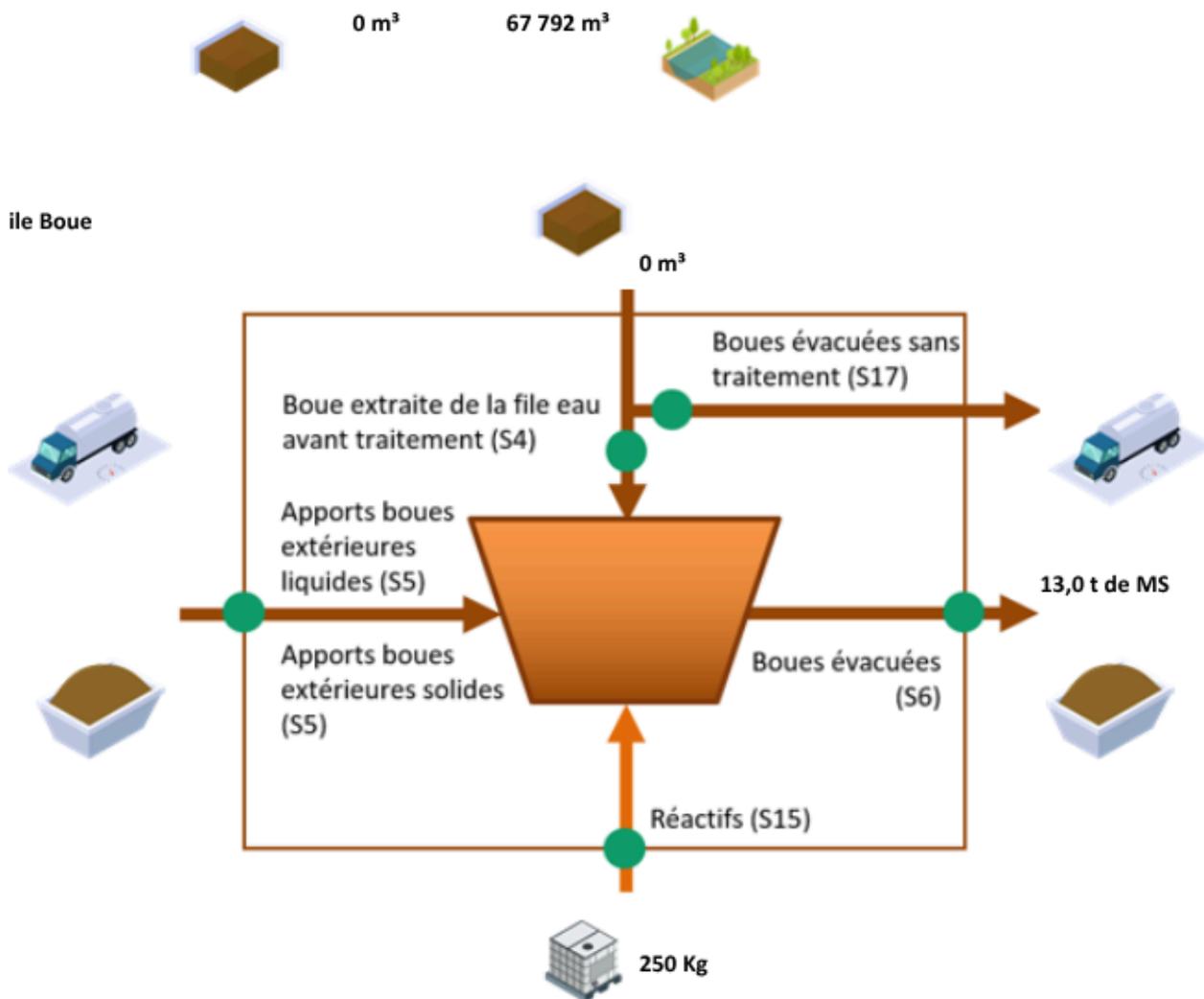
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	25,00	30,00		15,00		
Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan							30,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

file Eau





Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	12
DBO5	12
MES	12
NTK	4

NGL	4
Ptot	4

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral				100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)				23,1	13,0

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)				100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole			5,6	100,00
Compostage norme NF	39,7	18,64	7,4	100,00
Total	39,7	32,75	13	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus				2,0	1,2
Total (t)				2,0	1,2
Centre de stockage de déchets (t) Sables				0,0	0,0

Total (t)				0,0	0,0
Centre de stockage de déchets (m ³) Graisses				6,0	10,0
Valorisation agricole (m ³) Graisses					0,0
Unité de méthanisation (m ³) Graisses					0,0
Total (m³)				6,0	10,0

Station d'Epuration de Saint Sulpice

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

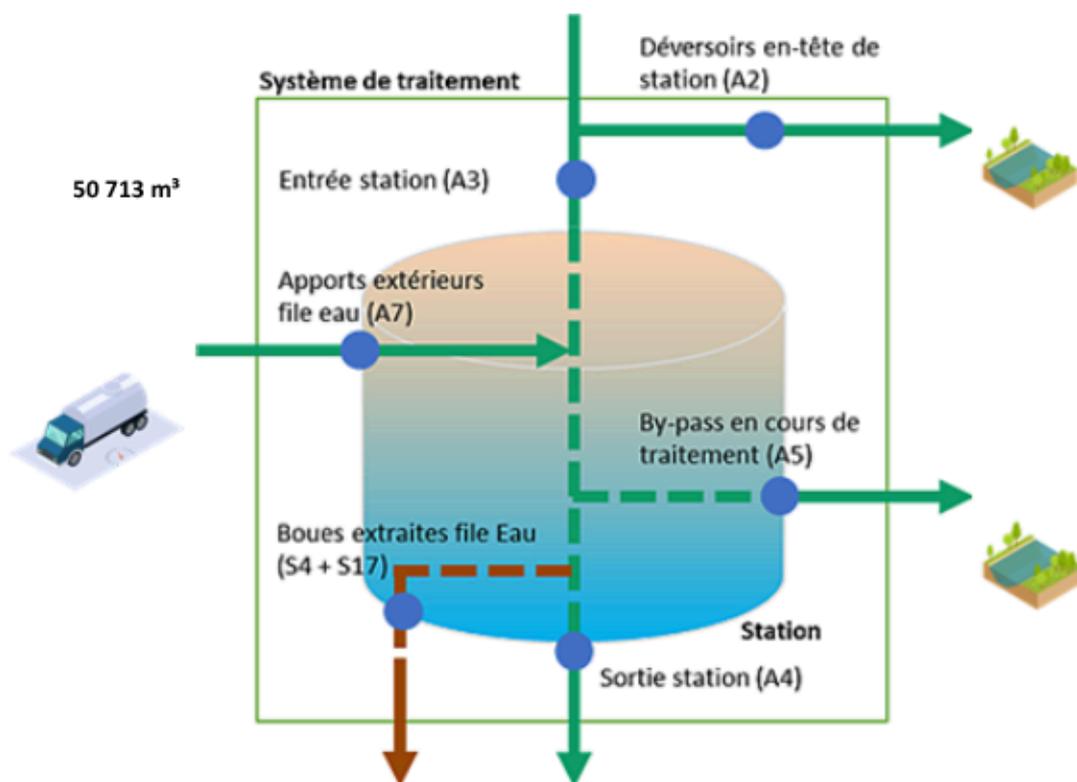
	2024
Débit de référence (m3/j)	150
Capacité nominale (kg/j)	60

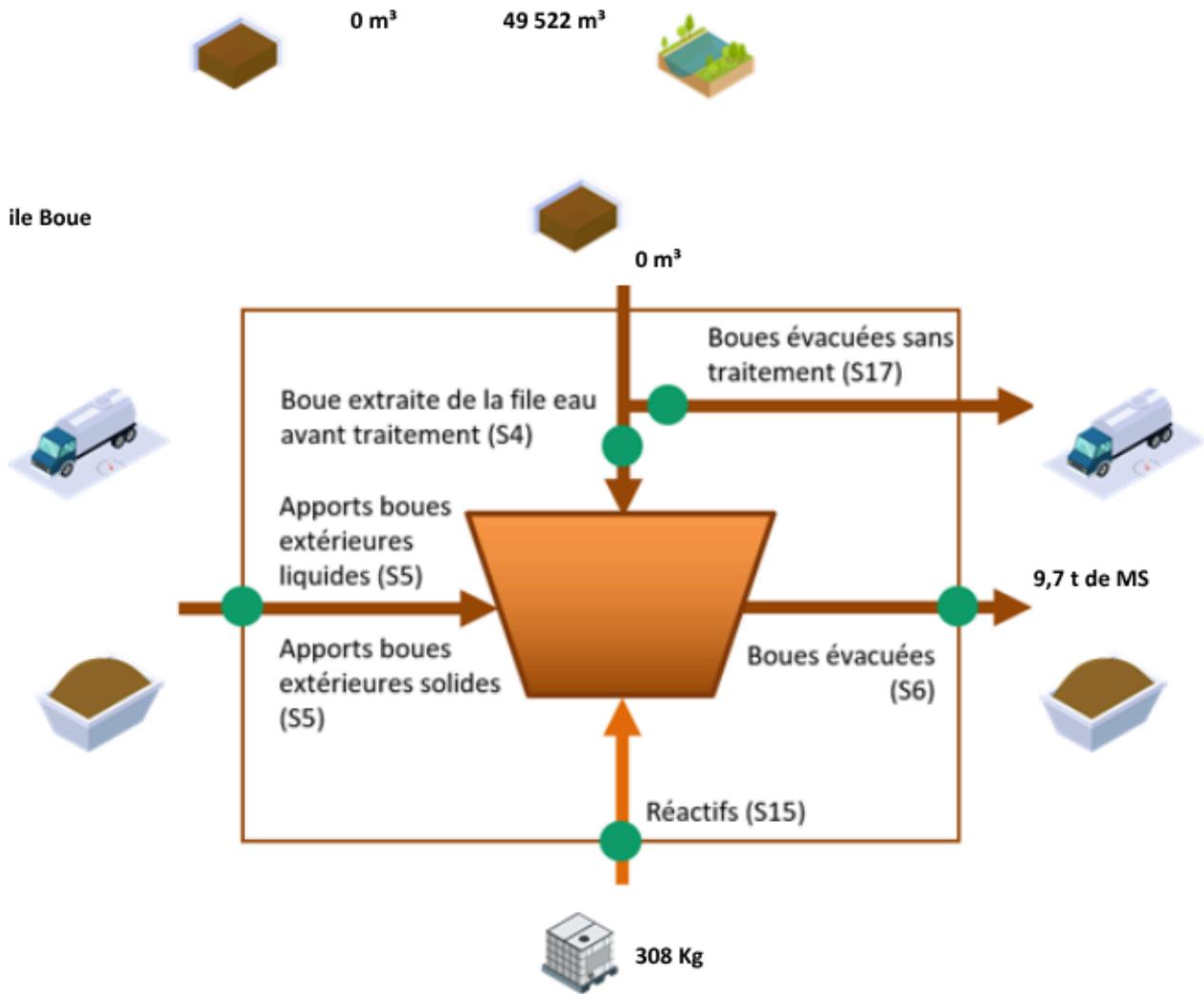
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	25,00	30,00	10,00	15,00		
Concentration rédhitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	180,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	75,00	80,00	90,00		70,00		40,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

ile Eau





Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	1
DBO5	1
MES	1
NTK	1
NGL	1
Ptot	1

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral				100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)				8,7	9,7

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)				100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	52	18,65	9,7	100,00
Total	52	18,65	9,7	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus				0,5	0,1
Total (t)				0,5	0,1
Centre de stockage de déchets (t) Sables					5,0
Total (t)					5,0
Centre de stockage de déchets (m ³) Graisses				5,0	14,6
Valorisation agricole (m ³) Graisses					0,0
Unité de méthanisation (m ³) Graisses					0,0
Total (m³)				5,0	14,6

Station d'Epuration d'Uilly Saint Georges

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

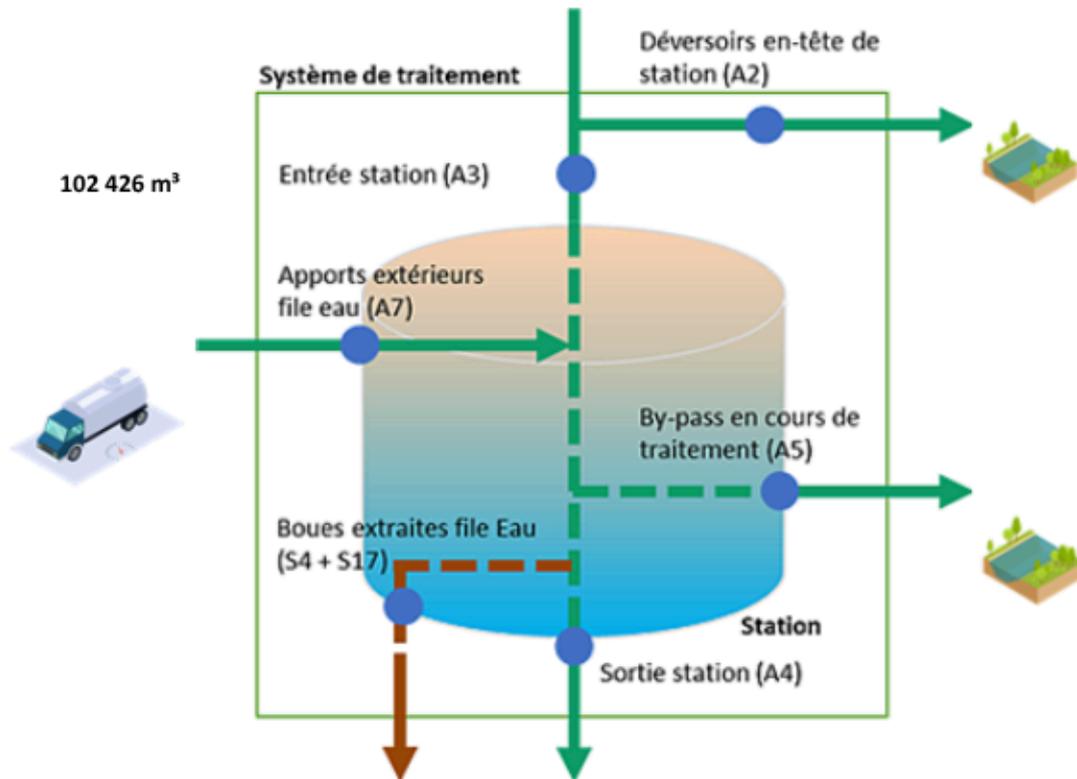
	2024
Débit de référence (m3/j)	361
Capacité nominale (kg/j)	240

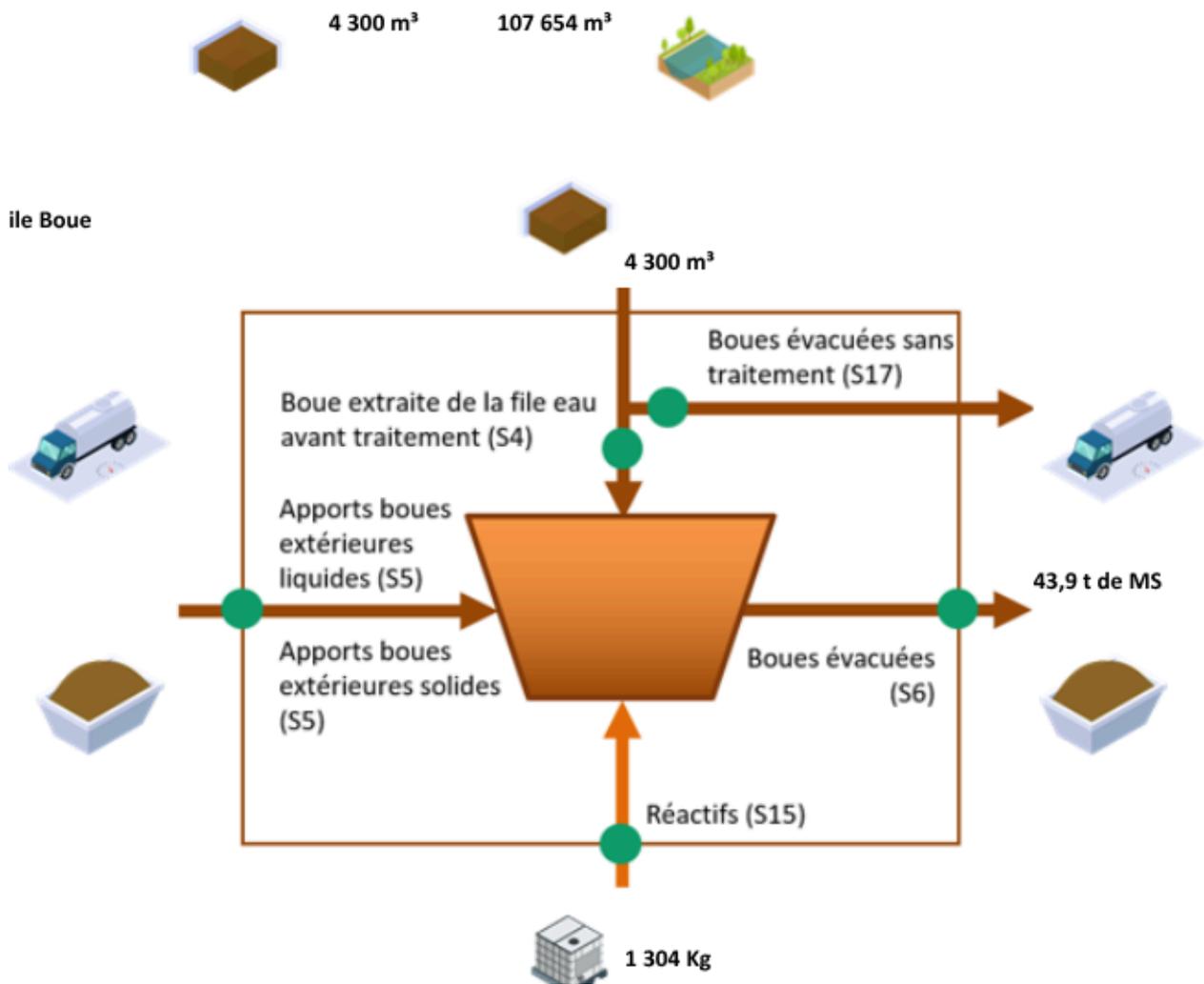
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	25,00	30,00	10,00	15,00		2,00
Concentration réhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	180,00	50,00	75,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	75,00	80,00	90,00		70,00		40,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

ile Eau





Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	12
DBO5	12
MES	12
NTK	4
NGL	4
Ptot	4

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :

Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral				100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)				34,8	43,9

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)				100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	192,2	22,84	43,9	100,00
Total	192,2	22,84	43,9	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Centre de stockage de déchets (t) Refus				1,8	0,6
Total (t)				1,8	0,6
Centre de stockage de déchets (t) Sables				0,0	0,0
Total (t)				0,0	0,0

BILAN QUALITÉ PAR STEP

Station d'Epuration d'Abbecourt

Charges entrant sur le système de traitement :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Bilan HCNF*	Volume	MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
		Charge (m3/j)	Charge (kg/j)					
04/04/2024	Non	186	16,37	50,41	15,25	8,98	9,03	0,84
05/09/2024	Non	185	37,93	79,55	42,55	12,77	12,81	1,11

* Hors conditions Normales de Fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%										
04/04/2024	0,38	97,7	3,4	93,3	0,7	95,4	0,4	95,6	0,59	93,4	0,04	95,5
05/09/2024	0,39	99,0	2,56	96,8	0,59	98,6	0,53	95,8	0,89	93,0	0,03	97,5

Boues évacuées par mois

Station d'Epuration de Boran

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	240	0 / 1	27	120	38	-	-	-
février	303	0 / 1	48	119	64	-	-	-
mars	295	0 / 1	87	171	65	20,0	20,1	2,0
avril	180	0 / 1	15	71	23	-	-	-
mai	226	0 / 1	38	140	48	15,5	15,6	1,5
juin	190	0 / 1	78	111	55	-	-	-
juillet	157	0 / 1	32	78	42	18,6	18,6	1,5
août	182	0 / 1	24	85	37	-	-	-
septembre	297	0 / 1	53	157	47	-	-	-
octobre	328	0 / 1	33	160	62	-	-	-
novembre	313	0 / 1	45	141	31	17,3	17,7	1,9

décembre	325	0 / 1	100	227	55	-	-	-
----------	-----	-------	-----	-----	----	---	---	---

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%										
janvier	2,00	92,61	8,20	93,18	0,95	97,54						
février	2,20	95,49	4,00	96,64	2,34	96,31						
mars	1,20	98,64	4,20	97,57	0,89	98,62	0,80	95,84	0,90	95,49	0,60	70,77
avril	1,40	90,12	5,40	92,42	0,65	97,23						
mai	0,90	97,65	3,40	97,57	0,77	98,38	0,40	97,37	0,60	96,28	0,10	90,61
juin	1,30	98,30	5,00	95,53	1,24	97,76						
juillet	1,30	96,02	2,40	96,98	0,63	98,52	0,20	98,99	0,30	98,43	0,10	94,08
août	0,70	97,01	3,50	95,94	0,55	98,50						
septembre	0,90	98,33	5,90	96,23	1,22	97,44						
octobre	1,00	96,91	5,40	96,62	2,40	96,15						
novembre	0,90	97,92	5,30	96,24	1,85	94,04	0,80	95,11	1,00	94,29	0,10	97,29
décembre	2,60	97,40	8,10	96,42	1,11	98,00						

Evolution des charges et du rendement par paramètre

Boues évacuées par mois

Station d'Epuration de Hermes

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	1 987	0 / 2	1 253	2 984	1 292	166,3	166,3	39,8
février	2 104	0 / 2	1 187	4 760	3 366	498,0	498,0	138,9
mars	2 322	0 / 2	2 776	3 981	1 184	186,7	186,7	37,2

avril	1 943	1 / 2	466	914	214	88,6	88,6	3,5
mai	2 044	0 / 2	704	1 446	1 185	198,4	198,4	32,7
juin	1 562	0 / 2	583	2 660	1 874	195,7	195,7	40,1
juillet	1 246	0 / 2	866	1 669	499	111,5	111,5	13,7
août	1 159	0 / 2	820	1 820	1 101	131,9	131,9	16,2
septembre	1 367	1 / 2	314	609	164	50,8	50,8	5,3
octobre	1 585	0 / 2	1 514	3 059	1 220	153,8	153,8	50,7
novembre	1 550	0 / 2	9 707	16 183	1 860	358,3	358,3	77,5
décembre	1 845	0 / 2	590	974	444	158,0	158,0	15,7

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	5,10	99,60	32,30	98,92	6,30	99,51	3,40	97,98	7,00	95,77	0,30	99,37
février	7,60	99,36	25,20	99,47	6,58	99,80	4,60	99,07	8,80	98,24	0,30	99,79
mars	8,10	99,71	33,20	99,17	8,99	99,24	4,50	97,59	8,20	95,59	0,40	99,04
avril	6,00	98,72	25,30	97,24	6,15	97,12	5,00	94,40	7,60	91,44	0,40	89,79
mai	4,20	99,40	20,50	98,58	6,29	99,47	3,80	98,10	6,40	96,76	0,50	98,33
juin	6,20	98,94	27,40	98,97	5,28	99,72	2,50	98,74	4,70	97,62	0,50	98,88
juillet	4,90	99,43	24,00	98,56	4,23	99,15	2,70	97,60	4,20	96,27	0,40	97,33
août	3,20	99,61	16,10	99,11	3,87	99,65	0,60	99,51	1,40	98,97	0,30	98,33
septembre	3,50	98,88	21,10	96,53	4,55	97,23	2,70	94,63	5,40	89,48	0,20	96,02
octobre	3,50	99,77	24,30	99,21	5,27	99,57	2,60	98,29	4,40	97,15	0,20	99,62
novembre	5,10	99,95	23,40	99,86	5,12	99,72	4,30	98,81	5,10	98,59	0,30	99,67
décembre	4,10	99,30	29,80	96,94	7,13	98,40	3,90	97,51	8,30	94,75	0,20	98,81

Evolution des charges et du rendement par paramètre

Boues évacuées par mois

Station d'Epuración de Hondainville

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	232	0 / 1	61	142	58	16,4	16,4	1,6
février	245	0 / 1	53	130	76	-	-	-
mars	283	0 / 1	114	218	96	-	-	-
avril	242	0 / 1	70	210	70	23,4	23,5	2,7
mai	193	0 / 1	52	174	62	-	-	-
juin	168	0 / 1	76	110	47	-	-	-
juillet	152	0 / 1	36	131	47	15,7	15,8	1,7
août	136	0 / 1	46	116	45	-	-	-
septembre	195	0 / 1	89	207	63	-	-	-
octobre	237	- / -	-	-	-	-	-	-
novembre	187	0 / 1	44	122	43	17,1	17,1	1,6
décembre	219	1 / 2	62	165	33	-	-	-

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%										
janvier	0,80	98,75	4,40	96,91	0,57	99,01	0,60	96,62	0,70	96,00	0,70	54,21
février	1,00	98,10	6,10	95,35	1,42	98,13						
mars	2,10	98,14	5,60	97,46	1,11	98,85						
avril	3,00	95,71	7,20	96,55	1,57	97,76	0,50	97,98	1,10	95,26	2,10	20,43
mai	1,10	97,92	4,30	97,53	0,54	99,13						
juin	0,60	99,22	2,70	97,56	0,88	98,11						
juillet	0,40	98,93	3,60	97,25	0,41	99,12	0,40	97,55	0,40	97,31	1,10	36,70
août	0,50	98,99	2,80	97,60	0,42	99,07						
septembre	0,50	99,45	3,90	98,11	0,82	98,70						
octobre												
novembre	0,70	98,47	3,00	97,51	0,72	98,31	0,50	97,13	0,60	96,64	0,00	98,51
décembre	0,50	99,18	5,10	96,88	0,82	97,49						

Evolution des charges et du rendement par paramètre

Boues évacuées par mois

Station d'Epuration de Saint Sulpice

Charges entrant sur le système de traitement :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Bilan HCNF*	Volume	MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
		Charge (m3/j)	Charge (kg/j)					
05/06/2024	Non	99	29,9	78,71	27,72	7,58	7,61	0,81

* Hors conditions Normales de Fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%										
05/06/2024	0,19	99,4	1,86	97,6	0,35	98,7	0,2	97,4	0,3	96,1	0,33	58,5

Boues évacuées par mois

Station d'Epuration d'Ully Saint Georges

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	290	0 / 1	111	275	104	29,1	29,1	2,9
février	297	0 / 1	128	318	104	-	-	-
mars	322	0 / 1	115	258	90	-	-	-
avril	312	1 / 1	81	155	66	21,3	21,3	2,2
mai	293	0 / 1	78	204	85	-	-	-

juin	265	0 / 1	92	275	101	-	-	-
juillet	241	0 / 1	115	265	96	26,6	26,6	2,9
août	225	0 / 1	88	209	97	-	-	-
septembre	271	1 / 1	75	136	43	-	-	-
octobre	285	0 / 1	50	271	103	32,6	32,6	3,1
novembre	273	0 / 1	129	248	109	-	-	-
décembre	287	0 / 1	108	265	106	-	-	-

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%										
janvier	0,90	99,22	3,50	98,74	1,56	98,51	1,90	93,57	2,00	93,29	0,40	87,07
février	0,60	99,53	5,40	98,32	1,22	98,83						
mars	1,00	99,18	6,00	97,67	0,95	98,95						
avril	1,90	97,70	5,30	96,59	1,34	97,96	1,80	91,38	2,60	87,85	0,10	97,34
mai	1,50	98,11	4,50	97,81	2,91	96,57						
juin	1,10	98,84	1,30	99,51	1,18	98,83						
juillet	1,70	98,51	5,60	97,89	1,15	98,81	0,60	97,89	0,80	97,04	0,40	84,83
août	0,80	99,14	3,50	98,31	0,76	99,22						
septembre	1,20	98,38	4,30	96,88	0,91	97,89						
octobre	1,90	96,12	6,70	97,51	2,21	97,84	1,20	96,36	1,40	95,84	0,40	86,69
novembre	1,20	99,04	6,50	97,39	1,42	98,70						
décembre	0,70	99,40	6,20	97,68	1,04	99,02						

5.4. LE PRIX DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes. A titre indicatif sur la commune de ABBECOURT l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D204.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

ABBECOURT Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/2025	Montant Au 01/01/2024	Montant Au 01/01/2025	N/N-1
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part syndicale			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%
Organismes publics			22,20	3,20	-85,59%
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Total € HT			513,19	482,09	-6,06%
TVA			51,32	48,21	-6,06%
Total TTC			564,51	530,30	-6,06%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3				4,42	

LA FACTURE 120 M³ DE CHAQUE COMMUNE

ABBECOURT	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			347,40	349,72	0,67%
Part délégataire			192,70	194,92	1,15%
Abonnement			38,04	38,48	1,16%
Consommation	120	1,3037	154,66	156,44	1,15%
Part collectivité(s)			145,34	145,34	0,00%
Abonnement			8,54	8,54	0,00%
Consommation	120	1,1400	136,80	136,80	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0788	9,36	9,46	1,07%
Collecte et dépollution des eaux usées			490,99	478,89	-2,46%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%

Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%
Organismes publics et TVA			120,48	131,03	8,76%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			71,88	70,59	-1,79%
TOTAL € TTC			958,87	959,64	0,08%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

BERTHECOURT	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			171,74	171,05	-0,40%
Part délégataire			111,54	114,09	2,29%
Abonnement			12,32	12,60	2,27%
Consommation	120	0,8458	99,22	101,49	2,29%
Part collectivité(s)			50,72	50,72	0,00%
Abonnement			2,72	2,72	0,00%
Consommation	120	0,4000	48,00	48,00	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0520	9,48	6,24	-34,18%
Collecte et dépollution des eaux usées			382,99	370,89	-3,16%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			186,00	186,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	1,3000	156,00	156,00	0,00%
Organismes publics et TVA			100,02	108,25	8,23%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			51,42	49,85	-3,05%
TOTAL € TTC			654,75	650,19	-0,70%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

BORAN SUR OISE	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			312,99	300,89	-3,87%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			116,00	116,00	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	0,8000	96,00	96,00	0,00%
Organismes publics et TVA			57,11	33,61	-41,15%
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
Voies Navigables de France	120	0,0000	1,32		
TVA			33,59	30,41	-9,47%
TOTAL € TTC			370,10	334,50	-9,62%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégréée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

CHAMBLY	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			102,49	98,01	-4,37%
Part délégataire			72,89	68,41	-6,15%
Consommation	120	0,5701	72,89	68,41	-6,15%
Part collectivité(s)			29,60	29,60	0,00%
Abonnement			20,00	20,00	0,00%
Consommation	120	0,0800	9,60	9,60	0,00%
Organismes publics et TVA			34,67	13,32	-61,58%
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			12,47	10,12	-18,85%
TOTAL € TTC			137,16	111,33	-18,83%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégréée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

HONDAINVILLE	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			171,74	171,05	-0,40%

Part délégataire			111,54	114,09	2,29%
Abonnement			12,32	12,60	2,27%
Consommation	120	0,8458	99,22	101,49	2,29%
Part collectivité(s)			50,72	50,72	0,00%
Abonnement			2,72	2,72	0,00%
Consommation	120	0,4000	48,00	48,00	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0520	9,48	6,24	-34,18%
Collecte et dépollution des eaux usées			382,99	370,89	-3,16%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			186,00	186,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	1,3000	156,00	156,00	0,00%
Organismes publics et TVA			100,02	108,25	8,23%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			51,42	49,85	-3,05%
TOTAL € TTC			654,75	650,19	-0,70%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégré dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

LACHAPELLE SAINT PIERRE	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			301,20	290,50	-3,55%
Part délégataire			191,10	180,42	-5,59%
Abonnement			30,68	28,96	-5,61%
Consommation	120	1,2622	160,42	151,46	-5,59%
Part collectivité(s)			100,20	100,20	0,00%
Abonnement			6,60	6,60	0,00%
Consommation	120	0,7800	93,60	93,60	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0823	9,90	9,88	-0,20%
Collecte et dépollution des eaux usées			490,99	478,89	-2,46%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%

Organismes publics et TVA			117,94	125,62	6,51%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			69,34	67,22	-3,06%
TOTAL € TTC			910,13	895,01	-1,66%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégré dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

MORTEFONTAINE EN THELLE	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			308,16	302,65	-1,79%
Part délégataire			148,16	152,01	2,60%
Abonnement			22,36	22,94	2,59%
Consommation	120	1,0756	125,80	129,07	2,60%
Part collectivité(s)			150,70	139,94	-7,14%
Abonnement			8,00	8,00	0,00%
Consommation	120	1,0995	142,70	131,94	-7,54%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0892	9,30	10,70	15,05%
Collecte et dépollution des eaux usées			490,99	480,27	-2,18%
Part délégataire			196,99	186,27	-5,44%
Consommation	120	1,5523	196,99	186,27	-5,44%
Part collectivité(s)			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%
Organismes publics et TVA			118,32	128,58	8,67%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			69,72	68,14	-2,27%
TOTAL € TTC			917,47	911,50	-0,65%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégré dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

NOAILLES	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Collecte et dépollution des eaux usées			382,99	370,89	-3,16%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			186,00	186,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	1,3000	156,00	156,00	0,00%
Organismes publics et TVA			62,72	40,61	-35,25%
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			40,52	37,41	-7,68%
TOTAL € TTC			445,71	411,50	-7,68%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégré dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

NOVILLERS	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			301,20	290,50	-3,55%
Part délégataire			191,10	180,42	-5,59%
Abonnement			30,68	28,96	-5,61%
Consommation	120	1,2622	160,42	151,46	-5,59%
Part collectivité(s)			100,20	100,20	0,00%
Abonnement			6,60	6,60	0,00%
Consommation	120	0,7800	93,60	93,60	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0823	9,90	9,88	-0,20%
Collecte et dépollution des eaux usées			490,99	478,89	-2,46%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%
Organismes publics et TVA			117,94	125,62	6,51%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			69,34	67,22	-3,06%

TOTAL € TTC			910,13	895,01	-1,66%
--------------------	--	--	---------------	---------------	---------------

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

SAINT SULPICE	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			347,40	349,72	0,67%
Part délégataire			192,70	194,92	1,15%
Abonnement			38,04	38,48	1,16%
Consommation	120	1,3037	154,66	156,44	1,15%
Part collectivité(s)			145,34	145,34	0,00%
Abonnement			8,54	8,54	0,00%
Consommation	120	1,1400	136,80	136,80	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0788	9,36	9,46	1,07%
Collecte et dépollution des eaux usées			490,99	478,89	-2,46%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%
Organismes publics et TVA			120,48	131,03	8,76%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des réseaux d'eau Potable	120	0,0170		2,04	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			71,88	70,59	-1,79%
TOTAL € TTC			958,87	959,64	0,08%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

SAINTE GENEVIEVE	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			301,20	290,50	-3,55%
Part délégataire			191,10	180,42	-5,59%
Abonnement			30,68	28,96	-5,61%
Consommation	120	1,2622	160,42	151,46	-5,59%

Part collectivité(s)			100,20	100,20	0,00%
Abonnement			6,60	6,60	0,00%
Consommation	120	0,7800	93,60	93,60	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0823	9,90	9,88	-0,20%
Collecte et dépollution des eaux usées			490,99	478,89	-2,46%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%
Organismes publics et TVA			117,94	125,62	6,51%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			69,34	67,22	-3,06%
TOTAL € TTC			910,13	895,01	-1,66%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

THURY SOUS CLERMONT	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			171,74	171,05	-0,40%
Part délégataire			111,54	114,09	2,29%
Abonnement			12,32	12,60	2,27%
Consommation	120	0,8458	99,22	101,49	2,29%
Part collectivité(s)			50,72	50,72	0,00%
Abonnement			2,72	2,72	0,00%
Consommation	120	0,4000	48,00	48,00	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0520	9,48	6,24	-34,18%
Collecte et dépollution des eaux usées			382,99	370,89	-3,16%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			186,00	186,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	1,3000	156,00	156,00	0,00%
Organismes publics et TVA			100,02	108,25	8,23%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		

Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			51,42	49,85	-3,05%
TOTAL € TTC			654,75	650,19	-0,70%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

ULLY SAINT GEORGES	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			301,20	290,50	-3,55%
Part délégataire			191,10	180,42	-5,59%
Abonnement			30,68	28,96	-5,61%
Consommation	120	1,2622	160,42	151,46	-5,59%
Part collectivité(s)			100,20	100,20	0,00%
Abonnement			6,60	6,60	0,00%
Consommation	120	0,7800	93,60	93,60	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0823	9,90	9,88	-0,20%
Collecte et dépollution des eaux usées			490,99	478,89	-2,46%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%
Organismes publics et TVA			117,94	125,62	6,51%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			69,34	67,22	-3,06%
TOTAL € TTC			910,13	895,01	-1,66%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

VILLERS SAINT SEPULCRE	m³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			171,74	171,05	-0,40%
Part délégataire			111,54	114,09	2,29%

Abonnement			12,32	12,60	2,27%
Consommation	120	0,8458	99,22	101,49	2,29%
Part collectivité(s)			50,72	50,72	0,00%
Abonnement			2,72	2,72	0,00%
Consommation	120	0,4000	48,00	48,00	0,00%
Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau) *	120	0,0520	9,48	6,24	-34,18%
Collecte et dépollution des eaux usées			490,99	478,89	-2,46%
Part délégataire			196,99	184,89	-6,14%
Consommation	120	1,5408	196,99	184,89	-6,14%
Part collectivité(s)			294,00	294,00	0,00%
Abonnement			30,00	30,00	0,00%
Consommation	120	2,2000	264,00	264,00	0,00%
Organismes publics et TVA			110,82	119,05	7,43%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		26,40		
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20		
Consommation d'eau Potable	120	0,4600		55,20	
Performance des systèmes d'assainissement collectifs (agence de l'eau)	120	0,0267		3,20	
TVA			62,22	60,65	-2,52%
TOTAL € TTC			773,55	768,99	-0,59%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

5.5. ENERGIE ET RÉACTIFS

CONSOMMATION D'ÉNERGIE PAR INSTALLATION

Usine de dépollution

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
MICRO_STEP_BORAN_PLAGE						
Energie relevée consommée (kWh)					1 112	
Energie facturée consommée (kWh)					1 063	
Station d'Epuration d'Abbecourt						
Energie relevée consommée (kWh)				64 281	66 794	3,9%
Energie facturée consommée (kWh)					60 698	
Station d'Epuration de Boran						
Energie relevée consommée (kWh)				89 067	85 535	-4,0%
Energie facturée consommée (kWh)					77 386	
Station d'Epuration de Hermes						
Energie relevée consommée (kWh)				588 947	597 317	1,4%
Energie facturée consommée (kWh)					597 310	
Station d'Epuration de Hondainville						
Energie relevée consommée (kWh)				103 316	97 490	-5,6%
Energie facturée consommée (kWh)					86 370	
Station d'Epuration de Saint Sulpice						
Energie relevée consommée (kWh)				56 324	56 454	0,2%
Energie facturée consommée (kWh)					53 095	
Station d'Epuration d'Ully Saint Georges						
Energie relevée consommée (kWh)				146 240	156 654	7,1%
Energie facturée consommée (kWh)					143 690	

Poste de relèvement

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
PR_ABBECOURT - GRANDE RUE						
Energie relevée consommée (kWh)				2 879	1 938	-32,7%
Energie facturée consommée (kWh)					3 509	
Consommation spécifique (Wh/m3)				230	108	-53,0%
Volume pompé (m3)				12 492	18 018	44,2%
Temps de fonctionnement (h)				1 388	2 002	44,2%
PR_ABBECOURT - RD1001						
Energie relevée consommée (kWh)				480	293	-39,0%
Energie facturée consommée (kWh)					522	
Consommation spécifique (Wh/m3)				1 714	398	-76,8%
Volume pompé (m3)				280	736	162,9%

Temps de fonctionnement (h)				35	92	162,9%
PR_ABBECOURT - RUE DE COURCELLES						
Energie relevée consommée (kWh)				4 123	4 743	15,0%
Energie facturée consommée (kWh)					4 431	
Consommation spécifique (Wh/m3)				230	208	-9,6%
Volume pompé (m3)				17 964	22 764	26,7%
Temps de fonctionnement (h)				1 497	1 897	26,7%
PR_ABBECOURT - RUE DU BACHINET						
Energie relevée consommée (kWh)				2 522	1 475	-41,5%
Energie facturée consommée (kWh)					2 486	
Consommation spécifique (Wh/m3)				410	197	-52,0%
Volume pompé (m3)				6 144	7 496	22,0%
Temps de fonctionnement (h)				768	937	22,0%
PR_ABBECOURT - RUE DU PONT AU BRAY						
Energie relevée consommée (kWh)				711	431	-39,4%
Energie facturée consommée (kWh)					761	
Consommation spécifique (Wh/m3)				236	109	-53,8%
Volume pompé (m3)				3 010	3 955	31,4%
Temps de fonctionnement (h)				430	565	31,4%
PR_BERTHECOURT - RUE CURIE						
Energie relevée consommée (kWh)				885	2 329	163,2%
Energie facturée consommée (kWh)					2 277	
Consommation spécifique (Wh/m3)				78	57	-26,9%
Volume pompé (m3)				11 382	40 572	256,5%
Temps de fonctionnement (h)				542	1 932	256,5%
PR_BERTHECOURT - RUE LEVASSEUR						
Energie relevée consommée (kWh)				26 004	33 495	28,8%
Energie facturée consommée (kWh)					31 164	
Consommation spécifique (Wh/m3)				233	219	-6,0%
Volume pompé (m3)				111 500	152 850	37,1%
Temps de fonctionnement (h)				2 230	3 057	37,1%
PR_BORAN_SARAILLE						
Energie relevée consommée (kWh)				1 228	1 111	-9,5%
Energie facturée consommée (kWh)					1 085	
Temps de fonctionnement (h)				495	360	-27,3%
PR_CHAMBLY_ANCIEN_MOULIN						
Energie relevée consommée (kWh)				658	341	-48,2%
Energie facturée consommée (kWh)					602	
Temps de fonctionnement (h)				255	279	9,4%
PR_CHAMBLY_CHEMIN DU MOULIN A DRAPS						
Energie relevée consommée (kWh)				6 417	418	-93,5%
Energie facturée consommée (kWh)					525	

Temps de fonctionnement (h)				762	1 016	33,3%
PR_CHAMBLY_COUBERTIN						
Energie relevée consommée (kWh)				1 016	1 000	-1,6%
Energie facturée consommée (kWh)					1 302	
Temps de fonctionnement (h)				185	559	202,2%
PR_CHAMBLY_DEFLANDRE						
Energie relevée consommée (kWh)					723	
Temps de fonctionnement (h)					263	
PR_CHAMBLY_ETNA						
Energie relevée consommée (kWh)					586	
Temps de fonctionnement (h)					3 023	
PR_CHAMBLY_EUGENE_MATHIEU						
Energie relevée consommée (kWh)				0	143	100%
Temps de fonctionnement (h)					73	
PR_CHAMBLY_FRANCOIS TRUFFAUT						
Energie relevée consommée (kWh)				4 349	3 827	-12,0%
Energie facturée consommée (kWh)					4 723	
Temps de fonctionnement (h)				1 411	1 440	2,1%
PR_CHAMBLY_JEAN RENOIR_GRAND FRAIS						
Energie relevée consommée (kWh)				1 160	869	-25,1%
Energie facturée consommée (kWh)					1 553	
Temps de fonctionnement (h)				502	714	42,2%
PR_CHAMBLY_NOZ						
Energie relevée consommée (kWh)				497	1 287	159,0%
Energie facturée consommée (kWh)					1 309	
Temps de fonctionnement (h)				136	195	43,4%
PR_CHAMBLY_PLACE DE L'EGLISE						
Energie relevée consommée (kWh)				3 174	220	-93,1%
Temps de fonctionnement (h)				635	742	16,9%
PR_CHAMBLY_POINTES_ZI						
Energie relevée consommée (kWh)					12 451	
PR_CHAMBLY_RUE ACATE						
Energie relevée consommée (kWh)				3 500	660	-81,1%
Energie facturée consommée (kWh)					639	
Temps de fonctionnement (h)				253	204	-19,4%
PR_CHAMBLY_RUE JULES GUESDE						
Energie relevée consommée (kWh)				1 729	1 644	-4,9%
Energie facturée consommée (kWh)					1 600	
Temps de fonctionnement (h)				1 130	758	-32,9%
PR_CHAMBLY_SIDONIE SPILER						
Energie relevée consommée (kWh)				729	494	-32,2%
Energie facturée consommée (kWh)					868	

Temps de fonctionnement (h)				298	387	29,9%
PR_DIP_CHAMBLY_D105 L'ESCHES						
Energie relevée consommée (kWh)				4 358	92	-97,9%
Energie facturée consommée (kWh)					12 255	
Temps de fonctionnement (h)					8 915	
PR_DIP_CHAMBLY_RUE DES GRANDS PRES						
Energie relevée consommée (kWh)				9 967	287	-97,1%
Energie facturée consommée (kWh)					11 845	
PR_HONDAINVILLE - RUE DE ST AGNAN						
Energie relevée consommée (kWh)				489	504	3,1%
Energie facturée consommée (kWh)					621	
Consommation spécifique (Wh/m3)				323	240	-25,7%
Volume pompé (m3)				1 515	2 100	38,6%
Temps de fonctionnement (h)				101	140	38,6%
PR_HONDAINVILLE - RUE DU CHATEAU VERT						
Energie relevée consommée (kWh)				5 189	6 215	19,8%
Energie facturée consommée (kWh)					5 969	
Consommation spécifique (Wh/m3)				113	101	-10,6%
Volume pompé (m3)				45 885	61 390	33,8%
Temps de fonctionnement (h)				1 311	1 754	33,8%
PR_LACHAPELLE ST PIERRE - CR4						
Energie relevée consommée (kWh)				14 002	8 219	-41,3%
Energie facturée consommée (kWh)					13 357	
Consommation spécifique (Wh/m3)				420	253	-39,8%
Volume pompé (m3)				33 348	32 424	-2,8%
Temps de fonctionnement (h)				1 191	1 158	-2,8%
PR_LACHAPELLE ST PIERRE - RUE BOIS MOREL						
Energie relevée consommée (kWh)				280	175	-37,5%
Energie facturée consommée (kWh)					177	
Consommation spécifique (Wh/m3)				417	432	3,6%
Volume pompé (m3)				672	406	-39,6%
Temps de fonctionnement (h)				48	29	-39,6%
PR_LACHAPELLE ST PIERRE - RUE DE NOVILLERS						
Energie relevée consommée (kWh)				539	295	-45,3%
Energie facturée consommée (kWh)					494	
Consommation spécifique (Wh/m3)				212	197	-7,1%
Volume pompé (m3)				2 538	1 494	-41,1%
Temps de fonctionnement (h)				141	83	-41,1%
PR_LACHAPELLE ST PIERRE - RUE RICHEMONT						
Energie relevée consommée (kWh)				9 870	7 003	-29,0%
Energie facturée consommée (kWh)					11 856	
Consommation spécifique (Wh/m3)				305	163	-46,6%

Volume pompé (m3)				32 373	42 900	32,5%
Temps de fonctionnement (h)				981	1 300	32,5%
PR_MORTEFONTAINE_BASSIN						
Energie relevée consommée (kWh)				10 470	6 985	-33,3%
Energie facturée consommée (kWh)					11 691	
Temps de fonctionnement (h)				731	887	21,3%
PR_MORTEFONTAINE_HARLAC						
Energie relevée consommée (kWh)				281	278	-1,1%
Energie facturée consommée (kWh)					281	
Temps de fonctionnement (h)				10	18	80,0%
PR_MORTEFONTAINE_LANDES						
Energie relevée consommée (kWh)				1 926	2 353	22,2%
Energie facturée consommée (kWh)					2 336	
Temps de fonctionnement (h)				190	274	44,2%
PR_MORTEFONTAINE_STADE						
Energie relevée consommée (kWh)				8 256	9 084	10,0%
Temps de fonctionnement (h)				1 120	1 290	15,2%
PR_NOAILLES - ALLEE DU CLOS DE LONGVILLERS						
Energie relevée consommée (kWh)				697	586	-15,9%
Energie facturée consommée (kWh)					742	
Consommation spécifique (Wh/m3)				180	121	-32,8%
Volume pompé (m3)				3 864	4 824	24,8%
Temps de fonctionnement (h)				161	201	24,8%
PR_NOAILLES - LARRIS						
Energie relevée consommée (kWh)				47 093	49 158	4,4%
Temps de fonctionnement (h)				2 326	2 313	-0,6%
PR_NOAILLES - RUE DE CALAIS						
Energie relevée consommée (kWh)				2 626	2 513	-4,3%
Energie facturée consommée (kWh)					2 381	
Consommation spécifique (Wh/m3)				700	684	-2,3%
Volume pompé (m3)				3 750	3 675	-2,0%
Temps de fonctionnement (h)				150	147	-2,0%
PR_NOAILLES - SIMONNET RUE DE PARIS						
Energie relevée consommée (kWh)				465	366	-21,3%
Energie facturée consommée (kWh)					478	
Consommation spécifique (Wh/m3)				17	12	-29,4%
Volume pompé (m3)				27 040	30 760	13,8%
Temps de fonctionnement (h)				1 352	1 538	13,8%
PR_NOVILLERS_COUTURES						
Energie relevée consommée (kWh)				1 573	746	-52,6%
Energie facturée consommée (kWh)					906	
Temps de fonctionnement (h)				101	141	39,6%

PR_NOVILLERS_EGLISE						
Energie relevée consommée (kWh)				729	447	-38,7%
Energie facturée consommée (kWh)					755	
Temps de fonctionnement (h)				170	293	72,4%
PR_NOVILLERS_EPINETTE						
Energie relevée consommée (kWh)				9 673	23 054	138,3%
Energie facturée consommée (kWh)					1 329	
Temps de fonctionnement (h)				1 556	2 109	35,5%
PR_NOVILLERS_MARE_OVILLERS						
Energie relevée consommée (kWh)				8 721	8 427	-3,4%
Energie facturée consommée (kWh)					10 219	
Temps de fonctionnement (h)				1 062	1 279	20,4%
PR_(sous pression)_VILLERS ST SEPULCRE - Chemin du Marais (Station)						
Energie relevée consommée (kWh)				51 589	38 779	-24,8%
Energie facturée consommée (kWh)					37 247	
PR_ST Sulpice - CHÂTEAU DE CRECY						
Energie relevée consommée (kWh)				1 111	484	-56,4%
Energie facturée consommée (kWh)					893	
Consommation spécifique (Wh/m3)				266	138	-48,1%
Volume pompé (m3)				4 172	3 514	-15,8%
Temps de fonctionnement (h)				596	502	-15,8%
PR_ST Sulpice - LE BOUT DE BRIE						
Energie relevée consommée (kWh)				607	989	62,9%
Energie facturée consommée (kWh)					1 358	
Consommation spécifique (Wh/m3)				511	390	-23,7%
Volume pompé (m3)				1 188	2 538	113,6%
Temps de fonctionnement (h)				132	282	113,6%
PR_ST Sulpice - RUE DE LA VALLEE						
Energie relevée consommée (kWh)				7 307	3 681	-49,6%
Energie facturée consommée (kWh)					8 465	
Consommation spécifique (Wh/m3)				108	41	-62,0%
Volume pompé (m3)				67 452	90 510	34,2%
Temps de fonctionnement (h)				3 212	4 310	34,2%
PR_ST Sulpice - RUE DE TROUSSENCOURT						
Energie relevée consommée (kWh)				1 627	845	-48,1%
Energie facturée consommée (kWh)					1 472	
Consommation spécifique (Wh/m3)				250	112	-55,2%
Volume pompé (m3)				6 520	7 550	15,8%
Temps de fonctionnement (h)				652	755	15,8%
PR_STE Genevieve - ROUTE DE MERU						
Energie relevée consommée (kWh)				5 726	3 350	-41,5%
Energie facturée consommée (kWh)					3 350	

Consommation spécifique (Wh/m3)				575	326	-43,3%
Volume pompé (m3)				9 955	10 285	3,3%
Temps de fonctionnement (h)				181	187	3,3%
PR_STE GENEVIEVE - ROUTE DE MORTEFONTAINE						
Energie relevée consommée (kWh)				93 723	102 896	9,8%
Energie facturée consommée (kWh)					92 729	
Consommation spécifique (Wh/m3)				2 003	602	-69,9%
Volume pompé (m3)				46 800	170 820	265,0%
Temps de fonctionnement (h)				2 600	2 628	1,1%
PR_STE GENEVIEVE - ROUTE NATIONALE1						
Energie relevée consommée (kWh)				340	254	-25,3%
Energie facturée consommée (kWh)					365	
Temps de fonctionnement (h)				45	43	-4,4%
PR_STE GENEVIEVE - RUE DE BEAUPREAU						
Energie relevée consommée (kWh)					492	
Energie facturée consommée (kWh)					6 145	
Consommation spécifique (Wh/m3)					22	
Volume pompé (m3)				25 128	22 752	-9,5%
Temps de fonctionnement (h)				698	632	-9,5%
PR_STE GENEVIEVE - RUE DES JARDINS						
Energie relevée consommée (kWh)				809	417	-48,5%
Energie facturée consommée (kWh)					865	
Consommation spécifique (Wh/m3)				281	110	-60,9%
Volume pompé (m3)				2 884	3 780	31,1%
Temps de fonctionnement (h)				206	270	31,1%
PR_STE GENEVIEVE - RUE DU 11 NOVEMBRE						
Energie relevée consommée (kWh)				1 203	786	-34,7%
Energie facturée consommée (kWh)					1 208	
Temps de fonctionnement (h)				109	156	43,1%
PR_STE GENEVIEVE - RUE PLACEAU						
Energie relevée consommée (kWh)				542	304	-43,9%
Energie facturée consommée (kWh)					491	
Temps de fonctionnement (h)				174	119	-31,6%
PR_THURY SOUS CLERMONT - FILLERVAL RUE DES VERRIERES						
Energie relevée consommée (kWh)				1 385	1 200	-13,4%
Energie facturée consommée (kWh)					1 242	
Consommation spécifique (Wh/m3)				249	208	-16,5%
Volume pompé (m3)				5 572	5 761	3,4%
Temps de fonctionnement (h)				796	823	3,4%
PR_THURY SOUS CLERMONT - RUE D'ANGY						
Energie relevée consommée (kWh)				460	1 058	130,0%
Energie facturée consommée (kWh)					1 113	

Consommation spécifique (Wh/m3)				83	173	108,4%
Volume pompé (m3)				5 560	6 110	9,9%
Temps de fonctionnement (h)				556	611	9,9%
PR_THURY SOUS CLERMONT - RUE DE LOMBARDIEY						
Energie relevée consommée (kWh)				1 293	452	-65,0%
Energie facturée consommée (kWh)					442	
Consommation spécifique (Wh/m3)				1 890	507	-73,2%
Volume pompé (m3)				684	891	30,3%
Temps de fonctionnement (h)				76	99	30,3%
PR_THURY SOUS CLERMONT - RUE D'EN HAUT						
Energie relevée consommée (kWh)				422	386	-8,5%
Energie facturée consommée (kWh)					580	
Consommation spécifique (Wh/m3)				120	79	-34,2%
Volume pompé (m3)				3 510	4 860	38,5%
Temps de fonctionnement (h)				195	270	38,5%
PR_ULLY ST GEORGES - ROUTE DE MOUY						
Energie relevée consommée (kWh)				12 747	11 407	-10,5%
Energie facturée consommée (kWh)					11 237	
Consommation spécifique (Wh/m3)				140	121	-13,6%
Volume pompé (m3)				91 168	94 080	3,2%
Temps de fonctionnement (h)				1 628	1 680	3,2%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE COUPIN						
Energie relevée consommée (kWh)				1 392	807	-42,0%
Energie facturée consommée (kWh)					1 416	
Consommation spécifique (Wh/m3)				196	97	-50,5%
Volume pompé (m3)				7 095	8 294	16,9%
Temps de fonctionnement (h)				645	754	16,9%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE COUTURE GALLIEN						
Energie relevée consommée (kWh)				1 214	681	-43,9%
Energie facturée consommée (kWh)					645	
Consommation spécifique (Wh/m3)				343	117	-65,9%
Volume pompé (m3)				3 536	5 840	65,2%
Temps de fonctionnement (h)				442	730	65,2%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE JANVILLE						
Energie relevée consommée (kWh)				1 580	1 046	-33,8%
Energie facturée consommée (kWh)					1 081	
Consommation spécifique (Wh/m3)				187	202	8,0%
Volume pompé (m3)				8 463	5 177	-38,8%
Temps de fonctionnement (h)				273	167	-38,8%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE LA CAVÉE DE LA VILLE						
Energie relevée consommée (kWh)				3 976	2 532	-36,3%
Energie facturée consommée (kWh)					4 431	

Consommation spécifique (Wh/m3)				310	127	-59,0%
Volume pompé (m3)				12 830	19 870	54,9%
Temps de fonctionnement (h)				1 283	1 987	54,9%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE LA FOSSE						
Energie relevée consommée (kWh)				9 609	4 311	-55,1%
Energie facturée consommée (kWh)					7 464	
Consommation spécifique (Wh/m3)				427	189	-55,7%
Volume pompé (m3)				22 490	22 815	1,4%
Temps de fonctionnement (h)				1 730	1 755	1,4%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE LA VIERGE						
Energie relevée consommée (kWh)				3 567	2 134	-40,2%
Energie facturée consommée (kWh)					3 803	
Consommation spécifique (Wh/m3)				259	181	-30,1%
Volume pompé (m3)				13 783	11 774	-14,6%
Temps de fonctionnement (h)				1 969	1 682	-14,6%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DU MOULIN D'EN BAS						
Energie relevée consommée (kWh)				467	455	-2,6%
Energie facturée consommée (kWh)					452	
Consommation spécifique (Wh/m3)				309	403	30,4%
Volume pompé (m3)				1 510	1 130	-25,2%
Temps de fonctionnement (h)				151	113	-25,2%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE LOUISE						
Energie relevée consommée (kWh)				3 000	730	-75,7%
Energie facturée consommée (kWh)					1 218	
Consommation spécifique (Wh/m3)				574	128	-77,7%
Volume pompé (m3)				5 224	5 704	9,2%
Temps de fonctionnement (h)				653	713	9,2%
PR_ULLY ST GEORGES - RUE TENNIN						
Energie relevée consommée (kWh)				623	608	-2,4%
Energie facturée consommée (kWh)					601	
Consommation spécifique (Wh/m3)				358	332	-7,3%
Volume pompé (m3)				1 740	1 830	5,2%
Temps de fonctionnement (h)				290	305	5,2%
PR_VILLERS ST SEPULCRE - RUE DE FRESNOY						
Energie relevée consommée (kWh)				8 074	8 311	2,9%
Energie facturée consommée (kWh)					12 824	
Consommation spécifique (Wh/m3)				274	122	-55,5%
Volume pompé (m3)				29 450	68 324	132,0%
Temps de fonctionnement (h)				950	2 204	132,0%
PR_VILLERS ST SEPULCRE - RUE ST LAURENT						
Energie relevée consommée (kWh)				4 095	2 588	-36,8%
Energie facturée consommée (kWh)					4 460	

Consommation spécifique (Wh/m3)				178	94	-47,2%
Volume pompé (m3)				22 953	27 678	20,6%
Temps de fonctionnement (h)				1 093	1 318	20,6%
PR_VILLERS ST SEPULCRE - SALLE POLYVALENTE						
Energie relevée consommée (kWh)					2 588	
Energie facturée consommée (kWh)					4 460	
Temps de fonctionnement (h)				36	39	8,3%

Autres installations assainissement

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Bassin d'Orage - NOAILLES - RUE DU LARRIS						
Energie relevée consommée (kWh)					49 401	
Energie facturée consommée (kWh)					49 399	

CONSOMMATION DE RÉACTIFS

Usine de dépollution - File Eau

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Station d'Epuration d'Abbecourt						
Chlorure ferrique (kg)				5 243	4 247	-19,0%
Station d'Epuration de Boran						
Chlorure ferrique (kg)				5 515	8 104	46,9%
Station d'Epuration de Hermes						
Chlorure ferrique (kg)				14 400	4 896	-66,0%
Station d'Epuration de Hondainville						
Chlorure ferrique (kg)				324	1 440	344,4%
Station d'Epuration d'Ully Saint Georges						
Chlorure ferrique (kg)				9 412	6 970	-25,9%

Usine de dépollution - File Boue

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Station d'Epuration d'Abbecourt						
Polymère (kg)				124	315	154,0%
Station d'Epuration de Boran						
Polymère (kg)				75	484	545,3%
Station d'Epuration de Hermes						
Polymère (kg)				6 684	7 301	9,2%
Station d'Epuration de Hondainville						

Polymère (kg)				360	250	-30,6%
Station d'Epuration de Saint Sulpice						
Polymère (kg)				300	308	2,7%
Station d'Epuration d'Ully Saint Georges						
Polymère (kg)				1 625	1 304	-19,8%

5.6. INVENTAIRE DES INSTALLATIONS ET RÉSEAUX

Usines de dépollution	Capacité épuration en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
Station d'Épuration d'Abbecourt	90	1 500	225
Station d'Épuration de Boran	195	3 250	450
Station d'Épuration de Hermes	1 200	20 000	3 000
Station d'Épuration de Hondainville	132	2 200	330
Station d'Épuration de Saint Sulpice	60	1 000	150
Station d'Épuration d'Ully Saint Georges	240	4 000	600
Capacité totale :	1 917	31 950	4 755

Capacité épuration en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_ABBECOURT - GRANDE RUE	Non	9
PR_ABBECOURT - RD1001	Non	8
PR_ABBECOURT - RUE DE COURCELLES	Non	12
PR_ABBECOURT - RUE DU BACHINET	Non	8
PR_ABBECOURT - RUE DU PONT AU BRAY	Non	7
PR_BERTHECOURT - RUE CURIE	Oui	21
PR_BERTHECOURT - RUE LEVASSEUR	Non	50
PR_BORAN_SARAILLE	Non	
PR_CHAMBLY_ ANCIEN_MOULIN	Non	
PR_CHAMBLY_CHEMIN DU MOULIN A DRAPS	Non	
PR_CHAMBLY_COUBERTIN	Non	
PR_CHAMBLY_DEFLANDRE	Non	
PR_CHAMBLY_ETNA	Non	
PR_CHAMBLY_EUGENE_MATHIEU	Non	
PR_CHAMBLY_FRANCOIS TRUFFAUT	Non	
PR_CHAMBLY_JEAN RENOIR GRAND FRAIS	Non	
PR_CHAMBLY_NOZ	Non	
PR_CHAMBLY_PLACE DE L'EGLISE	Non	
PR_CHAMBLY_POINTES_ZI	Non	
PR_CHAMBLY_RUE ACATE	Non	
PR_CHAMBLY_RUE JULES GUESDE	Non	
PR_CHAMBLY_SIDONIE SPILER	Non	
PR_DIP_CHAMBLY_D105 L'ESCHES	Non	
PR_DIP_CHAMBLY_RUE DES GRANDS PRES	Non	
PR_HONDAINVILLE - RUE DE ST AGNAN	Non	15

PR_HONDAINVILLE - RUE DU CHATEAU VERT	Non	35
PR_LACHAPELLE ST PIERRE - CR4	Non	28
PR_LACHAPELLE ST PIERRE - RUE BOIS MOREL	Non	14
PR_LACHAPELLE ST PIERRE - RUE DE NOVILLERS	Non	18
PR_LACHAPELLE ST PIERRE - RUE RICHEMONT	Non	33
PR_MORTEFONTAINE_BASSIN	Non	
PR_MORTEFONTAINE_HARLAC	Non	
PR_MORTEFONTAINE_LANDES	Non	
PR_MORTEFONTAINE_STADE	Non	
PR_NOAILLES - ALLEE DU CLOS DE LONGVILLERS	Non	24
PR_NOAILLES - LARRIS	Non	
PR_NOAILLES - RUE DE CALAIS	Non	25
PR_NOAILLES - SIMONNET RUE DE PARIS	Non	20
PR_NOVILLERS_COULTURES	Non	
PR_NOVILLERS_EGLISE	Non	
PR_NOVILLERS_EPINETTE	Non	
PR_NOVILLERS_MARE_OVILLERS	Non	
PR_(sous pression)_VILLERS ST SEPULCRE - CHEMIN DU MARAIS	Non	
PR_(sous pression)_VILLERS ST SEPULCRE - Chemin du Marais (Station)	Non	
PR_(sous pression)_VILLERS ST SEPULCRE - RUE DE HEZ	Non	
PR_(sous pression)_VILLERS ST SEPULCRE - RUE DE LA GARE	Non	
PR_(sous pression)_VILLERS ST SEPULCRE - RUE MESSIRE DENIS	Non	
PR_ST SULPICE - CHÂTEAU DE CRECY	Non	7
PR_ST SULPICE - LE BOUT DE BRIE	Non	9
PR_ST SULPICE - RUE DE LA VALLEE	Non	21
PR_ST SULPICE - RUE DE TROUSSENCOURT	Non	10
PR_STE GENEVIEVE - ROUTE DE MERU	Non	55
PR_STE GENEVIEVE - ROUTE DE MORTEFONTAINE	Oui	65
PR_STE GENEVIEVE - ROUTE NATIONALE1	Non	
PR_STE GENEVIEVE - RUE DE BEAUPREAU	Oui	36
PR_STE GENEVIEVE - RUE DES JARDINS	Oui	14
PR_STE GENEVIEVE - RUE DU 11 NOVEMBRE	Non	
PR_STE GENEVIEVE - RUE PLACEAU	Non	
PR_THURY SOUS CLERMONT - FILLERVAL RUE DES VERRIERES	Non	7
PR_THURY SOUS CLERMONT - RUE D'ANGY	Oui	10
PR_THURY SOUS CLERMONT - RUE DE LOMBARDIEY	Oui	9
PR_THURY SOUS CLERMONT - RUE D'EN HAUT	Oui	18
PR_ULLY ST GEORGES - ROUTE DE MOUY	Oui	56
PR_ULLY ST GEORGES - RUE COUPIN	Oui	11
PR_ULLY ST GEORGES - RUE COUTURE GALLIEN	Oui	8
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE JANVILLE	Oui	31
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE LA CAVEE DE LA VILLE	Oui	10

PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE LA FOSSE	Oui	13
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE LA VIERGE	Oui	7
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DU MOULIN D'EN BAS	Oui	10
PR_ULLY ST GEORGES - RUE LOUISE	Oui	8
PR_ULLY ST GEORGES - RUE TENNIN	Oui	6
PR_VILLERS ST SEPULCRE - RUE DE FRESNOY	Oui	31
PR_VILLERS ST SEPULCRE - RUE ST LAURENT	Non	21
PR_VILLERS ST SEPULCRE - SALLE POLYVALENTE	Non	

Autres installations

Bassin d'Orage - NOAILLES - RUE DU LARRIS

5.7. RÉSEAUX

INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX [P202.2]

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2020	2021	2022	2023	2024
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux				39	39

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		87,6 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	13
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	11
Total Parties A et B		45	39
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	
VP260	Localisation des autres interventions	10	
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	
VP262	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	
Total:		120	39

INVENTAIRES DES RÉSEAUX

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)				217,6	217,6	0,0%
Canalisations eaux usées (ml)				171 950	171 950	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>				141 076	141 076	0,0%
<i>dont refoulement (ml)</i>				30 874	30 874	0,0%
Canalisations unitaires (ml)				8 011	8 011	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>				8 011	8 011	0,0%
Canalisations eaux pluviales (ml)				37 673	37 673	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>				37 673	37 673	0,0%
Branchements						
Ouvrages annexes						
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs				343	343	0,0%
Nombre de regards				5 980	5 980	0,0%
Nombre de déversoirs d'orage				5	5	0,0%

RENOUVELLEMENT DES CANALISATIONS

Canalisations	2020	2021	2022	2023	2024
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)				179 961	179 961
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)				0	0

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)				0,00	0,00
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)				179 961	179 961
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)				0	0
Longueur renouvelée totale (ml)				0	0

OPÉRATIONS DE MAINTENANCE DES RÉSEAUX ET BRANCHEMENTS

Interventions d'inspection et de contrôle	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)				4 406	931	-78,9%

Interventions de curage préventif	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau				26	29	11,5%
sur canalisations				26	29	11,5%
Longueur de canalisation curée (ml)				6 402	9 931	55,1%

Interventions curatives	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau				106	41	-61,3%
sur branchements				40	17	-57,5%
sur canalisations				66	24	-63,6%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)				1 255	325	-74,1%

POINTS NOIRS DU RÉSEAU DE COLLECTE

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau				3	3	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)				179 961	179 961	0,0%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km				1,67	1,67	0,0%

5.8. OPÉRATIONS DE RENOUVELLEMENT, DE MAINTENANCE ET TRAVAUX RÉALISÉS

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
Station d'Épuration de Boran		
File Eau - Prétraitement		
Turbine	Rénovation	Compte
File Eau - Rejet Eau		
Mesure Débit Sortie	Rénovation	Compte
Station d'Épuration de Hermes		
File Eaux Usées - Arrivée Eau Brute		
Préleveur Arrivée EB	Rénovation	Compte
OBURATEUR ARRIVEE EB BACHE POINT HAUT 2	Rénovation	Compte
File Eaux Usées-Dégrillage et Compactage Refus		
Dégrilleur Incliné A	Rénovation	Compte
Dégrilleur Incliné B	Rénovation	Compte
Contrôle/Commande - Unité de Contrôle / Commande		
Armoire de Commande	Rénovation	Compte
Station d'Épuration de Hondainville		
File Eaux Usées - Prétraitement		
Aéroflot	Rénovation	Compte
File Eaux Usées - Recirculation des Boues		
Pompe de Recirculation 1	Rénovation	Compte
Vanne Murale Puits à Boues	Rénovation	Compte
Station d'Épuration d'Uilly Saint Georges		
File Eaux Usées - Traitement Bio à Boues Activées		
Agitateur Aérobie	Rénovation	Compte
File Eaux Usées - Rejet Eaux Epurées		
Debimètre Sortie Station	Rénovation	Compte
File Boues - Déshydratation		
Pompe Gaveuse	Rénovation	Compte
Produits de Ttmt - Polymère Liquide Cationique		
Agitateur Polymère	Rénovation	Compte
Contrôle/Commande - Unité de Contrôle / Commande		
Armoire de Commande	Rénovation	Compte
Bâche Point Haut N°2 à HERMES - CHEMIN DU MOUCHY		
SE-----		
Compresseur Air	Rénovation	Compte
Bassin d'Orage - NOAILLES - RUE DU LARRIS		

SE-----		
TAMPON	Rénovation	Compte
PR_ABBECOURT - GRANDE RUE		
SE-----		
Pompe de Relèvement 1	Rénovation	Compte
Huisserie	Rénovation	Compte
PR_BERTHECOURT - RUE CURIE		
SE-----		
Hydrauliques	Rénovation	Compte
PR_CHAMBLY_DEFLANDRE		
SE-----		
Pompe de Relèvement 1	Rénovation	Compte
Pompe de Relèvement 2	Rénovation	Compte
PR_MORTEFONTAINE_STADE		
SE-----		
DEGRILLEUR	Rénovation	Compte
PR_NOAILLES - RUE DE CALAIS		
SE-----		
Pompe de Relèvement 1	Rénovation	Compte
Pompe de Relèvement 2	Rénovation	Compte
Tampon de Fermeture	Rénovation	Compte
PR_NOVILLERS_EPINETTE		
SE-----		
Pompe de Relèvement 2	Rénovation	Compte
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE JANVILLE		
Présent PPR absent VAMS		
Pompe de Relèvement 2	Rénovation	Compte
PR_ULLY ST GEORGES - RUE DE LA VIERGE		
SE-----		
Pompe de Relèvement 2	Rénovation	Compte
PR_VILLERS ST SEPULCRE - RUE DE FRESNOY		
SE-----		
Pompe de Relèvement 1	Rénovation	Compte
PR_(SP)_VILLERS ST SEPULCRE - Chem Marais Station		
SE-----		
Sécheur d'Air	Rénovation	Compte
PR_ST SULPICE - RUE DE LA VALLEE		
SE-----		
Pompe de Relèvement 1	Rénovation	Compte
Pompe de Relèvement 2	Rénovation	Compte
Hydrauliques	Rénovation	Compte

RENOUVELLEMENT PATRIMOINE RÉSEAUX

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
TAMPONS DE REGARD	21	Compte

TRAVAUX NEUFS DÉLÉGATAIRE INSTALLATIONS

Installations électromécaniques	Réalisé dans l'exercice
INVESTISSEMENTS	
INVEST 2024	
CLASSE A	X

5.9. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR SATISFACTION

CONSOMMATEURS ET ASSIETTE DE LA REDEVANCE

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis				2 393	5 489	129,4%
Abonnés sur le périmètre du service				2 393	5 489	129,4%
Assiette de la redevance (m3)				196 394	1 217 530	519,9%
Effluent collecté sur le périmètre du service				196 394	1 217 530	519,9%

LES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA RELATION CONSOMMATEURS

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client				21	34	61,9%
Nombre annuel de demandes d'abonnement				175	348	98,9%
Taux de mutation				7,4 %	6,4 %	-13,5%

DONNÉES ÉCONOMIQUES

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux d'impayés				5,14 %	2,40 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)				54 438	75 319
Montant facturé N - 1 en € TTC				1 058 590	3 140 391

	2020	2021	2022	2023	2024
Assiette totale (m3)				196 394	1 217 530

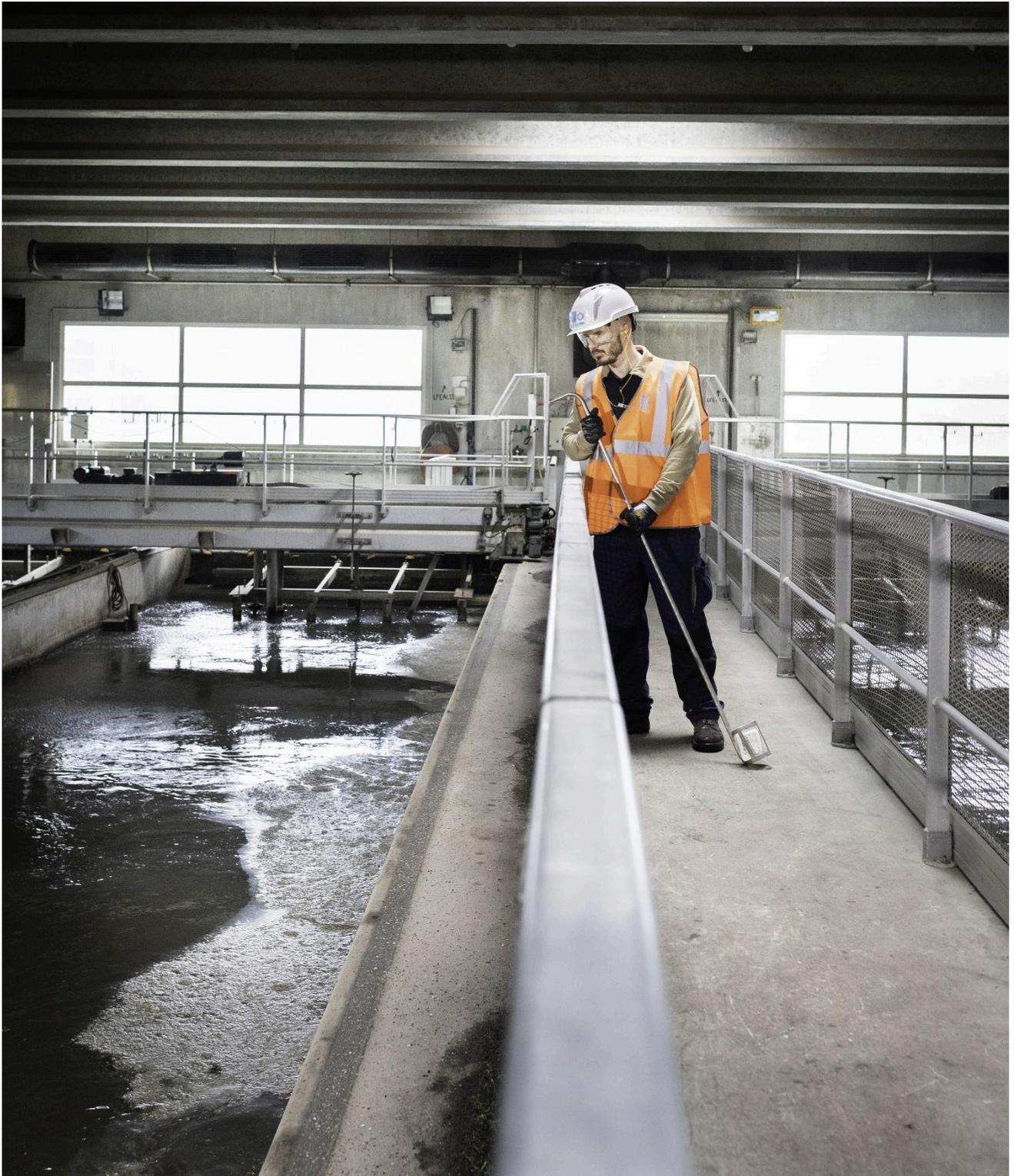
	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année				149	249

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1

ABBECOURT						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				847	871	2,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					352	
Assiette de la redevance (m3)					25 634	
BERTHECOURT						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				1 649	1 628	-1,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis				656	656	0,0%
Assiette de la redevance (m3)				55 386	74 199	34,0%
BORAN SUR OISE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				2 174	2 173	-0,0%
Assiette de la redevance (m3)					170 164	
CHAMBLY						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				10 266	10 102	-1,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					1	
Assiette de la redevance (m3)					521 611	
HONDAINVILLE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				733	735	0,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					296	
Assiette de la redevance (m3)					24 582	
LACHAPELLE SAINT PIERRE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				860	851	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					382	
Assiette de la redevance (m3)					28 183	
MORTEFONTAINE EN THELLE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				1 028	1 002	-2,5%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					364	
Assiette de la redevance (m3)					30 712	
NOAILLES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				2 867	2 879	0,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					1	
Assiette de la redevance (m3)					91 110	
NOVILLERS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				367	364	-0,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					175	
Assiette de la redevance (m3)					11 827	
SAINT SULPICE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				1 132	1 128	-0,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis				327	331	1,2%
Assiette de la redevance (m3)				35 042	16 344	-53,4%
SAINTE GENEVIEVE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				3 423	3 494	2,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis				1 410	1 427	1,2%

Assiette de la redevance (m3)				105 966	111 637	5,4%
THURY SOUS CLERMONT						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				684	684	0,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					286	
Assiette de la redevance (m3)					27 969	
ULLY SAINT GEORGES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				1 926	1 942	0,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					814	
Assiette de la redevance (m3)					55 016	
VILLERS SAINT SEPULCRE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				1 038	1 025	-1,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					404	
Assiette de la redevance (m3)					28 542	

6. ANNEXES



6.1. DÉTAIL DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Données essentielles à publier

Deux arrêtés publiés le 22 mars 2024 ont modifié ceux du 22 décembre 2022 relatifs respectivement aux données essentielles des marchés publics et aux données essentielles des contrats de concession. Ils ont pour objet d'étendre le régime de déclaration des données essentielles aux actes d'exécution, pris après le 1er janvier 2024, relatifs aux marchés publics notifiés et aux contrats de concession conclus avant cette date.

Dans leur version antérieure, les arrêtés du 22 décembre 2022 ne soumettaient pas au nouveau régime des données essentielles les actes d'exécutions relatifs aux contrats de la commande publique notifiés ou conclus après le 1er janvier 2024. Dès lors, ces actes d'exécution restaient soumis au régime fixé par le précédent arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique, posant par là même des difficultés pratiques et techniques.

Afin de remédier à ces difficultés, les arrêtés du 18 mars 2024 précisent que les données essentielles relatives aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications (pour les marchés publics), et aux modifications et aux données d'exécution (pour les contrats de concession) des contrats de la commande publique notifiés ou conclus avant le 1^{er} janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022 susmentionnés. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mai.

- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404396A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404387A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession

Seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT

Cette exception pour les marchés de travaux de moins de 100 000 €, instaurée par un décret en date du 28 décembre 2022, devait prendre fin au 31 décembre 2024. Le décret n°2024-1217 du 28 décembre 2024 proroge cette exception jusqu'au 31 décembre 2025.

Ces dispositions sont également applicables aux lots qui portent sur des travaux dont le montant est inférieur à 100 000 € HT, à la condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

Toutefois, les acheteurs bénéficiant de cette exception ont toujours l'obligation de veiller à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

Simplification du droit de la commande publique

Le décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024, publié au Journal officiel du 31 décembre 2024, apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics, notamment :

- Les conditions de constitution et de modification de la composition de groupement dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue sont précisées (2142-3 du CCP) et rendues possibles sous réserve de :
 - o de disposer des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
 - o de ne pas porter atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
- Il relève de 10 % à 20 % (3114-5 du CCP) la part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession. Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise (2191-33 du CCP). Enfin, il intègre les mesures réglementaires d'application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne).

Services publics locaux

Modifications de principales instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales au 1er janvier 2025

Les instructions budgétaires et comptables M4 et M57 ont été modifiées à compter du 1er janvier 2025 en particulier pour tenir compte de la réforme des redevances des Agences de l'eau par un arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics industriels et commerciaux et arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs. Les modifications portent en particulier sur la création de nouveaux comptes de redevances eau et assainissement

Etablissement des budgets verts locaux

Conformément à l'article 191 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023, les collectivités doivent présenter un état annexé au compte administratif ou au compte financier unique intitulé "Impact du budget pour la transition écologique" pour les budgets principaux et les budgets annexes soumis aux instructions budgétaire et comptables M57 et M4 pour les collectivités et leurs groupements de plus de 3 500 habitants. Le décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 précise les modalités de mise en œuvre de cette obligation.

Ainsi, à partir de l'exercice 2024 la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour certaines dépenses comme par exemple les réseaux de voirie, installations de voirie. Dès l'exercice 2025, la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour toutes les dépenses réelles d'investissement (sauf annuités d'emprunt à l'exception de celles liées à la part investissements des marchés de partenariat).

Les objectifs de transition écologique correspondent aux 6 axes suivants : atténuation du changement climatique ; adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ; gestion des ressources en eau ; transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ; préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

Service public de l'assainissement

Réforme des redevances des agences de l'eau

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, ...).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obère toute possibilité de modulation de cette redevance.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par six arrêtés, à savoir :

- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024), modifié par l'arrêté du 20 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024), relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- L'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 (JO du 20 juillet 2024), lui-même complété par l'arrêté du 24 décembre 2024 (JO du 1er janvier 2025), relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 (JO du 16 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, qui porte spécifiquement que les rejets des activités industrielles ;
- L'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).
- L'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024) est venu modifier et mettre à jour l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement pour le rendre compatible avec le nouveau cadre réglementaire encadrant désormais les redevances.
- Une instruction dédiée aux préfets, en date du 4 décembre 2024, est venue préciser les points essentiels de cette réforme des redevances sur lesquels les services de l'Etat et des collectivités locales se devaient de se mobiliser.

A noter que le décret 2025-66 du 24 janvier 2025 (JO du 25 janvier 2025) a modifié certaines dispositions du précédent décret 2024-787 du 9 juillet 2024, a corrigé certaines erreurs rédactionnelles et en a précisé d'autres comme **le remplacement de la notion de « charge brute de pollution organique » par la « capacité nominale de traitement » pour les stations d'épuration.**

Gestion quantitative de la ressource en eau et recours aux eaux non-conventionnelles

Dans la continuité du Plan Eau adopté fin mars 2023, plusieurs instructions et arrêtés sont venus préciser durant l'année 2024 les modalités de gestion quantitative et de partage de la ressource en eau.

- L'instruction du 18 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau a été publiée le 8 janvier 2024. Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau. En particulier, elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre hydrique, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin. Elle détaille la nécessaire articulation entre les

différents outils de gestion de la ressource en eau (SAGE, PTGE, etc.) pour atteindre le retour à l'équilibre.

- L'instruction interministérielle du 1er juillet 2024 (BO du 9 juillet 2024) précise les actions du Plan Eau, parmi les 53 mesures de ce plan, qui doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. Aussi l'objet de cette instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
- L'arrêté du 3 juillet 2024 (JO du 6 juillet 2024) modifie l'arrêté du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction à mettre en œuvre en période de sécheresse dans les ICPE. Dans un souci de simplification, il modifie le site internet sur lequel l'exploitant transmet ses consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse. Il précise que les réductions doivent être appliquées sur les prélèvements dans les ressources qui sont concernées par la sécheresse. Il apporte également des modifications concernant la déduction d'un volume de « sécurité » du volume de référence auquel l'exploitant doit appliquer des réductions de sa consommation d'eau en cas de sécheresse.
- Le décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 (JO du 4 décembre 2024) révisé les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage). Créé par la loi sur l'eau de 1992, cet outil de planification essentiel à la gestion locale de l'eau est adapté par ce décret pour répondre aux nouveaux enjeux, notamment du changement climatique et aux épisodes de rareté de la ressource en eau. Ce décret vise à accélérer l'élaboration des SAGE en resserrant, notamment, les liens entre le SAGE et les documents d'urbanisme et les trajectoires des prélèvements sur un territoire.

D'autre part, le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc.) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- **Le décret 2024-33 du 24 janvier 2024** (JO du 25 janvier 2024) puis **le décret 2024 - 769 du 8 juillet 2024** (JO du 9 juillet 2024) fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire. Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- **Le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024** (JO du 13 juillet 2024) encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques. Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.

Enfin, sur le plan européen, le règlement délégué du 11 mars 2024 (JOUE du 20 juin 2024) complète le règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil. Il apporte des spécifications techniques pour la gestion des risques liés à l'irrigation des cultures.

Révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991

La révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 EH , avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, pour les stations de plus de 150 000 EH et de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;
- un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH ;

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

Repérage de l'amiante avant travaux

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers. Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1er juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

Cet arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

Ce texte parachève le corpus réglementaire lié au risque amiante également actualisé par différentes publications et recommandations.

Nous attirons notamment votre attention sur une publication en 2024 par l'INRS de mesures de l'empoussièrement en amiante généré par la technique d'hydrocurage. Il s'en est suivi de nouvelles préconisations de prévention qui impacteront les services d'assainissement.

Travaux à proximité des réseaux

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1er janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre 2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Par une décision du 30 janvier 2024 (BO du 17 février 2024), le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement a vu ses annexes complétées de nouvelles fiches techniques.

L'arrêté du 7 mai 2024 (JO du 22 mai 2024) est venu fixer fixe, pour l'année 2024, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Ineris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Trois arrêtés en date du 5 juillet 2024 ont été publiés au JO du 7 juillet 2024 :

- un premier arrêté précise les normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension ;
- un second arrêté porte sur les conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail ;
- le troisième arrêté porte spécifiquement sur la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains.

Protection et surveillance des masses d'eau

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') a jalonné l'actualité 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique. En avril 2024, le gouvernement a publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues.

A l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023), le plan est susceptible de se traduire dans un avenir proche par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des effluents et boues issus des stations d'épuration urbaines, dans la continuité des démarches déjà effectives de Recherche/Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE)

Par ailleurs, un avis publié au JO du 6 octobre 2024 est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, et conformément à l'arrêté du 26 juin 2023. Cet avis liste les méthodes analytiques, et les normes associées, des couples « élément de qualité biologique - méthode » à appliquer ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

Transition énergétique & environnementale

Autorisation environnementale

Promulguée en octobre 2023, la loi Industrie verte vise à accélérer la réindustrialisation du pays, dans le respect de l'environnement. Afin de traduire cette ambition, deux décrets ont été pris en application de cette loi pour accélérer la libération de foncier industriel et l'implantation de nouvelles usines, notamment via la réduction des délais d'examen des demandes d'autorisation environnementale. Une instruction ministérielle est venue compléter ultérieurement le dispositif mis en place.

Le décret n° 2024-704 du 5 juillet 2024 permet tout d'abord la mise en œuvre des accélérations de certaines procédures d'urbanisme ou environnementales pour des projets industriels stratégiques. Plus précisément :

- Il définit la liste des secteurs des technologies favorables au développement durable pour lesquels les projets industriels sont rendus explicitement éligibles à la procédure de déclaration de projet prévue par l'article L.300-6 du code de l'urbanisme. Ainsi, parmi ces secteurs, est mentionné celui des technologies de décarbonation du bâtiment, celui des technologies de production, de réseau et de stockage de l'énergie bas-carbone ou encore celui du recyclage des déchets de matériaux.
- Il détaille les informations à fournir pour se voir reconnaître de manière anticipée la raison impérieuse d'intérêt public majeur (RIIPM), au sens de l'article L.411-2 du code de l'environnement, pour des projets industriels visés par une déclaration d'utilité publique, identifiés par décret comme projet d'intérêt national majeur (PINM) ou faisant l'objet d'une déclaration de projet au sens du code de l'urbanisme.
- Enfin, le décret précise que le préfet sera l'autorité compétente pour autoriser les travaux, installations, constructions et aménagement d'un projet industriel qualifié par décret de projet d'intérêt national majeur pour la transition écologique ou la souveraineté nationale (article R* 422-2 i) du code de l'urbanisme).

Ensuite, **le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024** permet, à travers des dispositions clés, de réduire les délais d'implantation industrielle et de favoriser la libération de fonciers industriels. Plus précisément :

- Il accélère l'examen des demandes d'autorisation environnementale. En application du nouvel article L. 181-10-1 du code de l'environnement dans sa rédaction issue de la Loi Industrie Verte, la phase d'enquête publique est, sauf exception, remplacée par une procédure de consultation du public parallélisée menée sous le contrôle du commissaire enquêteur. Cette consultation est désormais réalisée en parallèle de la phase d'examen de la demande par les services de l'Etat durant une période de 3 mois (portée à 4 mois lorsque l'avis de l'autorité environnementale est requis), là où ces deux étapes étaient précédemment conduites de manière successive sur une durée de 7 à 8 mois. D'autres délais de procédure sont par ailleurs raccourcis. A titre d'exemple, le pétitionnaire ne disposera plus que de 5 jours pour formuler des observations sur les remarques et propositions du public, contre les 15 jours prévus dans le cadre actuel de l'enquête publique. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 22 octobre 2024 et sont applicables aux demandes déposées à compter de cette date.
- Il améliore la gestion des cessations d'activité ICPE. Tout d'abord, le texte précise les conditions permettant à un exploitant, dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1er juin 2022, de bénéficier de la nouvelle procédure de cessation d'activité introduite par la loi d'accélération et de simplification de l'action publique (« Loi ASAP »). Le décret apporte également des précisions substantielles quant au contenu du mémoire de réhabilitation que l'exploitant est tenu de transmettre au Préfet. A ce titre, le traitement des sources de pollutions et des pollutions concentrées est rendu obligatoire (sauf dérogation encadrée), là

où cette pratique relevait jusqu'ici de la simple recommandation issue de la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017. Le décret modifie en outre l'ensemble des articles du code de l'environnement relatifs à la procédure de tiers demandeur afin, entre autres, de faciliter sa substitution à l'exploitant pour la mise en sécurité du site (en plus de sa réhabilitation). Le texte prévoit aussi le renforcement des exigences de garanties financières à constituer pour le tiers demandeur et ouvre la possibilité aux collectivités d'être leur propre assureur lorsqu'elles interviennent en tant que tiers demandeur. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 7 juillet 2024.

Enfin, l'**instruction ministérielle du 28 octobre 2024** (TECL2428215C) précise les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale, telle que réformée par la loi Industrie verte et le décret d'application n°2024-742 susvisé. En particulier :

- L'instruction rappelle le premier objectif qui est de réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. Aussi, la nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (Iota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais menées de concert, dès lors que le dossier est complet et régulier. Dans ce contexte, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale doit être menée dans un délai raisonnable (le texte précise que cette vérification n'est pas une instruction approfondie).
- Le second objectif est de consolider la participation du public. La nouvelle procédure (qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique) permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure. L'instruction rappelle, à ce titre, qu'il n'était auparavant consulté qu'en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités. Cette participation sera majoritairement dématérialisée, mais deux réunions publiques d'échanges (une d'ouverture et une de clôture) avec le porteur de projet doivent obligatoirement être organisées en présentiel. Une étroite collaboration du pétitionnaire est ainsi recommandée avec le commissaire enquêteur en appui à l'organisation de cette consultation. On relèvera à cet égard un arrêté du 18 novembre 2024 relatif aux caractéristiques du site internet prévu à l'article R. 181-36 du code de l'environnement, qui détermine les exigences du site internet dédié à la consultation publique de la nouvelle procédure d'autorisation environnementale.
- Un autre objectif affiché est celui d'améliorer la qualité des dossiers déposés. "Des dossiers de bonne qualité permettent une rapidité d'instruction et évitent de solliciter plusieurs fois les services de l'État au fil de compléments qui seraient nécessaires", explique l'instruction. L'instruction précise également que les dossiers doivent être proportionnés aux enjeux et, donc, ne comprendre que les informations nécessaires pour évaluer et justifier la prise en compte des enjeux. Le caractère synthétique des pièces permettrait ainsi de faciliter leur intelligibilité et favoriserait l'efficacité collective recherchée par la réforme.

Evaluation environnementale

Le décret n°2024-529 du 10 juin 2024 *portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets* a principalement pour objet d'augmenter les seuils à partir desquels certains projets, notamment les projets d'élevages intensifs, sont soumis à une obligation d'évaluation environnementale systématique.

Aussi, en dessous des nouveaux seuils fixés, les projets d'élevages intensifs seront soumis à évaluation environnementale, non plus systématiquement, mais au cas par cas. A noter également que le décret apporte quelques adaptations d'articles du code de l'environnement concernant l'autorisation environnementale et les ICPE. Ces évolutions ont été rendues applicables aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas ont été saisies à compter du 11 juin 2024.

Lutte contre les atteintes environnementales

Dans un contexte où les atteintes à l'environnement se multiplient, les pouvoirs publics entendent renforcer leur action en mettant en place des contrôles diligents et ciblés pour garantir le respect des réglementations environnementales, avec pour objectif une protection plus efficace des écosystèmes et de la biodiversité.

En ce sens, l'instruction du 2 janvier 2024 (TREL2328462J) précise la nouvelle stratégie nationale de contrôle en matière de police de l'eau et de la nature ("SNCPEN"). Elle abroge ainsi la note technique du 22 août 2017 qui fixait, jusqu'à présent, la doctrine de l'Administration sur le sujet.

Cette instruction fait suite à la mise en place, par un décret du 13 septembre 2023, de comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN) et de missions interservices de l'eau et de la nature (MISEN) dans chaque département. L'institutionnalisation de ces instances, éclairée par une précédente instruction en date du 16 septembre 2023, vise à favoriser les échanges d'informations entre les autorités administratives et judiciaires, puis leur exploitation.

Pour l'essentiel, le nouveau texte vient :

- clarifier le périmètre de la stratégie de contrôles en matière de polices de l'eau et de la nature,
- préciser la chaîne d'action depuis l'impulsion gouvernementale jusqu'au bilan annuel des résultats obtenus, et
- définir le cadre de travail pour améliorer les conditions du contrôle pour les contrôleurs et les contrôlés.

Par ailleurs, au niveau européen, une nouvelle directive sur la protection de l'environnement par le droit pénal est entrée en vigueur le 11 avril 2024, aux termes d'un long processus de révision. Elle vient remplacer la directive initiale adoptée en 2008, laquelle s'était révélée peu effective en pratique dans la lutte contre les atteintes à l'environnement. Pour l'essentiel :

- Le texte fait passer de neuf à vingt le nombre de comportements illicites et intentionnels, constitutifs d'infractions, que les États membres doivent intégrer dans leur corpus législatif. On notera, parmi les nouvelles infractions, "le captage et l'exploitation illégale des ressources en eau susceptible de causer des dommages substantiels à l'état écologique des masses d'eau".
- Le texte n'impose pas aux États membres la mise en place d'un crime d'écocide mais introduit «une infraction qualifiée» dans l'hypothèse où les comportements infractionnels entraîneraient : i) La destruction d'un écosystème d'une taille ou valeur considérable ou d'un habitat au sein d'un site protégé, ou des dommages étendus et substantiels irréversibles ou durables ; ii) Des dommages étendus et substantiels irréversibles ou durables à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
- S'agissant des sanctions pénales apportées aux infractions environnementales, le texte précise et durcit les sanctions. De fait, plusieurs sanctions principales et complémentaires sont détaillées et des sanctions minimales en matière d'emprisonnement sont instituées. A ces peines s'ajoutent, pour les personnes morales, des amendes dont le montant est proportionné à la gravité du comportement et à la situation financière de la personne morale

concernée, dont le texte prévoit toutefois un montant minimal à mettre en place par les États.

La nouvelle directive européenne devra être transposée dans les législations nationales de l'ensemble des États membres de l'Union européenne d'ici le 21 mai 2026. On soulignera, à cet égard, que le droit de l'environnement français contient déjà plusieurs dispositions répressives qui rappellent les infractions mises en place par le nouveau texte. En particulier, depuis la loi «*Climat et résilience* », l'article L. 231-3 du Code de l'environnement prévoit le délit d'écocide lorsque la pollution illégale des milieux marins ou aériens, qui entraîne des effets nuisibles graves et durables sur la santé, la flore ou la faune, est commise de façon intentionnelle.

ICPE

Face à l'importance de la sinistralité dans les installations de gestion des déchets, le ministère de la Transition écologique a renforcé les prescriptions en matière de prévention des incendies en prenant une succession d'arrêtés fin 2023 (pour les installations soumises au régime de l'enregistrement et les installations soumises à autorisation) et début 2024 (pour les installations soumises à déclaration).

Ainsi, l'arrêté du 8 janvier 2024 (TREP2330764A), qui modifie les prescriptions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration, s'inscrit dans cette volonté de réforme.

En premier lieu, le nouveau texte modifie :

- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

Au sein de ces arrêtés, il introduit des exigences, applicables à compter du 1er janvier 2025, en ce qui concerne le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques. A ce titre, il prévoit que ces déchets susceptibles de contenir des batteries au lithium doivent être séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutention.

En second lieu, il modifie :

- l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°s 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718.

Les modifications consistent à introduire de nouvelles exigences qui seront mises en place progressivement (certains entrèrent en vigueur en juillet 2024, d'autres en janvier 2025, et les dernières en janvier 2026). Parmi les exigences à mettre en œuvre le plus tôt possible, on notera l'obligation pour l'exploitant de réaliser et tenir à jour un plan de défense contre l'incendie dont le texte fixe le contenu minimum. De même, il doit organiser un exercice de défense contre l'incendie, lequel doit être renouvelé au moins tous les trois ans.

Notons qu'un arrêté du 4 juin 2024 (TREP2412145A) a ultérieurement corrigé certaines incohérences et erreurs rédactionnelles introduites par les textes de fin 2023 et début 2024.

IOTA

Par un arrêté du 3 juillet 2024 (TREL2418343A), le Gouvernement a simplifié les conditions de création de plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est inférieure à un hectare. En effet, le nouveau texte modifie la rédaction de l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Pour rappel, la création de plans d'eau, permanents ou non est soumise : soit à un régime d'autorisation pour les plans d'eau dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; soit à un régime de déclaration pour ceux dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha. Lorsque la création d'un plan d'eau est prévue en zone humide, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 prévoit des conditions spécifiques :

- La création du plan d'eau répond à un intérêt général majeur ou les bénéfices escomptés du projet en matière de santé humaine, de maintien de la sécurité pour les personnes ou de développement durable l'emportent sur les bénéfices pour l'environnement et la société liés à la préservation des fonctions de la zone humide, modifiées, altérées ou détruites par le projet ;
- Les objectifs bénéfiques poursuivis par le projet ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés, être atteints par d'autres moyens constituant une option environnementale sensiblement meilleure ;
- Les mesures de réduction et de compensation de l'impact qui ne peut pas être évité, sont prises en visant la plus grande efficacité.

Avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 3 juillet 2024, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 s'appliquait à tous les plans d'eau en zone humide. Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du 3 juillet 2024, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 ne s'applique qu'aux plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est supérieure ou égale au seuil d'autorisation de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, soit un hectare. Par conséquent, la création de plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est inférieure à un hectare demeure soumise à déclaration mais n'est plus soumise au respect des conditions de l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021.

Encadrement des émissions chimiques

Dans une communication publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 26 avril 2024, la Commission européenne est venue préciser les critères et les principes directeurs de la notion "d'utilisations essentielles" d'une substance chimique. Ces critères permettent d'évaluer s'il est justifié, d'un point de vue sociétal, d'utiliser les substances les plus nocives. Dans les cas où l'utilisation est nécessaire pour la santé et/ou la sécurité et/ou si elle est essentielle au fonctionnement de la société, et s'il n'existe pas de solutions de remplacement acceptables, une substance chimique peut continuer à être utilisée à cette fin pendant un certain temps, précise ainsi l'exécutif européen.

Par ailleurs, en France, les PFAS restent au cœur des préoccupations sanitaires et environnementales :

- L'arrêté du 31 octobre 2024 (TECP2429403A) a introduit de nouvelles exigences en matière d'analyse des PFAS dans les émissions atmosphériques de certaines installations de traitement de déchets. Ses dispositions sont entrées en vigueur le 11 novembre 2024. L'arrêté concerne les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation au titre des rubriques: 2770 (Traitement thermique de déchets dangereux) ; 2771 (Traitement thermique de déchets non dangereux); 2971 (Production d'énergie à partir de déchets non dangereux préparés) ; 3520 (Incinération ou co-incinération de déchets). Les exploitants des installations précitées doivent désormais réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses portant sur 49 substances PFAS spécifiquement listées. *"Cette action vise à vérifier que l'incinération permet bien la destruction des substances PFAS contenues dans les déchets, et améliorer les connaissances globales sur la thermodégradation des PFAS"*, précisait le ministère de la Transition écologique lors de la mise en consultation publique du texte. Ces prélèvements et analyses sont encadrés (réalisation par des organismes accrédités, respect d'une certaine durée, etc.) et les délais de réalisation des campagnes de prélèvement varient en fonction du type d'installations (de fin octobre 2025 pour certaines, à avril 2028 pour d'autres). Les exploitants devront ensuite transmettre les résultats commentés de la campagne de prélèvements et d'analyses ainsi qu'une copie du rapport d'essais complet à l'inspection des installations classées (article 6).

Par ailleurs, l'instruction ministérielle du 3 décembre 2024 (TCEP2421014) a défini les actions nationales 2025 de l'inspection des installations classées, qui sont au nombre de cinq : libération du foncier industriel, maîtrise des risques accidentels, installations de combustion, lutte contre le trafic de déchets et plan d'action interministériel « PFAS ».

S'agissant plus particulièrement du plan d'action interministériel "PFAS", sont ciblées les actions suivantes:

- Concernant les rejets aqueux industriels : les exploitants d'ICPE doivent, dans la continuité de l'action nationale 2024, définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS dans les rejets aqueux industriels, et l'inspection devra en contrôler la bonne mise en œuvre.
- Concernant les mousses anti-incendie : l'inspection devra aussi se pencher sur les restrictions d'utilisation dans les mousses anti-incendie. L'action visera également à contrôler l'application des restrictions d'utilisation dans les émulseurs de certains composés de la famille des PFAS en vertu des règlements (UE) 2019/2021 sur les polluants organiques persistants (dit « POP ») et REACH.
- Concernant les boues des stations d'épuration des ICPE : l'action engagera également le suivi de la quantité de PFAS, pour les substances pour lesquelles une méthodologie de mesure est reconnue à date, présente dans les boues des stations d'épuration des ICPE et qui sont épandues comme matière fertilisante dans le cadre d'un plan d'épandage. L'objectif de 20 mesures au niveau national sera décliné en fonction de la répartition géographique des installations concernées.

6.2. ASSURANCES

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- **Assurance de responsabilité civile** : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- **Assurance de dommages aux biens** : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.3. CERTIFICATS ISO

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat

Certificate

N° 2015/69288.12

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse
21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN
572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-11

Jusqu'au
until

2027-11-10

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probative value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flissez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

Sur ce certificat électronique, vous disposez de 30 jours à compter de la date de signature de la certification de l'entreprise.
This document certifies the existence of the certification system implemented by the company.
Apostrophe: D'AFNOR Certification. Le Certificat de Conformité de Management. Permis d'appeler au service client.
D'AFNOR Certification et D'AFNOR Management System Certification. D'AFNOR Certification et D'AFNOR Management System Certification.
AFNOR Certification est agréé par l'Administration. AFNOR est enregistré (registre n° 0311111111 - 0311111111)



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probative value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Ce certificat électronique, consultable sur <https://afnor.com>, fait foi en l'absence de la certification de l'original. The electronic certificate only, available at <https://afnor.com>, stands in evidence that the company is certified. Accreditation: COFRAC n° 4-021, Certification de Système de Management. Fiche disponible sur <https://afnor.com>. COFRAC acreditado n° 4-021, Management System Certification. Ficha disponible en <https://afnor.com>. AFAC est une marque déposée. AFAC is a registered trademark. - CERTIF 1996 n° 07-2020

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 16 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org





Certificat

Certificate

N° 2015/69286.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probative value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

See the certificate electronic version, consultable sur <https://afnor.com>. See for an original that of its certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at <https://afnor.com>
also in machine that the company is certified. Accreditation: COPRAC n° 4-021, Certification de Systèmes de Management. Fiche disponible sur <https://afnor.com>
COPRAC accréditation n° 4-021, Management System Certification. Fiche disponible sur <https://afnor.com>
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. - CERTIF 1996 n° 07-2020

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T: +33 (0)1 41 62 80 00 - F: +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 10 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org



(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.4. GLOSSAIRE

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par

définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de

couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Ressourcer le monde

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

060-200067973-20250925-250925-DC-108

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/09/2025

Affichage : 29/09/2025